



**Mémoire**  
**Présenté par**  
**BIAKOUYE, Kodjo**  
**Awussu**

**UNIVERSITE DU BENIN**  
**LOME -TOGO**  
**FACULTE DES LETTRES ET**  
**SCIENCES HUMAINES**

**Etude de l'évolution socio-économique d'une ville  
secondaire en zone de plantation au Togo : Kpalime de  
l'essor à la décadence relative**

---

**ANNEE ACADEMIQUE**

**Juillet 1998**

28  
1 2 2 JUIL. 1999

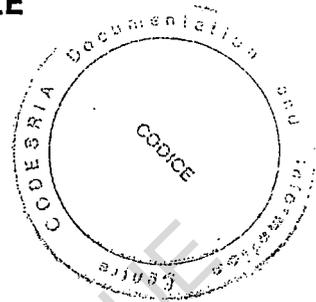
14.0403  
BIA  
11792

**UNIVERSITE DU BENIN**  
LOME - TOGO

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

(FLESH)

**DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE**



**ETUDE DE L'EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE D'UNE  
VILLE SECONDAIRE EN ZONE  
DE PLANTATION AU TOGO:  
KPALIME DE L'ESSOR A LA DECADENCE RELATIVE**

MEMOIRE POUR L'OBTENTION DE LA MAITRISE ES-LETTRES

OPTION: GEOGRAPHIE URBAINE

Présenté et soutenu par

Kodjo Awussu **BIAKOUYE**

Sous la direction de

Dr. Gabriel Kwami **NYASSOGBO**  
Maître-Assistant  
Département de Géographie

Juillet 1998.

## RESUME

Les nombreux et divers problèmes socio-économiques que vivent les grandes métropoles africaines, les capitales notamment, ont longtemps occupé une place de choix dans l'abondante littérature et études consacrées aux villes du Tiers-Monde, occultant ainsi la situation non moins grave, dans laquelle se trouvent les petites et moyennes villes d'Afrique.

Celles-ci, vivant pratiquement les mêmes problèmes - mais dans une moindre mesure - sont considérées ces dernières années, comme le pôle et le moteur d'un dynamisme et d'un développement harmonieux. C'est ce qui semble expliquer l'attention qui leur est de plus en plus portée.

Mais en dehors de ces préoccupations socio-économiques, certaines villes secondaires - les plus anciennes surtout - sont confrontées depuis quelques décennies, à une grave crise de développement qu'est la décadence absolue ou relative. Cette dernière aux causes et manifestations diverses apparaît aujourd'hui comme un réel et majeur problème de développement dans plusieurs régions d'Afrique.

Au Togo, plus précisément dans la région des Plateaux à l'ouest du pays, le phénomène touche certaines villes dont Kpalimé. A travers une enquête de terrain, qui a porté sur un échantillon de 162 individus, des entretiens, l'analyse des données, l'observation et l'étude de l'évolution de l'habitat et du paysage urbain, il ressort que la ville de Kpalimé est une ville relativement décadente ; une situation qui tranche avec celle qui prévalait quelques décennies avant.

Grâce à un important faisceau de facteurs endogènes et exogènes voire structurels, cette ville a connu une expansion socio-économique depuis le début de la colonisation jusqu'à la veille des indépendances. Mais à partir de cette période, cet essor a fait place à une certaine atonie sociale et économique. Celle-ci, sans être totale et irréversible trouve son origine dans la crise de l'économie de plantation, les aléas et les yoyos des cours mondiaux dont sont victimes la plupart des produits agricoles et miniers d'exportation, notamment le cacao et le café, principales sources de revenu de la région.

Cette étude qui se veut d'abord une contribution à une meilleure connaissance du phénomène de décadence et une recherche d'approches de solutions, s'articule autour de trois grandes parties :

La première expose le cadre conceptuel et théorique ainsi que l'ensemble de la méthodologie de recherche.

La deuxième partie dégage et explique le processus de naissance et d'évolution de la ville tout en relevant les différents facteurs ayant permis cette évolution, de même que ceux ayant présidé ou favorisé la situation de déclin auquel on assiste.

La troisième partie recense les diverses potentialités endogènes de la ville, mais surtout de son arrière-pays dont dépendent son évolution ultérieure et son dynamisme.

Au total , cette étude, sans prétendre à une totale exhaustivité, aura tout de même permis de suivre à travers le long temps de l'histoire, la genèse et l'expansion sociale, économique et culturelle de la ville, mais aussi les fondements du phénomène de décadence des villes.

Enfin, elle a permis d'envisager des perspectives et de définir les conditions d'évolution de Kpalimé, et partant de la région toute entière.

## AVANT-PROPOS

Ce travail a été réalisé avec le concours matériel et financier du *Council for the Development of Social Science Research in Africa* (CODESRIA), dans le cadre de son programme de Petites Subventions pour la rédaction de thèses et mémoires.

Malgré quelques insuffisances notamment dans le domaine des traitements et de la gestion du courrier, nous tenons à rendre un hommage plus que mérité à cette institution pour la très précieuse aide.

Nous lui adressons, ainsi qu'à ses différents partenaires financiers, nos sincères remerciements et nos encouragements pour l'effort sans cesse déployé en vue de promouvoir la recherche en sciences sociales en Afrique et pour l'éclosion et l'affirmation totale des *Junior Researchers* sur le continent noir.



## DEDICACE

- Au Grand Courant de Vie Audible pour sa guidance et pour l'inspiration.
- A mon père qui n'a jamais cessé de m'encourager, et surtout à ma mère.

Femme brave, travailleuse infatigable, pleine de sollicitudes maternelles. En bravant le chemin herbeux et la rosée matinale pour m'accompagner dès les premières années à l'école, tu m'as d'une part appris que l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt, et d'autre part que le succès se trouve au bout de l'effort, de l'abnégation et du courage. A défaut de pouvoir lire ce travail, daigne promener tes doigts fatigués mais encore agiles pour apprécier le fruit de tes efforts et privations.

- A mon grand-père, feu Céphas AMUZU BIAKUYE, sage homme au coeur plein de bonté et d'amour, qui m'a réellement ouvert les yeux aux prodiges et aux délices du savoir.

- A mon oncle Gédéon Kossivi BIAKUYE pour l'immense et inestimable oeuvre accomplie dans ma formation et pour mon épanouissement depuis ma tendre enfance jusqu'à présent.

- A mes frères et soeurs, cousins et cousines de Lomé et de Kpalimé, pour votre tendresse et vos encouragements mais surtout à la petite Aboe Sandra BIAKUYE pour son amour et son attachement. Ceci est un modeste exemple à suivre tout en sachant que le travail, et le travail bien fait seul, fait et honore l'homme. Faites-en tout un leitmotiv et un principe cardinal de vie.

*A toi, coquette et attrayante ville de Kpalimé,  
 Toi qui, du fond de la vallée plane,  
 Sous le regard majestueux et bénisseur du Königsberg et du mont  
 Agu, exhibes et resplendis ta beauté et ton charme séduisants.  
 Toi qui, malgré les vicissitudes du temps, fais encore et toujours la fierté de tes enfants,  
 Suscites l'admiration de l'étranger et le rêve de tant de gens ;  
 Toi qui m'as prêté ton cadre naturel et bâti,  
 Toi qui m'as vu grandir et m'épanouir,  
 Toi dont l'écho portait loin, loin jusqu'aux confins du pays des Steinbauern ou sur les  
 rives du Haho et du Lac Togo,  
 Toi qui, de ta profonde et longue léthargie, sors, lèves la tête et tentes de renaître des  
 cendres de tes années de gloire ;  
 Tel un malade affaibli et convalescent, tu mérites attention particulière et soutiens  
 multiples et divers de toutes parts pour ton redécollage ;  
 Tu resteras encore pour longtemps, au centre de mes préoccupations, celles de tes fils et  
 de tes admirateurs.*

## REMERCIEMENTS

*«Keine Straße ist lang mit einem Freund an der Seite<sup>1</sup>».*

Ce travail aurait été plus éprouvant et son issue incertaine si nous n'avions pas été comblé d'attentions et de soutiens de toutes parts. Le présent document final qui en résulte, véritable coup d'essai, n'aurait pas été ce qu'il est, si nous n'avions pas bénéficié, à des degrés divers et variés, d'aides de la part d'amis, de parents et d'autres connaissances, à qui nous tenons à témoigner ici, du fond du coeur, tous nos sentiments de reconnaissance.

Nos remerciements vont en premier lieu à notre Directeur de Mémoire, M. Gabriel Kwami NYASSOGBO, qui a accepté volontiers, malgré ses multiples occupations, nous suivre et nous guider depuis le choix du sujet jusqu'à la finalisation du travail.

Plus qu'un directeur de mémoire, vous avez été un véritable père attentif et attentionné qui, très tôt, nous a inculqué, et cultivé en nous, l'amour du travail bien fait. Vos conseils, vos suggestions et remarques, vos rappels à l'ordre - quand nous somnolions - le plus souvent sans complaisance aucune, ont été non seulement très utiles, mais déterminants dans l'aboutissement du travail tout entier. Veuillez trouver ici, nos profonds sentiments de gratitude et de reconnaissance.

Nos remerciements vont ensuite à tous les professeurs du département pour la formation et le régime de rigueur, de précision dans le travail auquel ils nous ont soumis durant nos années d'études.

Nous pensons également, malgré son absence depuis quelques années, à M. Kodjo GOZO, le premier qui alluma en nous, à travers ses cours de Méthodologie et de Recherche en Sciences Sociales, la flamme, le goût et la passion pour la recherche. Il demeure pour beaucoup d'entre nous, une référence et un modèle de "grand bossueur", de travailleur acharné et infatigable.

Nous remercions par ailleurs Mmes Alice D. BIAKUYE, Justine A. NOMENYO, Mlle Kayissan Vincentia MATTHIA, M. Isac Kodjo SODOKE pour leur concours divers, leurs conseils et encouragements, de même que M. et Mme SALAMI Yaya de la SPV pour leurs soutiens et sympathie.

Nos sentiments de reconnaissances et de grâces vont aussi à nos amis Blaise K. GBEVE, Clément K. AKAMA, KONDO FIAVE Edoh Koku, pour leurs précieuses aides, leurs disponibilités permanentes, leurs sollicitudes qui ne nous ont jamais manqué depuis toujours et à Francis Kossi YIDU pour son amitié franche et sincère.

A Kpalimé, nous sommes reconnaissants à Mme Afi E. BIAKUYE, M. Kodjovi Koudjo KPAKPALULU, Mme Y. Fidèle AGBODZAVU et sa fille Félicité pour leur hospitalité, et à ATTIGAH Kodjo, Tassi Koku, GAMETI Komi, MOUVI Koku, BUAGBE Emmanuel qui nous ont aidé dans la collecte des données.

Nous remercions également les autorités administratives et communales qui nous ont facilité les contacts avec les différents acteurs économiques de la ville.

Nous ne saurons clore ce chapitre sans évoquer le climat de compétition, d'émulation et souvent de partages cordiaux de connaissances qui a caractérisé notre promotion, et qui en est pour quelque chose dans la réalisation de ce travail. Nous remercions pour ce faire tous les camarades de promotion plus particulièrement notre amie Mlle Nicole Quamba DOVI, les camarades Issifou TENIN, ADZRA Kodjo, AGBO Komi, AFAMDOMI, KENOU Kossi, JOHNSON B. Dodé, et surtout mon camarade et ami Romain Kossivi AKAKPLI pour les échanges très fructueux, sa collaboration et son amitié.

Nous ne sommes pas moins redevable à tous ceux que nous n'avons pas cités mais qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation du travail et à son aboutissement heureux.

Recevez tous à coeur joie, tous nos remerciements les plus sincères.

---

<sup>1</sup> "Aucun chemin n'est long s'il est parcouru en compagnie d'un ami". Proverbe allemand.

# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS .....	i
DEDICACE .....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
INTRODUCTION.....	1
<b>PREMIERE PARTIE: STRUCTURATION DE LA RECHERCHE: CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL.....</b>	<b>6</b>
I.1 - LES DONNEES DU PROBLEME .....	6
I.2 - INTERET DU SUJET.....	11
I.3 - LES OBJECTIFS DU TRAVAIL .....	12
I.4 - LES HYPOTHESES DE TRAVAIL.....	12
I.5 - LE CADRE THEORIQUE .....	13
I.6 - REVUE DE LA LITTERATURE .....	18
<b>CHAPITRE II : APPROCHE METHODOLOGIQUE ET PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE.....</b>	<b>23</b>
II.1 - LES DEMARCHES PRELIMINAIRES .....	23
II.2 - LA COLLECTE DES DONNEES.....	23
<b>DEUXIEME PARTIE: NAISSANCE ET EVOLUTION DE LA VILLE DE KPALIME.....</b>	<b>29</b>
<b>CHAPITRE III : DU PETIT VILLAGE D'AGOME A LA VILLE COLONIALE : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE .....</b>	<b>30</b>
III.1 - CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU MILIEU .....	30
III.2 - LA FONDATION ET LE PEUPEMENT DE KPALIME.....	38
III.3 - APERÇU DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE .....	44
III.4 - EVOLUTION POLITICO-ADMINISTRATIVE .....	55
III.5 - EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE.....	58
III.6 - LES FACTEURS DE LA PROSPERITE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE .....	70
<b>CHAPITRE IV : LA DECADENCE EN QUESTION.....</b>	<b>81</b>
IV.1 - LA décadence et ses caractéristiques.....	81
IV.2 - les facteurs de la décadence .....	89
<b>CHAPITRE V : LE VECU D'UNE REPRISE TIMIDE, APPARENTE ET FRAGILE .....</b>	<b>118</b>
V.1 - les caractéristiques de la nouvelle situation.....	118
V.2 - les facteurs de la timide reprise .....	123
<b>TROISIEME PARTIE: LA VILLE DE KPALIME A L'HORIZON 2020 .....</b>	<b>126</b>
<b>CHAPITRE VI :L'ARRIERE-PAYS RURAL ET L'AVENIR DE KPALIME : EXPLOITATION DES POTENTIALITES AGRO-ALIMENTAIRES DE L'ARRIERE-PAYS.....</b>	<b>127</b>
VI.1 -la redynamisation des activités agricoles de l'arrière-pays .....	127
VI.2 -implantation et promotion de petites unités de transformation des produits agricoles et des fruits.....	135
<b>CHAPITRE VII : KPALIME, VILLE DE TOURISME ET D'ARTISANAT.....</b>	<b>136</b>
VII.1 - les sites touristiques .....	136
VII.2 - les infrastructures touristiques et la promotion de l'industrie touristique.....	137
VII.3 - la réorganisation de l'artisanat.....	138

<b>CHAPITRE VIII : L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS ET DE LA BOURGEOISIE LOCALE</b> .....	141
VIII.1 - la décentralisation et ses atouts .....	141
VIII.2 - le rôle de la bourgeoisie locale et des associations des natifs de la région.....	142
VIII.3 - intensification et diversification de la coopération décentralisée.....	143
<b>CONCLUSION</b> .....	145
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	148
<b>LISTE DES CARTES</b> .....	151
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	151
<b>LISTE DES PHOTOS</b> .....	151
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	152
<b>ANNEXES</b> .....	153
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	161

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## INTRODUCTION

Fruit de la colonisation à quelques exceptions près, l'urbanisation de l'Afrique noire est un phénomène récent. Lente au début, cette urbanisation a connu une accélération au lendemain de la seconde guerre mondiale, et s'est traduite par la naissance et le développement d'un semis de petites, moyennes et grandes villes aussi bien sur la côte qu'à l'intérieur des colonies.

Ces villes avaient chacune, à des degrés divers, des fonctions bien définies par le colonisateur, dès leur création.

Ainsi, si Dakar et Brazzaville étaient respectivement capitales fédérales de l'Afrique Occidentale Française (AOF) et de l'Afrique Equatoriale Française (AEF), premiers relais de la machine politico-administrative de l'empire colonial français en Afrique noire, Conakry, Cotonou, Abidjan, Lomé etc... étaient des chefs-lieux de colonies.

Outre ces villes-capitales, on a noté la création de plusieurs villes à l'intérieur des territoires; celles-ci étaient reliées aux capitales « *têtes de ponts entre la métropole et les colonies* » (NYASSOGBO, 1975) par des voies de communication. Noeuds de ces voies de communication, les villes de l'intérieur répondaient à des impératifs économiques et administratifs, voire militaires, et se situent de ce fait, dans la logique coloniale de domination, d'encadrement, de quadrillage et d'exploitation des territoires conquis.

Mais cette définition a priori des fonctions des villes par le colonisateur n'aura-t-elle pas de graves incidences sur l'évolution ultérieure des villes coloniales et plus tard sur les villes post-coloniales ? Car les rôles assignés à ces villes à leur création, rôles qui répondaient à des objectifs précis de l'époque, ne semblent pas être aujourd'hui de mise compte tenu de l'évolution de l'histoire.

En effet, si la plupart des villes-capitales, en renforçant au fil des années leurs fonctions et leur emprise sur les autres centres urbains, sont devenues des villes primatiales, les petites et moyennes villes de l'intérieur, appelées villes secondaires, ont quant à elles, connu un sort bien différent; elles ont vu, selon les cas, leurs principales activités périliter, entraînant d'une manière ou d'une autre, l'effondrement de leurs fonctions régionales, posant du coup le problème de développement harmonieux des pays.

Ainsi, au Sénégal, au Cameroun, au Bénin, au Ghana, au Togo, bien de villes ont connu une évolution caractérisée par une période de prospérité relative ou suivant les cas, suivie d'une période de décadence absolue ou bien du déclin relatif des principales activités.

La ville de Kpalimé peut être classée dans cette dernière catégorie de villes, qui, malgré leur situation, disposent d'énormes potentialités endogènes susceptibles d'être mises en valeur.

Située au Sud-Ouest du Togo, à 120 km au Nord-Ouest de Lomé la capitale et à 10 km à vol d'oiseau de la frontière ghanéenne, Kpalimé est l'une des villes secondaires les plus actives du Togo. Centre commercial étroitement lié au Ghana, il constitue un exemple type de ville créée par la colonisation européenne et transformée par celle-ci par l'introduction de l'économie de plantation et d'échange.

En effet, créée presque ex nihilo par les Allemands vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Kpalimé représentait une plaque tournante non seulement pour le cercle administratif dont elle était le chef-lieu, mais aussi pour le Togo britannique dont elle assurait le débouché vers la côte (DUPONT, 1985).

Cet essor, la ville de Kpalimé le doit à sa situation géographique, à l'ensemble des conditions naturelles de son arrière-pays, enfin aux différentes fonctions urbaines qu'elle avait assumées dans la région depuis la colonisation.

Cependant, la relative prospérité commerciale, économique et sociale de la ville sera malheureusement affectée par un certain nombre de facteurs qui vont, non seulement entraver son développement, mais lui faire perdre aussi une grande partie de sa zone d'influence traditionnelle.

Cet état de choses a progressivement conduit la ville à une décadence relative qui semble d'ailleurs perdurer et à laquelle il conviendrait de trouver très rapidement des solutions bien appropriées. Qu'en est-il exactement ? Comment peut-on expliquer cette situation ? Quels impacts a-t-elle sur le développement de la ville ?

Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles notre travail de recherche tentera d'apporter des éléments de réponses.

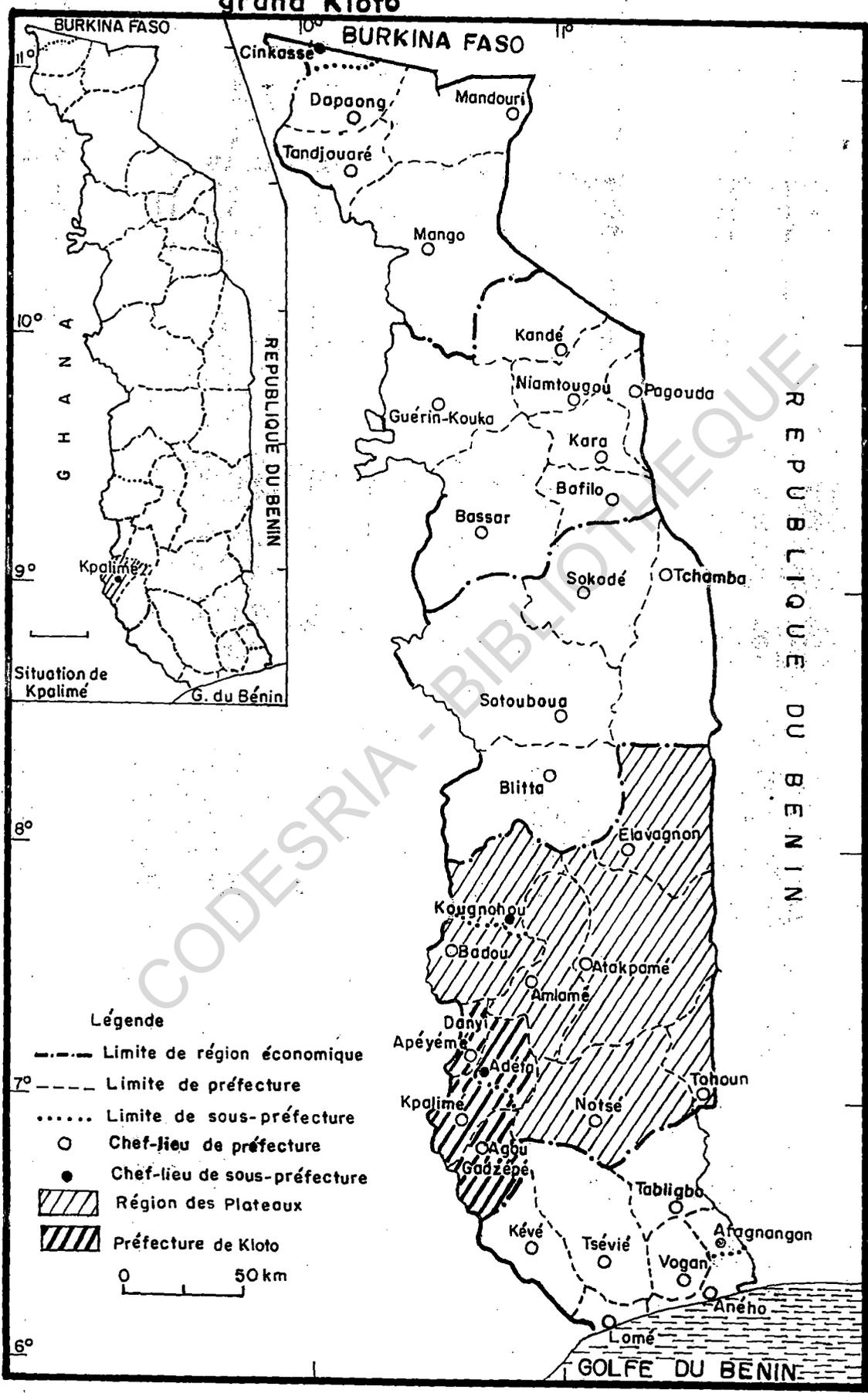
Le travail comporte trois grandes parties : la première partie (deux chapitres) présente la structuration de la recherche dans ses cadres conceptuel (chapitre I) et méthodologique (chapitre II), soubassements théoriques de tout travail d'investigation.

La deuxième partie (trois chapitres) est consacrée à l'aperçu de la croissance démographique, économique et sociale et à l'analyse des différents facteurs de l'évolution de la ville. Mais tout ceci est d'abord précédé d'une présentation des caractéristiques physiques et historiques du milieu, et à l'analyse des différents facteurs de l'évolution de la ville.

Quant à la troisième partie (trois chapitres), elle dégage les perspectives de la ville en mettant en exergue ses différentes potentialités et celles de la région en général.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Carte n° 1 : Le découpage administratif du Togo :  
Situation de la Région des Plateaux et du grand Kloti



Source: Atlas du Togo (légèrement modifié).

**PREMIERE PARTIE:**

**STRUCTURATION DE LA RECHERCHE:  
CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

# CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL

## I.1 - LES DONNEES DU PROBLEME

Le continent africain a vu se développer depuis près de trois quarts de siècle, et de façon impressionnante, le phénomène de l'urbanisation. Celui-ci s'effectue à un rythme sans cesse croissant et l'explosion démographique urbaine en est une des expressions les plus caractéristiques.

Les multiples problèmes qui en découlent ont longtemps préoccupé aussi bien les gouvernements, les municipalités, les services de planification que les chercheurs et autres spécialistes ; les nombreuses études et travaux divers consacrés au sujet en sont d'ailleurs une illustration significative.

En effet, les travaux consacrés aux villes du Tiers-Monde en général et aux villes africaines en particulier se comptent aujourd'hui par milliers et représentent ainsi une énorme littérature qui ne cesse d'ailleurs de s'enrichir au jour le jour. Cependant, quand on parle des villes du Tiers-Monde et d'Afrique noire plus particulièrement, il s'agit plus des grandes métropoles, capitales des pays pour la plupart ; on tend à sous-estimer, voire à passer sous silence les villes secondaires ou moyennes, qui paradoxalement sont plus nombreuses avec des problèmes spécifiques.

Ainsi, les statistiques les plus récentes montrent que les villes secondaires, c'est-à-dire celles ayant une population variant entre 5.000 et 100.000 habitants voire moins, occupent une place importante dans les réseaux urbains des différents pays africains, quand bien même leur population augmente moins vite que celles des capitales. Dans huit pays de l'Afrique occidentale, leur nombre est passé de 150 à plus de 400 entre 1960 et 1980 (POURTIER, 1993).

Malgré leur importance et leurs fonctions, elles ne bénéficient pas jusqu'à une période récente, de l'attention requise, aussi bien de la part des gouvernements que des chercheurs. Comme le fait remarquer VENNETIER, « *les travaux consacrés au développement des petites et moyennes villes sont assez déficients* » (1976, 1991).

Il a fallu attendre le début des années quatre-vingts (1980) pour voir ces villes bénéficier d'un réel regain d'intérêt, du moins au sein de certains organismes internationaux : Commission des Communautés Européennes, des centres de recherche, des universités, et certains

organismes spécialisés de l'ONU, notamment le PNUD, le Centre des Nations-Unies pour le Développement Régional, la Commission des Etablissements Humains des Nations-Unies. Et pour Frédéric GIRAUT (1993), ce regain d'intérêt, surtout de la part des ONG et des gouvernements, trouve son explication dans quatre principales causes, du moins en Afrique occidentale.

D'abord, le regain s'explique par l'échec de nombreux projets de développement et d'aménagement du territoire à l'échelle régionale et nationale ; ensuite par la croissance toujours importante des villes primatiales, ce qui nécessite des moyens de plus en plus importants pour faire face aux problèmes engendrés par cette croissance.

Or des études ont montré que l'exode rural reste l'un des facteurs déterminants de l'accroissement. Considérées comme des "centres de transit" des migrants vers les grandes villes, leur principal mirage, les petites et moyennes villes sont les principaux pourvoyeurs des grandes villes. A cet effet, une maîtrise du flux migratoire à travers un développement des zones rurales et des petites et moyennes villes en particulier constituerait une des solutions pour faire face à la croissance vertigineuse des villes primatiales ; d'où l'intérêt pour ces villes secondaires et moyennes. A ces causes, il faut ajouter la naissance et le développement de la coopération décentralisée menée par les ONG et les collectivités locales européennes.

Mais si on commence à s'intéresser réellement aux villes secondaires, notamment à leurs fonctions et à leur rôle dans le développement national et régional, un autre phénomène non moins important mais très peu connu semble préoccuper les spécialistes : il s'agit du déclin relatif ou absolu de certaines villes secondaires.

Commencée vers la fin des années mil neuf cents quatre-vingts (1980) par des précurseurs comme COTTEN, Y. MARGUERAT..., l'étude des villes secondaires en général, et des villes secondaires en décadence en particulier, tented'identifier et d'analyser les problèmes de développement souvent escamotés que rencontre une catégorie de centres urbains en Afrique. Que recouvre donc ce concept de décadence ? Pourquoi parle-t-on de décadence et comment se manifeste-t-elle ?

Il y a décadence lorsqu'on assiste à une perte progressive de valeur, qu'elle soit économique, sociale, culturelle... (Hortense E. MENYIE, 1992).

Le phénomène peut concerner un pays, une civilisation, une ville etc...

Ceci étant, il faut faire remarquer que l'histoire de l'urbanisation de l'Afrique tropicale est marquée par une évolution particulière.

En effet, les réseaux urbains post-coloniaux de bon nombre de pays, surtout ceux de la partie ouest du continent à économie de rente dominante, sont marqués par une désorganisation voire une destruction des réseaux urbains coloniaux. Ces derniers sont caractérisés par la coexistence de villes au développement très inégal.

Alors que les grandes villes ne cessent de se développer malgré les problèmes auxquels elles font face, beaucoup de petites et moyennes villes tentent difficilement d'émerger. D'autres, moins nombreuses, essaient désespérément de renaître de leurs cendres d'il y a quatre à cinq décennies voire plus.

La situation et l'évolution de ces dernières villes cadrent bien avec la succincte définition précédemment donnée - mais nous y reviendrons dans le chapitre IV -, car si pour le moment presque toutes les villes semblent connaître une croissance démographique relativement élevée, l'observation dans le détail révèle deux situations différentes: alors que les métropoles connaissent une croissance dans presque tous les domaines et que de nouvelles villes secondaires naissent et se développent, bon nombre d'anciennes villes secondaires africaines a contrario, semblent régresser ou stagner. A une stagnation démographique s'ajoute une certaine léthargie des principales activités socio-économiques. C'est le cas de certaines villes en Afrique occidentale qui, après avoir connu dans une certaine mesure, une prospérité dans beaucoup de domaines, prospérité qui s'est fait sentir hors de leurs frontières régionales, sont tombées en déclin. Celles-ci se retrouvent aussi bien à l'intérieur des pays que sur la côte. Parmi elles, on peut citer: Saint-Louis du Sénégal, Louga en pleine zone arachidière également au Sénégal, Bafia Abong, Ebolowa, M'Balmayo au Cameroun, El Mina, Cape-Coast et N'Sawan - dans une moindre mesure en raison d'un réel dynamisme ces dernières années - au Ghana ; Porto-Novo, Abomey, Ouidah dans le Bénin d'aujourd'hui.

Au Togo précisément, le phénomène n'est pas méconnu. Comme dans beaucoup de pays africains, certaines agglomérations, pour des raisons liées soit à leur histoire et à leur situation géographique, soit aux activités économiques qui s'y déroulaient, ont très tôt attiré l'attention du colonisateur. Celui-ci, pour vite dominer et exploiter les territoires conquis, s'est dans une certaine mesure appuyé sur ces agglomérations en faisant d'elles des pôles de décisions et de

commandement. C'est le cas d'Atakpamé, de Kpalimé, de Sokodé, de Mango à l'intérieur et d'Aného sur la côte.

Ces villes qui font partie des plus importants centres de l'armature urbaine togolaise après Lomé, ont presque toutes connu, à une époque donnée, une splendeur liée aux activités commerciales qui s'y déroulaient et à leur pouvoir politico-administratif.

Malheureusement, cette splendeur, ce privilège semblent appartenir désormais à un passé plus ou moins lointain. Elles ont presque perdu tout ce qui faisait d'elles des villes prospères. Seuls les bâtiments en dur couverts de tôles, les infrastructures délabrées, les anciens magasins des maisons de commerce coloniales témoignent de ce passé glorieux.

Si l'ampleur du phénomène varie d'une ville à une autre, il faut remarquer que dans certaines d'entre elles, il a pris des proportions plus inquiétantes notamment à Aného et à Mango.

Kpalimé, terminus de la ligne de chemin de fer dite "ligne du cacao", grand centre commercial, connaît elle aussi une certaine décadence que semble masquer une apparente activité commerciale relativement florissante.

En effet, l'ancien cercle de Kloto dont Kpalimé est le chef-lieu, a été l'une des premières régions du Togo à bénéficier de la politique de mise en valeur et d'exploitation initiée par le colonisateur allemand dès l'établissement de son autorité sur la ville en Août 1887. Les conditions naturelles favorables du milieu ont permis l'introduction et le développement de l'agriculture de plantation basée sur le café et le cacao. Ces deux produits de rente ont ainsi contribué, et de façon déterminante, à la prospérité de la ville de Kpalimé qui devient alors un centre de collecte des produits agricoles d'exportation, et centre de redistribution des produits manufacturés en provenance de la capitale, donnant ainsi un bel exemple de l'économie de traite en vigueur à l'époque.

Cette nouvelle fonction de la ville a fait attirer de nombreux commerçants et des négociants de tout genre de même que plusieurs maisons et compagnies de commerce qui s'y installèrent; Kpalimé, gros bourg agricole devient alors un centre commercial très actif et une plaque tournante dans toute la région.

Après avoir connu plusieurs années durant une évolution caractérisée par un développement des activités socio-économiques, le centre urbain de Kpalimé est plongé depuis les années mil neuf cent soixante (1960), voire bien avant, dans une longue période de crise aux caractéristiques diverses. Cette crise est parfois entrecoupée de très brèves périodes de reprises le plus souvent timides voire inaperçues.

Des bâtisses abandonnées, des anciens magasins de commerce aux portes barricadées ou dans le pire des cas en démolition, des infrastructures délabrées, de vieilles maisons aux tôles rouillées, d'autres inachevées car sûrement surprises et interrompues par la crise, des activités économiques tournant presque au ralenti, surtout en saison morte, tel est aujourd'hui le triste panorama d'une ville qui, jadis, affichait une animation intense, et un décor assez bariolé surtout les jours de marché pendant la période de vente du café et du cacao.

Sur le plan humain, il faut noter que sur une population de 186.778 habitants que compte l'ancienne préfecture de Kloto en 1981, 28.262 âmes vivaient dans le chef-lieu Kpalimé soit 6,6 % de la population totale de la préfecture.

Avec un taux d'accroissement de 1,5 % entre 1970 et 1981 contre 2,8 % pour la Région des Plateaux, 4,3 % pour l'ensemble des villes du Togo, et 2,9 % pour l'ensemble du pays, on peut affirmer sans risque de se tromper que la ville de Kpalimé connaît une faible croissance démographique et cette croissance semble stagner même, reflétant ainsi sa situation socio-économique (DUPONT, 1985).

Toutes ces constatations sur l'évolution socio-économique de la ville de Kpalimé suscitent des interrogations.

En effet, comment peut-on expliquer ce phénomène de décadence ? Quels sont les facteurs qui sont à la base de ce déclin ? Comment peut-on remédier à cette situation ? Quelles sont alors les perspectives de cette ville sans aucune activité industrielle ou de transformation ?

## **I.2 - INTERET DU SUJET**

La crise de l'économie de plantation est aujourd'hui un fait indéniable. Le marasme économique et social sans précédent que connaît l'ensemble du Sud-Ouest togolais, zone de plantation, s'impose aux sciences sociales comme un phénomène majeur qui mérite d'être étudié (NYASSOGBO et al., 1995).

Par ailleurs, les villes secondaires qui, avec les indépendances et l'évolution économique (amélioration des réseaux de transport) ont vu leur rôle réel s'amoinrir au profit des capitales qui ne cessent de renforcer la concentration toujours plus grande des pouvoirs de décisions, méritent une attention toute particulière en vue de réorienter leur développement qui passe par la redéfinition d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire.

Ainsi, la double originalité du cas de Kpalimé (ville située en pleine zone d'économie de plantation, ensuite ville-frontière en perte d'influence) en fait un laboratoire privilégié d'étude.

Enfin, outre l'intérêt pratique de ce travail, sur le plan académique, il s'inscrit dans la droite ligne de la contribution à l'étude géographique d'une ville qui, malgré son importance et ses problèmes a fait l'objet de très peu de travaux.

## **I.3 - LES OBJECTIFS DU TRAVAIL**

### **I.3.1 - LES OBJECTIFS GENERAUX**

Faire une étude socio-économique de la ville de Kpalimé, parvenir à une meilleure connaissance des villes secondaires en décadence en s'appuyant sur le cas de Kpalimé, contribuer à la recherche des solutions aux problèmes de ces villes en perte de vitesse, tels sont les objectifs généraux que nous nous sommes fixés.

### **I.3.2 - LES OBJECTIFS SPECIFIQUES**

Pour répondre à toutes ces préoccupations, nous nous sommes fixé les objectifs spécifiques suivants :

- Etudier l'histoire de la fondation de la ville de Kpalimé.
- Déterminer le rôle de la colonisation dans l'essor de la ville.
- Identifier les différentes étapes de l'évolution socio-économique de la ville.
- Recenser et analyser les facteurs de la prospérité de la ville.
- Identifier les signes de la prospérité.
- Analyser la crise en identifiant les principaux facteurs.
- Répertorier les secteurs d'activités susceptibles de donner un nouveau souffle à la ville et partant à toute la région.

## **I.4 - LES HYPOTHESES DE TRAVAIL**

La situation géographique de la ville de Kpalimé d'une part, les conditions naturelles d'ensemble d'autre part, sont à l'origine de la prospérité économique et sociale de cette ville.

La colonisation européenne allemande notamment a joué un rôle important dans l'essor de la ville de Kpalimé à travers la mise en valeur des différentes potentialités économiques de la région.

La proximité de la Gold Coast, colonie anglaise très riche et plus développée que le Togo, a beaucoup influé sur l'essor économique, social voire culturel de la ville de Kpalimé.

Les activités commerciales européennes initiées au départ par les sociétés et compagnies ont permis à la ville de connaître un essor économique, voire social avec la mise en place d'équipements socio-collectifs.

La crise économique en général et la crise de l'économie de plantation en particulier ont provoqué un malaise général dans les zones rurales.

La modernisation des voies et moyens de transport a provoqué le court-circuitage de la ville au profit de Lomé.

Les problèmes économiques que connaît l'arrière-pays de la ville de Kpalimé ont rejaili sur l'évolution générale de ce centre urbain.

L'éclatement de l'ancien cercle de Kloto en quatre nouvelles entités administratives dotées d'équipements socio-économiques a accentué la perte d'influence de la ville.

## **I.5 - LE CADRE THEORIQUE**

Limitée au départ aux capitales des royaumes et empires et au développement des cités commerciales, surtout en Afrique subsaharienne, l'urbanisation du continent africain va connaître une nouvelle forme au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette nouvelle forme d'urbanisation sera d'ailleurs à l'origine d'innombrables problèmes aux causes variées et multiformes qui ont plongé les centres urbains dans une crise qui tend à s'éterniser.

En effet, l'arrivée et l'installation des Européens dès le XIX<sup>e</sup> siècle sur les côtes africaines et le commerce étranger qu'ils vont développer feront "germer" sur ces côtes, une

série de comptoirs dont la plupart sont les "ancêtres" de la majorité des villes côtières africaines. Ces embryons de villes servaient d'intermédiaires entre l'arrière-pays et la métropole. Plus tard, pour mieux contrôler les nouveaux territoires conquis d'une part, et pour un meilleur encadrement de la "mise en valeur" et l'exploitation des colonies d'autre part, des villes seront créées à l'intérieur des pays ; d'autres cités commerciales précoloniales furent récupérées par les pouvoirs coloniaux à cet effet.

Ces villes nées et grandies par la simple volonté des colonisateurs, avaient une fonction politico-administrative et commerciale. Le développement et la prospérité qu'elles ont connus sont d'ailleurs liés à ces fonctions. Saint-Louis du Sénégal, Grand-Bassam, Bingerville, El Mina, Aného et bien d'autres répondaient à cet objectif voire à cet impératif. Elles occupent aujourd'hui une place importante dans les réseaux urbains de la plupart des pays africains et constituent ce qu'on appelle aujourd'hui, pour des raisons liées à leur évolution, des villes moyennes ou les centres urbains secondaires, même si à celles-ci, il faut ajouter un certain nombre nées de là volonté, cette fois-ci des pouvoirs publics post-coloniaux. Aujourd'hui, beaucoup d'entre elles traversent une période difficile caractérisée par de nombreux problèmes notamment des problèmes de développement. Car, en réalité au fil du temps et avec le développement économique et social, mais surtout avec les indépendances, l'activité économique s'essouffle dans ces villes au profit des grandes villes et des capitales en particulier. Les mobiles ayant conduit à leur naissance et à leur développement ayant disparu, on assiste alors à leur effondrement et à une dislocation des réseaux urbains mis en place par la colonisation; et comme le dit si bien MARGUERAT (1978):

*« Les villes moyennes n'ont jamais été autre chose que les relais techniques pour la domination territoriale qu'exerçaient les pouvoirs politiques et économiques extérieurs. Ce rôle n'est plus aujourd'hui nécessaire, et les fonctions régionales de ces villes se sont effondrées ».*

De Saint-Louis du Sénégal à Aného en passant par Ouidah, El Mina, ce sont les mêmes constats : disparition des principales fonctions, essoufflement des principales activités économiques entraînant la limitation des prestations ou des activités des compagnies de commerce à quelques activités principales seulement, ou dans le pire des cas, la fermeture des succursales et des dépôts. Beaucoup de compagnies se replient alors sur les capitales qui ne cessent ainsi d'accroître leur hégémonie sur les autres villes du pays. Ce phénomène appelé décadence relative ou absolue des centres urbains secondaires est très peu connu du public et caractéristique de plusieurs villes d'Afrique subsaharienne. Il constitue d'ailleurs l'un des problèmes cruciaux que connaissent les petites et moyennes villes du continent.

En effet, avec l'accession à la souveraineté internationale, beaucoup de pays africains avaient entrepris d'importants efforts d'investissements pour « *asseoir et consolider cette souveraineté* » (NYASSOGBO, 1975).

Les nouvelles capitales étaient devenues alors de véritables chantiers où s'édifiaient des immeubles devant abriter les différents services publics, les ministères, les chancelleries et autres représentations internationales. Ces nouveaux services ont certainement renforcé le poids prépondérant des capitales sur les autres villes de l'intérieur. Cette prépondérance politique des capitales a entraîné dans son sillage, les autres formes de pouvoirs à savoir les pouvoirs démographique, économique, financier, social et culturel. Un peu partout sur le continent, les grandes villes, les capitales en particulier, concentrent la presque totalité des pouvoirs. C'est ainsi que sur le plan démographique, Kinshasa fait 7 % de la population de la République Démocratique du Congo (ex Zaïre), 25% de ses citoyens; au Togo, Lomé rassemble près de 13,67% de la population totale du pays et près de 55% de citoyens togolais en 1981.

Sur le plan économique, Kinshasa concentre 17,4% du PIB, 50% de l'industrie manufacturière, 43% des employés de banques et assurance. Dakar et Abidjan concentrent 60% des industries du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Lomé concentre 60% des salaires distribués au Togo, 95% des entreprises industrielles, 80% du commerce, 55% des médecins, 75 % des pharmaciens (Marc PAIN et Yves MARGUERAT cités par NYASSOGBO, 1997).

Comme on peut le constater cette hyperconcentration de la totalité des pouvoirs des capitales ne peut avoir que des conséquences négatives sur l'évolution des petites et moyennes villes et les conduire à la situation actuelle (décadence des centres secondaires et macrocéphalie urbaine) surtout si celles-ci sont dépourvues de potentialités internes suffisantes et capables de déclencher un dynamisme et un développement régulier, durable et soutenu de ces villes.

Face à ce degré élevé de primatialité, à cette macrocéphalie urbaine presque destructrice, et à la décadence quasi totale des villes secondaires, il conviendrait de revoir sérieusement et d'analyser les conditions de naissance et de développement de ces villes afin de réorienter leur développement.

Pour ce faire, un bref aperçu des différentes théories de la dynamique urbaine s'avère d'abord nécessaire pour comprendre les conditions, les modalités de naissance et d'évolution des villes.

Parmi ces théories, on peut retenir les théories d'économie spatiale qui appréhendent la ville sous l'angle de sa vitalité économique. Ainsi pour ISARD (1956),

*« la ville doit être considérée comme une agglomération d'activités économiques ; et son développement dépendra de sa capacité à attirer ou à repousser les unités de production ».*

Ces théories traitent la constitution de l'espace économique comme un problème d'optimum d'unités productrices.

Par ailleurs, elles font un lien très étroit entre ville, concentration de firmes productrices, industrialisation et urbanisation.

Cependant, il se pose le problème d'optimum d'unités productrices; c'est-à-dire quel optimum déterminer ou atteindre avant de pouvoir parler de vitalité économique de la ville ? Ensuite, en faisant de la concentration de firmes productrices, de l'industrialisation et de l'urbanisation, des préalables voire des conditions indispensables pour parler de ville et de la dynamique urbaine en particulier, ces théories excluent de facto les villes secondaires africaines qui sont pour la plupart, dépourvues de ces unités, et où l'urbanisation n'est pas une conséquence de l'industrialisation. Ces restrictions sur les théories d'économie spatiale d'ISARD s'appliquent également à la théorie de PERROUX (1955, 1964) qui conçoit la ville comme un

*« ensemble d'unités motrices qui exercent des effets d'entraînement à l'égard d'un autre ensemble économiquement ou territorialement défini ».*

Ces unités motrices sont des industries-clefs qui font de la ville dans laquelle elles sont situées, le pôle de croissance de la région.

Pour les partisans de la démarche fonctionnaliste, au lieu de prendre les villes isolément et d'étudier leur dynamique, il serait plus indiqué d'appréhender *« l'ensemble de l'armature urbaine pour mieux comprendre la place et la dynamique de ses éléments »* (DUPONT, 1985). Ainsi CHRISTALLER (1933) dans son système des "places centrales", présente le réseau urbain comme un système de "places centrales" hiérarchisées : chaque ville étant le centre d'une région rurale plus ou moins grande dont elle reçoit sa nourriture et à laquelle elle fournit des biens et des services typiquement urbains. Ici, la ville est non seulement *« essentiellement définie par ses fonctions tertiaires »* (DUPONT, 1985), mais elle est *« en étroite dépendance avec son "hinterland" et sa prospérité dépend de la richesse de ce dernier »* (DUPONT, 1985).

Comme on peut le constater, cette théorie cadre assez bien avec la situation de bon nombre de villes d'Afrique noire. Néanmoins, elle a des insuffisances dénoncées par beaucoup de chercheurs; comment naissent et se développent les villes ? Quel est le processus de mise en place des réseaux ? Ce sont là quelques-unes des questions que ces chercheurs aimeraient voir élucidées.

Par ailleurs, la théorie sous-entend une hiérarchisation systématique et automatique des "places centrales" qui correspond d'ailleurs à une hiérarchisation des fonctions tertiaires. Cette situation est-elle toujours vraie ? N'existe-t-il pas de déséquilibre dans certaines armatures urbaines? Quelles en sont alors les causes ?

Le moins qu'on puisse dire est qu'au-delà de ces interrogations et de toutes les restrictions faites à ces théories, il est évident que les conditions naturelles de l'arrière-pays d'une ville et les relations que cette dernière entretient avec cet arrière-pays sont très déterminantes dans la naissance et le développement de cette ville.

En effet, dans le cas précis des villes secondaires en décadence en général et celui de Kpalimé en particulier, il va sans dire que leur essor et leur évolution restent presque tributaires de la richesse naturelle et de l'importance des activités auxquelles s'adonnent les populations des régions dans lesquelles elles sont situées.

Quand on prend des villes comme Louga, Kpalimé, Dimbokro, Divo..., on s'aperçoit qu'elles se sont développées grâce à l'économie de plantation ; même si d'autres facteurs non moins importants telle que l'action de l'administration ont largement contribué au développement des villes secondaires, il est à retenir que l'introduction et la promotion de l'économie de plantation en sont les principaux facteurs. Cette économie a fait naître et croître de nombreuses autres activités.

Aujourd'hui, la crise de l'économie de plantation due en grande partie aux fluctuations et à l'effondrement des cours des matières premières a rejaili sur la prospérité et l'évolution de toutes ces villes mettant ainsi en exergue la corrélation qui existe entre dynamisme agricole et dynamisme urbain dans les zones de plantation.

Dans le domaine industriel, on a presque le même scénario.

D'une façon générale, et dans le cas précis de l'Afrique, la mise en place d'une industrie ne favorise pas forcément la création et surtout le développement important et harmonieux de villes, surtout s'il s'agit de petites industries extractives ou de transformation voire de petits complexes agro-industriels plus répandus sur le continent.

C'est le cas de Mounana et Moanda au Gabon, Tabligbo au Togo, Arlit au Niger, Mbandjok au Cameroun, Ferkessedougou en Côte d'Ivoire. Ces villes monofonctionnelles sont loin de constituer de véritables pôles de développement et s'apparentent comme le dit PERROUX (1964), à des "cathédrales dans le désert" en raison de leurs effets d'entraînement très limités.

Cette situation n'est-elle pas imputable aux autorités coloniales et post-coloniales ? Les premières pour avoir délibérément développé une économie extravertie basée sur l'exploitation de ressources primaires ou sur la monoculture du binôme café-cacao ; les secondes pour n'avoir pas cherché à remédier à la situation aux lendemains des indépendances ?

Ainsi il est clair que la richesse de l'arrière-pays est une condition essentielle dans la croissance d'une ville mais elle n'est pas suffisante pour susciter et promouvoir l'essor d'une ville et partant le développement régional.

S'il en est ainsi, les vrais fondements de la dynamique urbaine ne sont-ils pas ailleurs ? Ou bien cette dynamique ne résulterait-elle pas plutôt, en plus des conditions naturelles, de la conjonction de potentialités exogènes et endogènes de développement dont l'existence de forces locales participantes et actives ?

Au total, il se dégage de l'analyse des différents courants de pensée, un constat de taille : l'inadéquation de bon nombre de théories et d'études en général, et des études de l'économie urbaine en particulier, dans les pays sous-développés avec celles des pays développés.

Ainsi, une synthèse des différentes théories s'impose afin de trouver la mieux adaptée; celle-ci doit d'abord prendre en compte de nouveaux facteurs autres qu'économiques: historiques, sociologiques, entre autres ; elle doit ensuite trancher avec les schémas classiques caractérisés par une opposition dualiste et manichéenne trop poussée.

Enfin, il va falloir chercher et promouvoir une nouvelle forme de lecture des fonctions et réseaux urbains ; surtout opter pour une nouvelle appréhension des villes en général et des petites et moyennes villes en particulier. Cette nouvelle appréhension doit tenir compte des réalités socio-économiques des populations urbaines africaines, de même que des dynamiques sociologiques et économiques propres à ces villes africaines.

## **I.6 - REVUE DE LA LITTERATURE**

### **I.6.1 - LES PETITES ET MOYENNES VILLES ET LES VILLES SECONDAIRES EN DECADENCE A TRAVERS L'AFRIQUE**

Longtemps déficiente, la littérature consacrée aux villes secondaires en général et aux villes secondaires en décadence en particulier semble devenir de plus en plus importante.

Tous ceux qui se sont premièrement intéressés aux villes moyennes et secondaires en Afrique se sont heurtés à l'insuffisance ou à l'absence quasi-totale de la documentation.

Cette lacune fut relevée par Pierre VENNETIER lorsqu'il étudiait l'urbanisation en Afrique tropicale en 1976. Mais peu à peu, et au fil des années, cette déficience de la littérature fut relativement comblée.

Dans une étude réalisée en 1972, MARGUERAT a montré le caractère stagnant des villes moyennes camerounaises, et parla même de décadence discrète ou relative de ces villes. Il attribua ce phénomène à la concurrence des grandes villes, à la diffusion de la fonction administrative, à l'amélioration des voies de communication... Plus tard en 1978, approfondissant la réflexion sur les villes secondaires, il mit en évidence la détérioration du rôle et de la position des centres urbains secondaires dans l'armature urbaine des pays, et parla même de la dislocation des réseaux urbains coloniaux.

Au Nigéria, en 1983, ADEPOJU a montré que la crise économique généralisée qu'a connue ce pays a entraîné une détérioration rapide de la situation économique des villes moyennes conduisant même certaines d'entre elles à la décadence.

Le développement économique, et l'amélioration des voies et moyens de communication d'une part, et la dispersion du pouvoir politico-administratif d'autre part, ont entraîné la perte d'influence de plusieurs villes secondaires en faveur des grandes villes et des capitales (MARGUERAT, 1972, COTTEN et MARGUERAT, 1976-1977). D'où le plaidoyer de certains auteurs tels que Monique BERTRAND (1997) en leur faveur car selon elle tout comme tant d'autres, ces villes constituent la base du développement économique et social régional à condition qu'on les fasse sortir de la crise urbaine généralisée caractérisée par un dysfonctionnement des modèles de croissance secrétés de l'extérieur, donc inadaptés aux réalités actuelles des sociétés africaines.

Ce point de vue est partagé par A. SOUTHALL qui a d'ailleurs, au terme d'études réalisées en 1979 dans plusieurs pays africains, placé un optimisme assez béat en ces villes secondaires qu'il considère comme la "clé des problèmes de développement rural". Déchanté, il reviendra sur ses conclusions en 1988 en subordonnant l'accomplissement ou le plein exercice des fonctions de pôle de développement qui incombent aux petites et moyennes villes à la réalisation d'un certain nombre de conditions.

Jonathan BAKER et les participants à la conférence d'UPPSALA de Septembre 1989 tenue dans le cadre du programme "Urban Development in Rural Context in Africa", initié par la Scandinavian Institute of Africa Studies (SIAS) sont arrivés à la même conclusion.

A partir des études de cas dans plusieurs pays africains portant sur différents aspects du développement urbain, ils ont montré que les petites et moyennes villes constituent des pôles de développement régional grâce au rôle positif et très significatif qu'elles jouent dans la promotion, la prospérité et le développement des zones rurales immédiates voire lointaines. L'ensemble des communications de cette conférence sont rassemblées dans un ouvrage intitulé "**Small town Africa, Studies in Rural-Urban Interaction**" édité par Jonathan BAKER.

Au-delà des problèmes rencontrés par les petites et moyennes villes, plus particulièrement celles en décadence qui se trouvent dans une situation relativement dramatique, certaines villes secondaires, compte tenu de certains facteurs dynamisants notamment économiques mais surtout sociologiques, semblent néanmoins connaître un dynamisme apparent. C'est le cas des villes de l'ouest du Cameroun (CHAMPAUD, 1983) de Divo en Côte d'Ivoire (F. DUREAU, 1985).

### **1.6.2 - L'ARMATURE URBAINE TOGOLAISE ET LES VILLES SECONDAIRES EN DECADENCE**

L'armature urbaine togolaise à l'instar de la plupart des armatures urbaines africaines est fortement marquée par le phénomène de macrocéphalie urbaine et dans une moindre mesure, par celui de la décadence des centres urbains secondaires. Ce second fait géographique ne manque d'ailleurs pas d'intérêt. Ainsi, étudiant la ville d'Aného, l'une des villes togolaises les plus touchées par le phénomène de décadence urbaine, NYASSOGBO (1977) a fait ressortir les conditions de naissance et de développement de cette ville avant d'avancer les raisons de sa déchéance tout en reconnaissant que ce ne sont que des pistes qui méritent une recherche approfondie.

ADJAVU (1982) a essayé d'approfondir justement le débat sur les facteurs de décadence de la ville d'Aného avant de définir les perspectives de ce centre urbain.

Ce travail de recherche et d'approfondissement sera poursuivi par DOVI (1995) qui, dans le cadre de son mémoire de maîtrise, va d'abord relever les aspects géographiques de la décadence avant de s'appesantir sur les aspects démographiques et leurs conséquences sur l'évolution de la ville. Elle n'a pas manqué de relever les problèmes environnementaux que connaît la ville notamment l'érosion de la côte.

Etudiant les échanges transfrontaliers entre Jassika et Badou, deux villes secondaires de l'espace ghanéo-togolais, ZINSOU (1994) a relevé le caractère poreux et perméable des frontières entre le Ghana et le Togo. Cette situation entrave considérablement remarque-t-elle, la comptabilité des échanges pourtant importants mais sous-évalués. Elle a recensé les divers facteurs qui expliquent la dynamique des transactions ainsi que les structures et les mécanismes de leur fonctionnement. Elle a enfin tracé des pistes visant la redynamisation des activités et une meilleure organisation de celles-ci afin d'aboutir à une intégration économique de ce sous-espace frontalier de l'Afrique occidentale.

Malgré son importance, son rôle et son passé sans oublier ses problèmes, la ville de Kpalimé a été jusqu'ici très peu étudiée. La plupart des travaux réalisés au début étaient consacrés à l'étude des problèmes agricoles notamment ceux liés aux cultures de rente faite dans l'arrière-pays qui entretient d'importantes et diverses relations avec la ville de Kpalimé. Et c'est dans le cadre de l'étude de ces relations que les premiers travaux furent réalisés. Ainsi GUKONU (1971, 1983 et 1985) a étudié l'évolution de l'économie de plantation en faisant ressortir les conditions qui ont permis l'introduction et le développement de cette économie dans la région, et ses impacts économiques sur cette dernière. Il n'a pas oublié de relever les différents problèmes nés de cette nouvelle activité.

De même, NYASSOGBO (1975) dans sa thèse de doctorat 3<sup>e</sup> cycle, a analysé l'économie générale de la Région des Plateaux en accentuant son étude sur les différentes relations que Kpalimé, Atakpamé, principales villes de la région entretiennent avec leurs arrières-pays respectifs.

Le même auteur a essayé d'approfondir sa réflexion sur les interactions entre Kpalimé et son hinterland en 1997 en insistant sur la crise de l'économie de plantation.

Un peu plus spécifique et plus centré sur la ville de Kpalimé essentiellement est le travail de TCHINI (1982) qui, après avoir passé en revue les problèmes économiques de la ville, s'est attardé sur les problèmes urbanistiques, ceci dans le cadre de son mémoire d'urbanisme.

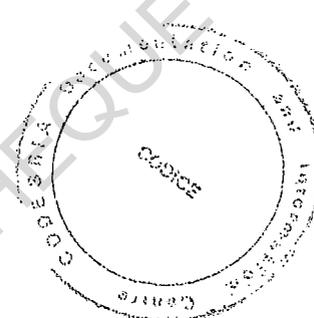
ABAYA (1991) a abordé dans le cadre de son mémoire de maîtrise, le thème d'échanges frontaliers dans le secteur ghanéo-togolais de Kpalimé. Il a ainsi essayé de déterminer et d'analyser les différents circuits d'échanges dans le secteur, leurs modes de fonctionnement et les conséquences de ces échanges sur l'espace à savoir naissance de villes entrepôts ; de routes et de pistes de contre-bande ; apparition de mutations socio-démographiques ; métissage culturel et essor des activités éducatives. D'après lui, ces échanges revêtant un intérêt assez particulier dans le secteur de Kpalimé, leur plein épanouissement assurerait le bien-être des populations rurales et urbaines entre le Togo et le Ghana. Ainsi des actions allant dans ce sens doivent être prises d'où des mesures de redynamisation des activités économiques qu'il a préconisées à la fin du travail.

Cette étude sur un des aspects économiques de la ville de Kpalimé et son arrière-pays, tout en étant fine, n'a pas, dans toute son intégralité, couvert et approfondi le phénomène de décadence que connaît la ville.

Par ailleurs, deux études purement de démographie économique ont été réalisées par NEMO (1958) et DUPONT (1984).

Le premier dans une étude socio-démographique de la ville de Kpalimé a retracé l'évolution économique et démographique de cette ville ; évolution socio-économique et démographique liée au commerce et à l'agriculture de plantation. Cette étude a le mérite de poser dès les années 1950, les limites de la prospérité économique de ce centre urbain du Sud-ouest du Togo car selon lui, cet essor de la ville est trop axé et trop dépendant de l'économie extravertie basée sur les cultures de rente et le commerce. Véronique DUPONT a dans une étude consacrée à la migration dans les trois principaux centres urbains de la zone de plantation de café et de cacao (Atakpamé, Kpalimé et Badou) mis en évidence le rôle de villes "relais" et de centres "redistributeurs" joué par ces trois villes dans le parcours migratoire des populations. Cette situation est due au fait que ces villes n'arrivent pas aujourd'hui, à fixer les immigrés qui y passent seulement quelques années avant de repartir vers d'autres régions d'accueil probablement la capitale ; d'où le déclin démographique relatif qu'elles connaissent.

A la lumière de tous ces travaux spécifiques aux villes secondaires en général et aux villes secondaires togolaises en déclin en particulier, et compte tenu des problèmes rencontrés par ces dernières, une étude concrète et approfondie du problème de la perte d'influence de Kpalimé sur son arrière-pays s'avère nécessaire. Cette étude doit prendre en compte tous les secteurs d'activité en rapport avec les facteurs historique, géographique, économique et surtout sociologique afin de mieux cerner le phénomène de décadence pour en proposer des solutions d'approche. Elle permettra également d'apporter de nouveaux éléments nécessaires à la connaissance des villes secondaires en décadence en Afrique noire.



CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

## **CHAPITRE II : APPROCHE METHODOLOGIQUE ET PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE**

Afin de mener à bien notre étude et surtout pour aboutir à des résultats fiables et acceptables, nous avons adopté une approche méthodologique qui comporte les étapes suivantes.

### **II.1 - LES DEMARCHES PRELIMINAIRES**

Elles consistent en une recherche documentaire dans les bibliothèques et centres de documentation de la place : Centre Culturel Français (CCF), Unité de Recherche Démographique (URD), Bibliothèque du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire ; Bibliothèque de l'Ecole Africaine des Métiers d'Architecture et d'Urbanisme (EAMAU) ; Bibliothèque centrale de l'Université du Bénin et celle du département de Géographie.

Les différents documents rassemblés et consultés nous ont permis de faire une analyse documentaire plus ou moins exhaustive et de bien cerner le problème des petites et moyennes villes au Togo et ailleurs en Afrique.

### **II.2 - LA COLLECTE DES DONNEES**

Deux grandes catégories d'opérations caractérisent cette étape : la collecte des données primaires ou existantes à travers la littérature, et la collecte des données brutes à travers un questionnaire et des interviews. Mais nous nous attarderons ici, plus sur la seconde opération.

#### **II.2.1 - LES DONNEES A COLLECTER ET METHODOLOGIE DE COLLECTE**

##### **II.2.1.1 - Les données à collecter**

Il s'agit essentiellement des informations relatives à l'activité des commerçants et de celles des artisans. Elles ont trait à la nature des produits vendus ou fabriqués, les sources d'approvisionnement de ces produits et de la matière première, l'origine des clients, les périodes de vente, les formes d'épargne... sans oublier les caractéristiques socio-démographiques de ces acteurs économiques. Ces différentes informations sont indispensables à l'analyse de l'évolution des activités économiques, à leur ampleur et à leurs impacts sur le développement de la ville. Elles sont recueillies dans une zone délimitée qui comprend deux quartiers du centre-ville et

quelques quartiers environnants. La délimitation de cette zone trouve son explication et sa justification dans la nature du problème étudié et surtout de l'objectif poursuivi.

En effet, étant donné que nous étudions la décadence de la ville à travers les différentes influences que Kpalimé avait et continue par avoir sur son arrière-pays, nous estimons que la plupart des activités économiques susceptibles d'exercer un attrait sur la population se déroulent dans cette zone. Néanmoins, hors de celle-ci, il existe d'autres infrastructures qui exercent la même influence ; c'est le cas des établissements scolaires et sanitaires, du palais de Justice...

## **II.2.1.2 - La méthodologie de collecte des données**

### **II.2.1.2.1 - Choix et taille de l'échantillon**

L'inexistence d'une base de sondage fiable d'une part, et l'ancienneté des données du dernier recensement de la population togolaise d'autre part, nous ont obligé, après avoir déterminé la population-cible, à procéder à une pré-enquête qui a consisté dans un premier temps, à localiser et recenser les maisons de commerce, les ateliers, les étalages et dans un second temps, à tester notre projet de questionnaire.

Nous sommes ainsi, au terme de ce travail préliminaire, arrivé à dénombrer dans la zone délimitée, 488 individus dont 265 du secteur commercial non structuré, 125 commerçants propriétaires de boutiques et magasins du secteur structuré et semi-structuré et 98 artisans. Avec une fraction de sondage de 1/3, nous avons pu obtenir un échantillon de 162 individus.

Pour déterminer les individus à enquêter, nous avons dû allier la méthode probabiliste à la méthode des quotas en raison de l'hétérogénéité de la population-cible.

Ainsi, en nous basant toujours sur un taux de sondage de 1/3, 88 commerçants - sur 265 - du secteur commercial non structuré, 41 commerçants - sur 125 - du secteur structuré et semi-structuré et 33 artisans sur 98 furent retenus. Ces chiffres représentent respectivement 54,32%, 25,30% et 20,37% de l'échantillon.

Les éléments à enquêter ont été choisis au hasard à partir de la table de nombre au hasard et grâce au travail préliminaire de localisation, de recensement et de numérotation des ateliers, boutiques et magasins et des étalages.

Cependant, les problèmes de terrain ne nous ont pas permis d'interroger la totalité des individus. Sur les 162 individus, 147 se sont favorablement prêtés à nos questions, ce qui fait

90,74% de l'échantillon, tandis que 15 individus ont carrément refusé donnant ainsi une proportion de 09,25 % de l'échantillon.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité

Secteur d'activité \ Fréquence	Effectifs	Pourcentage
Secteur non structuré	88	54,32 %
Secteur semi-structuré	41	25,30 %
Artisanat	33	20,37 %
Total	162	99,99 %

#### II.2.1.2.2. Les variables utilisées : sélection et justification

Plusieurs variables se dégagent du contenu de nos objectifs spécifiques mais nous avons sélectionné seulement celles qui nous semblent les plus importantes. Elles sont regroupées en trois catégories : les variables démographiques, les variables socio-professionnelles et les variables économiques.

La première catégorie comprend :

- L'âge.

La variable âge permet de déterminer l'âge des différents acteurs économiques et de connaître la structure par âge de la population.

- Le sexe

Tout comme la première variable, le sexe est utile et sa détermination intervient dans la répartition des principales activités selon que l'on est homme ou femme, et d'en avoir une idée précise.

- Le lieu de naissance

Dans le cadre précis de notre travail, cette variable est indispensable pour connaître et mesurer les migrations et apprécier l'influence urbaine de la ville de Kpalimé dans l'espace.

- L'ethnie et la nationalité

Ces deux variables servent à mesurer l'hétérogénéité ou l'homogénéité de la population afin d'en connaître l'origine.

La deuxième catégorie comprend :

- Le niveau d'instruction

La variable niveau d'instruction permet d'avoir une idée sur la formation des individus de l'échantillon et de mesurer le degré de perfectionnement de cette formation. Elle a également une influence sur la capacité de gestion des artisans et des commerçants. Plus l'artisan ou le commerçant est instruit et formé, plus il est apte à mieux organiser et gérer ses activités, donc à multiplier et maximiser les chances d'accumulation.

- La profession

Cette variable permet de voir la répartition de la population dans les différents secteurs d'activité, de mettre en évidence les activités qui attirent et emploient le plus, la main-d'oeuvre.

La troisième catégorie comprend :

- Les sources de financement

Cette variable sert à identifier l'origine des fonds de commerce ou des fonds de démarrage des activités artisanales. Elle permet également de mesurer la capacité financière et l'importance de l'accumulation de revenus dans la région.

- Les recettes journalières

C'est une variable qui intervient dans l'appréhension et la détermination du "revenu mensuel" des artisans et des commerçants pour pouvoir le comparer avec celui des autres couches socio-professionnelles. Elle permet également d'apprécier l'importance de l'activité chez les artisans et les commerçants et d'avoir une idée sur leur niveau de vie.

- Le type d'épargne

La variable type d'épargne permet de connaître la place qu'occupe l'épargne dans la gestion des activités et de déterminer le type d'épargne le plus utilisé par les artisans et les commerçants.

### **II.2.1.2.3. Le questionnaire**

Il comprend deux rubriques :

La première rubrique est consacrée à l'artisanat dont les variables indépendantes constituées essentiellement des caractéristiques socio-démographiques des artisans ont été

prises en compte sans oublier les variables dépendantes tels que la taille de l'atelier, le type d'artisanat, le nombre d'apprentis, les sources de financement, la production journalière, les recettes etc...

La deuxième rubrique est consacrée aux activités commerciales, notamment celles du commerce non structuré et structuré dont les variables dépendantes : nature de la maison de commerce, la taille du magasin, le chiffre d'affaires... ont été considérées, de même que les caractéristiques socio-démographiques des commerçants.

#### **II.2.1.2.4. L'interview**

En vue de compléter les informations recueillies auprès des enquêtés, nous avons procédé à l'aide d'un guide d'entretien, à des interviews et entretiens avec des personnes-ressources à savoir : des anciens commerçants et artisans et des anciens responsables politico-administratifs de la région et de la ville.

### **II.2.2 - L'ADMINISTRATION DU QUESTIONNAIRE ET LES DIFFICULTES DE TERRAIN**

Les travaux de recherche sur le terrain ont duré environ cinq(5) mois entrecoupés de plusieurs interruptions d'une à deux semaines en raison des problèmes d'organisation mais surtout des problèmes financiers. Ces derniers étaient dûs au fait que nous n'étions plus boursiers au moment où nous entreprenions les recherches ; ils ne nous ont pas permis d'avoir le matériel d'enquête au complet au départ.

La pré-enquête a eu lieu du 20 au 25 avril 1995 mais en vue de compléter certaines informations relatives à la démarche préliminaire et indispensable à la confection définitive du questionnaire, nous étions retournés sur le terrain du 17 au 20 mai 1995. Ce retour sur le terrain dans le cadre de la pré-enquête est aussi motivé par la nécessité de procéder à une délimitation précise de la zone d'étude.

La collecte des données s'est déroulée du 24 juillet au 5 septembre 1995 avec une interruption de deux semaines pour cause de maladie. Lors de cette collecte, nous avons rencontré de nombreux problèmes mais le plus important fut le problème financier.

En effet, quand bien même nous fûmes lauréat de la huitième compétition du CODESRIA, nous étions confrontés à de sérieuses difficultés financières car la subvention promise par cet organisme respectable depuis la fin du mois de Décembre 1994 ne nous est pas parvenue, et ceci jusqu'en Décembre 1995 voire Janvier 1996 où nous avons tenté un début d'analyse et d'interprétation des données.

Ainsi, la préparation du questionnaire, son administration, bref les travaux de terrain ont été effectués soit avec les moyens de bord, soit grâce à des prêts contractés ici et là.

Face à l'incertitude qui planait sur l'envoi de l'aide du CODESRIA, et pour pouvoir honorer nos engagements vis-à-vis de nos créanciers, nous étions obligé de nous engager dans l'enseignement privé laïc dans des conditions de vie et de travail particulièrement difficiles. Ce nouvel engagement nous a amené à laisser de côté la rédaction de notre mémoire auquel nous tenions pourtant beaucoup.

Outre ces problèmes financiers, il faut dire que sur le terrain, nous avons rencontré un certain nombre de problèmes qui heureusement, sont relatifs à toute enquête de terrain.

En effet, dans nos sociétés où les gens n'ont pas encore perçu l'utilité des enquêtes de terrain, des sondages, des recensements, activités auxquelles ils sont relativement peu habitués, tout travail de collecte de données sur le terrain pose toujours des problèmes. Ceci est dû au fait que le mot « enquêteur » a une connotation négative en ce sens qu'il fait penser aux autorités administratives et aux forces de l'ordre.

Ainsi, en nous voyant, les enquêtés sont souvent pris de panique et hésitent à s'ouvrir à toute discussion ; alors il nous faut leur expliquer longuement avant qu'ils ne comprennent et acceptent de nous fournir les informations nécessaires. Cette situation est aggravée par le climat socio-politique qui inspire une méfiance totale quelque peu justifiée.

Par ailleurs, les commerçants habitués aux méthodes de collecte des données économiques, ne nous ont pas caché leur hostilité car pour eux, c'est encore une manoeuvre de plus qui conduirait indubitablement à une éventuelle augmentation des divers taxes et impôts qu'ils estiment déjà lourds; les répercussions de la dévaluation et de la T.V.A. étant encore fraîches dans les esprits.

Il ne faut pas oublier également les rendez-vous non respectés surtout avec les artisans qui ont fait durer les opérations de collecte ; d'autres ayant catégoriquement refusé de se prêter à nos questions. Enfin la période de collecte coïncidait avec la saison des pluies si bien que le travail fut constamment perturbé par la pluie.

**DEUXIEME PARTIE :**  
**NAISSANCE ET EVOLUTION DE LA**  
**VILLE DE KPALIME**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **CHAPITRE III : DU PETIT VILLAGE D'AGOME A LA VILLE COLONIALE : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE**

### **III.1 - CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU MILIEU**

#### **III.1.1 - UN SITE ET UNE SITUATION FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT**

##### **III.1.1.1 - Kpalimé, une ville facile d'accès**

Située sur les piedmonts du Mont Kloto qui fait partie du grand ensemble montagneux sous-régional de la Chaîne de l'Atakora qui va du Sud-Ouest d'Accra jusqu'au Nord-Est du Bénin, la ville secondaire de Kpalimé a un site sans obstacle majeur. Le choix de ce site par les premiers fondateurs ne semble pas avoir été guidé par des impératifs défensifs (NYASSOGBO, 1997).

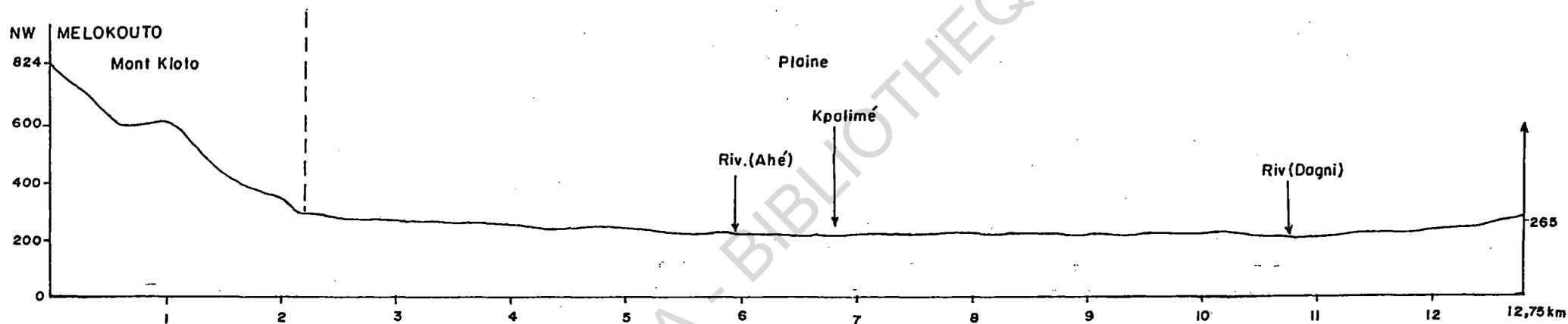
Prèsqu'entouré par les éléments locaux de la Chaîne de l'Atakora, la ville occupe un espace qu'on peut facilement assimiler à une grande vallée relativement plane dans l'ensemble, mais marquée dans le détail par des ondulations observables surtout à l'Est et à l'Ouest de la ville notamment dans les quartiers de Noumetou-Kondji, Atakpamé-Kondji, Zongo et Zomayi.

Ces ondulations aux allures de petites collines caractérisées parfois par des pentes relativement douces permettent d'avoir des "caniveaux naturels" pour écouler les eaux de ruissellement que drainent Agbassianké et Hè, deux ruisseaux qui traversent la ville du NW vers le SE, et qui se rejoignent au sud à l'entrée de la ville en venant de Lomé.

Cette morphologie de l'espace, donc du site, n'entrave pas pour autant le développement spatial de la ville qui s'étend d'ailleurs considérablement.

La morphologie du site empêche également toute stagnation des eaux de pluies, fréquente dans certaines villes du pays, surtout à Lomé où la moindre pluie rend les rues et les ruelles impraticables aussi bien pour les piétons que pour les autres usagers.

Enfin, sur les fronts d'urbanisation, la présence d'arbres géants et même de quelques lambeaux de forêts, des champs de cacaoyers - au Nord et au Nord-Ouest - témoigne de l'existence d'une végétation assez importante jadis dans la région, végétation que portent des sols ferrallitiques non indurés ou indurés par endroits, et qui se sont développés sur des roches-mères composées de micaschistes et de quartzites (GU-KONU, 1978).



Echelle de hauteur : 1 / 20000

Echelle de longueur : 1 / 50000

Source : Carte topographique au 50.000 (type outre mer). Togo feuille de Kpalimé

**Fig. n°1 : Profil topographique Mélokouto - N. Est de Kpalimé**

### III.1.1.2 - Kpalimé, une ville-relais et de carrefour

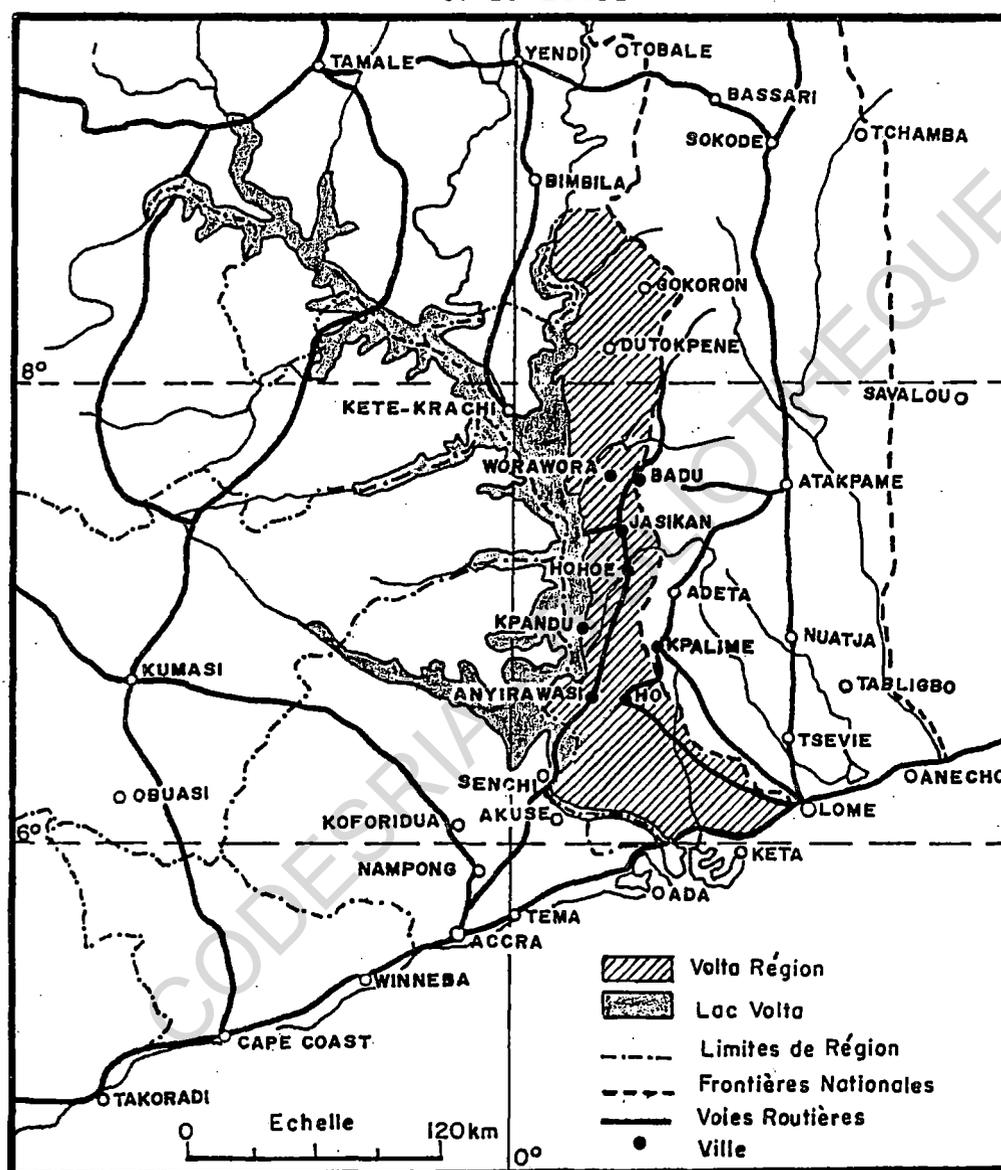
Chef-lieu de la préfecture de Kloto, l'une des huit(8) que compte actuellement la Région des Plateaux, Kpalimé est située à 6°55' de latitude Nord et à 0°38' de longitude Est à environ 120 km de Lomé et à 10 km à vol d'oiseau de la frontière ghanéenne.

Ce centre urbain servait de relais aux colporteurs et trafiquants de tous bords, en direction ou en provenance de Salaga, la plus importante cité commerciale de la région située un peu plus au Nord-Ouest.

En effet, la ville de Kpalimé était jadis traversée par une piste caravanière, support d'un intense trafic de sel venant de Kéta située sur la côte, et de caoutchouc récolté dans les forêts mésophiles des montagnes, aussi bien de la région que des régions voisines de l'Akposso et de l'Adélé. Ce caoutchouc était très prisé dans le temps et dans la sous-région, ce qui donna naissance à l'expression "Adélé rubber".

La situation géographique particulière de la ville a fait dire à NEMO (1958) qu'elle est une ville de « contact » à plusieurs titres : ville de contact entre la plaine à savane qui s'étend au Sud-Est et à l'Est, et la montagne à forêt mésophile située au nord et à l'ouest ; ville de contact entre deux zones différemment mises en valeur en raison des conditions naturelles, entraînant ainsi la différenciation de deux zones aux caractéristiques économiques opposées mais complémentaires : d'un côté, on a une zone à économie de rente, et de l'autre, une zone caractérisée par la pratique des cultures vivrières, même si les produits de rente n'y sont pas totalement absents. En effet, la partie Nord et la partie Ouest à configuration orographique, situées sur des sols ferrallitiques relativement riches, sont plus arrosées. La pluviométrie caractérisée par un total annuel de précipitation compris entre 1 400 et 1 600 mm favorise le développement des cultures de rente plus précisément le binôme café-cacao qui a favorisé la prospérité de l'ensemble du sud-ouest togolais (NYASSOGBO, 1997) ; par contre, l'Est et le Sud situés dans une zone de plaine dominée par une forêt secondaire arbustive sont moins arrosés. Par conséquent, elles se prêtent plus au développement des cultures vivrières, céréales et tubercules notamment, aux valeurs marchandes jusqu'à une époque récente, moins importante.

Carte n° 2 Armature urbaine de l'espace Ghanéo-togolais de Kpalimé et de Badou.



Source: Gu-KONU 1970 (légèrement modifiée)

Enfin une ville de contact entre deux pays le Togo et le Ghana. Cette situation politico-administrative née des conséquences de la première guerre mondiale, a fait de Kpalimé une ville frontalière, siège d'importantes activités économiques à l'instar de la plupart des villes frontalières. Ces activités économiques semblent être facilitées par l'existence d'un important réseau de communication qui dessert la région, réseau dont la mise en place a commencé peu avant la première guerre mondiale avec la construction de la voie ferrée entre Lomé et Kpalimé, et à laquelle les Allemands ont donné le nom de "ligne du cacao".

Ville-relais, Kpalimé est reliée au Ghana par deux routes principales : la première, d'orientation N.W va en direction de Kpando et Hohoe. Cette route n'est en fait que le prolongement de la route Lomé-Kpalimé (NYASSOGBO, 1997) à travers les Monts Kloto, et qui débouche dans la vaste et riche plaine de la Volta. Cette dernière abrite le barrage d'Akossombo qui alimente plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine en énergie hydroélectrique. La seconde, d'orientation S.W, va vers Accra via Ho, la plus importante ville de la Volta Region, située au Sud-Ouest de la ville de Kpalimé. Cette dernière est également reliée à Atakpamé, chef-lieu de la Région des Plateaux, - et qui est sise à environ 100 km -, par une route qui serpente à travers les champs de caféiers et de cacaoyers au pied des Monts fétiches.

### **III.1.2 - DES CONDITIONS CLIMATIQUES "ALLECHANTES"**

Kpalimé et son arrière-pays immédiat à l'instar de la plus grande partie de la Région des Plateaux, jouissent d'un climat tropical de type guinéen, auquel l'orographie imprime ici un caractère particulier pour donner un climat tropical de montagne. Celui-ci est caractérisé par deux saisons de pluie: une grande et une petite. Cette dernière tend même à disparaître ici.

A Kpalimé comme dans l'ensemble des régions du Togo où domine ce climat, la grande saison pluvieuse s'étend sur cinq (5) mois avec un maximum en Juin. La petite saison pluvieuse, quant à elle, ne dure que trois (3) mois avec un paroxysme en Septembre ce qui donne environ sept (7) mois de pluie à importance variable tout au long de l'année.

Les deux saisons humides sont entrecoupées de deux saisons sèches à durée inégale. La plus grande dure généralement de Novembre à Janvier qui enregistre quand même les premières gouttes de l'année (25 mm) mais celles-ci sont trop faibles pour parler d'un

véritable début de saison pluvieuse. La petite saison sèche s'étend sur tout le mois d'Août, avec des précipitations dont le total mensuel est compris entre 100 et 125 mm.

Dans l'ensemble, le total annuel des précipitations varie entre 1 400 et 1 600 mm alors qu'Atakpamé et Notsé situées dans la même région que Kpalimé enregistrent respectivement 1 348 mm et 1 200 mm de pluie par an.

Quant aux températures, elles sont relativement élevées sans être excessives ; les maxima sont compris entre 26 et 28°C tandis que les minima tournent autour de 24°C.

Comme partout ailleurs dans le pays, les températures les plus élevées sont enregistrées pendant la saison sèche dans les mois de Mars et Avril, alors que les plus faibles températures sont enregistrées pendant la saison des pluies, plus précisément vers la fin de celle-ci dans les mois de Juillet et Août ; pendant cette période, l'effet d'une mousson de plus en plus froide se fait sentir dans tout le sud du pays. C'est ce qui semble expliquer la faiblesse des températures.

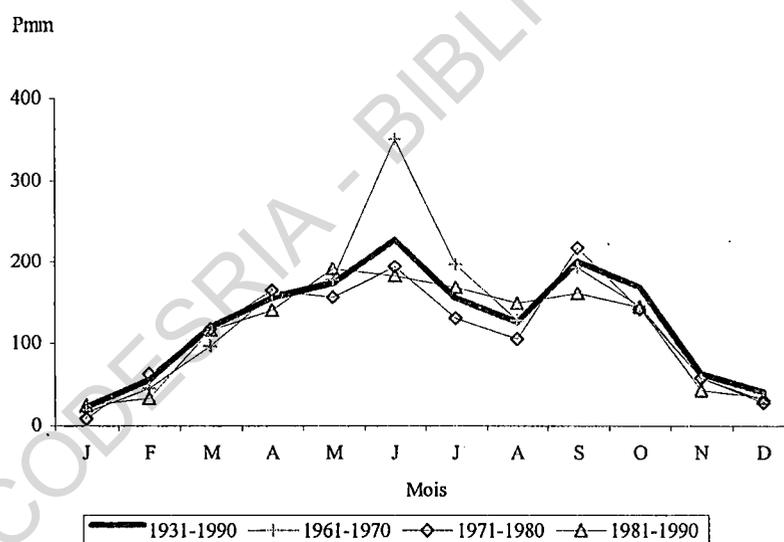
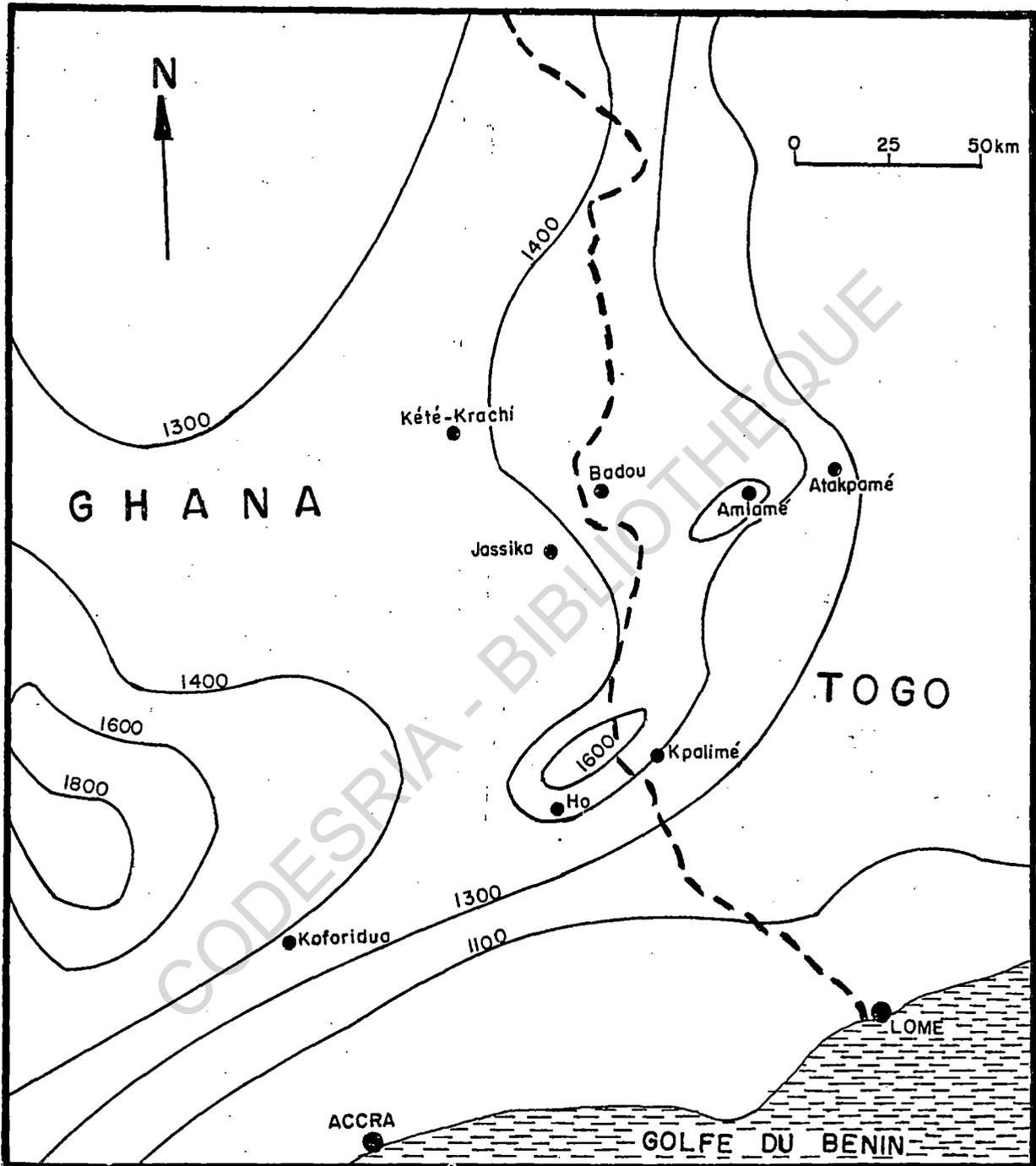


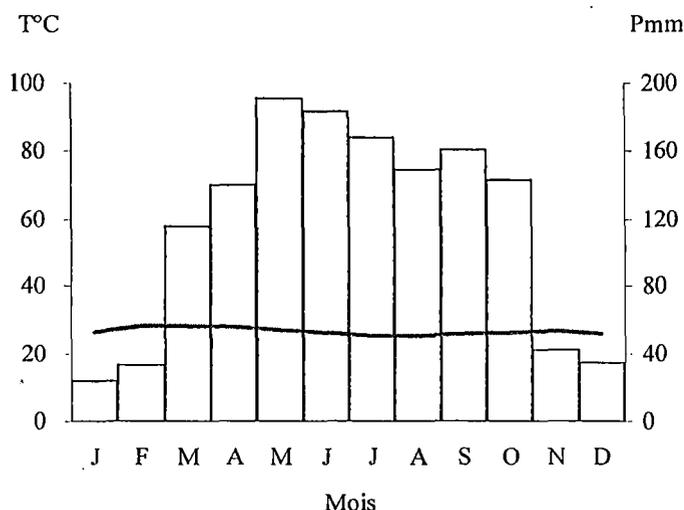
Fig. 2 : Précipitations à Kpalimé de 1931-1990

Mais il est à noter que le fait que Kpalimé soit située dans une vallée, influe sur le climat notamment sur les périodes de chaleur où cette dernière est parfois suffocante, et les périodes de fraîcheur où le froid est souvent intense.

Fig. 3 : Précipitations moyennes annuelles dans le Sud-Ouest Togolais et le Sud-Est Ghanéen.



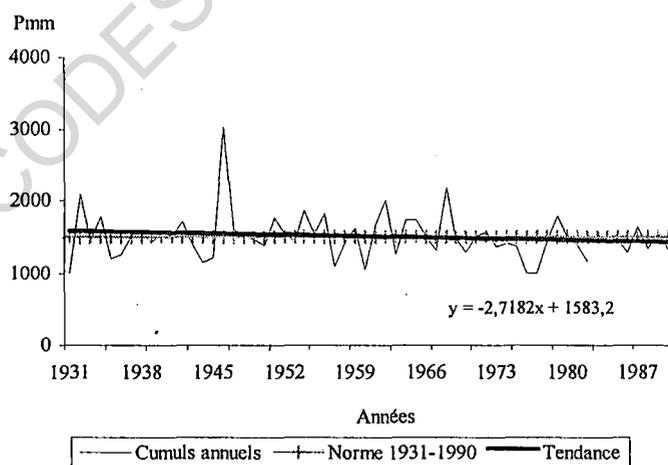
Source: G. Rossi Evolution récente de l'environnement bioclimatique dans la Région des Plateaux (Sud-Ouest du Togo).



**Fig. 4 :** Diagramme ombrothermique de la station météo de Kpalimé

Au total, ce régime climatique est très favorable à l'agriculture dans la région car il permet aux paysans de pratiquer plusieurs cultures et d'obtenir par exemple deux récoltes de maïs et du haricot par an.

Cependant, on assiste ces dernières années, à une instabilité climatique caractérisée dans la région tout entière par une irrégularité et une faiblesse relative des précipitations (NYASSOGBO et al., 1995 ; NYAWUAME, 1993). Cet état de choses a de fâcheuses conséquences sur la vie économique de toute la région largement dépendante de la nature qui est d'ailleurs le plus important facteur du développement et de la prospérité socio-économique de la ville.



**Fig 5:** Evolution des précipitations de 1931 à 1987 à Kpalimé

Tous ces éléments climatiques ci-dessus détaillés entretiennent une végétation de forêt ombrophile et une forêt secondaire en voie de savanisation très poussée.

En effet, le climat subéquatorial de montagne a fait naître un paysage de forêt mésophile composée d'essences caractéristiques comme chlorophora exelsa (Iroko) Khaya grandifolia (Acajou), Khaya senegalensis (Caïlcédrat) Cola Cordifolia... et des essences de forêt secondaire comme Musanga cécropioïdes (parassolier).

Ces différentes espèces ligneuses assez géantes au tronc plus ou moins volumineux munis parfois de contreforts, sont depuis quelques années, victimes d'abattage intensif et anarchique. Ces actions anthropiques provoquent la dégradation de la forêt primaire dangereusement entamée, et qui tend à disparaître laissant ainsi la place à une forêt secondaire, elle-même soumise constamment aux effets des feux de brousse et à d'autres actions dégradantes.

En dehors de la forêt, on rencontre dans la région, un paysage de savane qui domine dans les zones les moins arrosées et dans les plaines. Elle résulte de l'action conjuguée du climat et surtout de celle des hommes sur la forêt à travers les cultures, les feux de brousse... Cette savane comprend des arbres et arbustes comme Bombax buonopzeuse (kapokier), Nauclea latifolia ("Nimon"), Adansonia digitata (baobab) auxquels il faut ajouter Elacis guineensis (palmier à huile) et Mangifera indica (manguier) qu'on retrouve aussi bien en forêt qu'en savane.

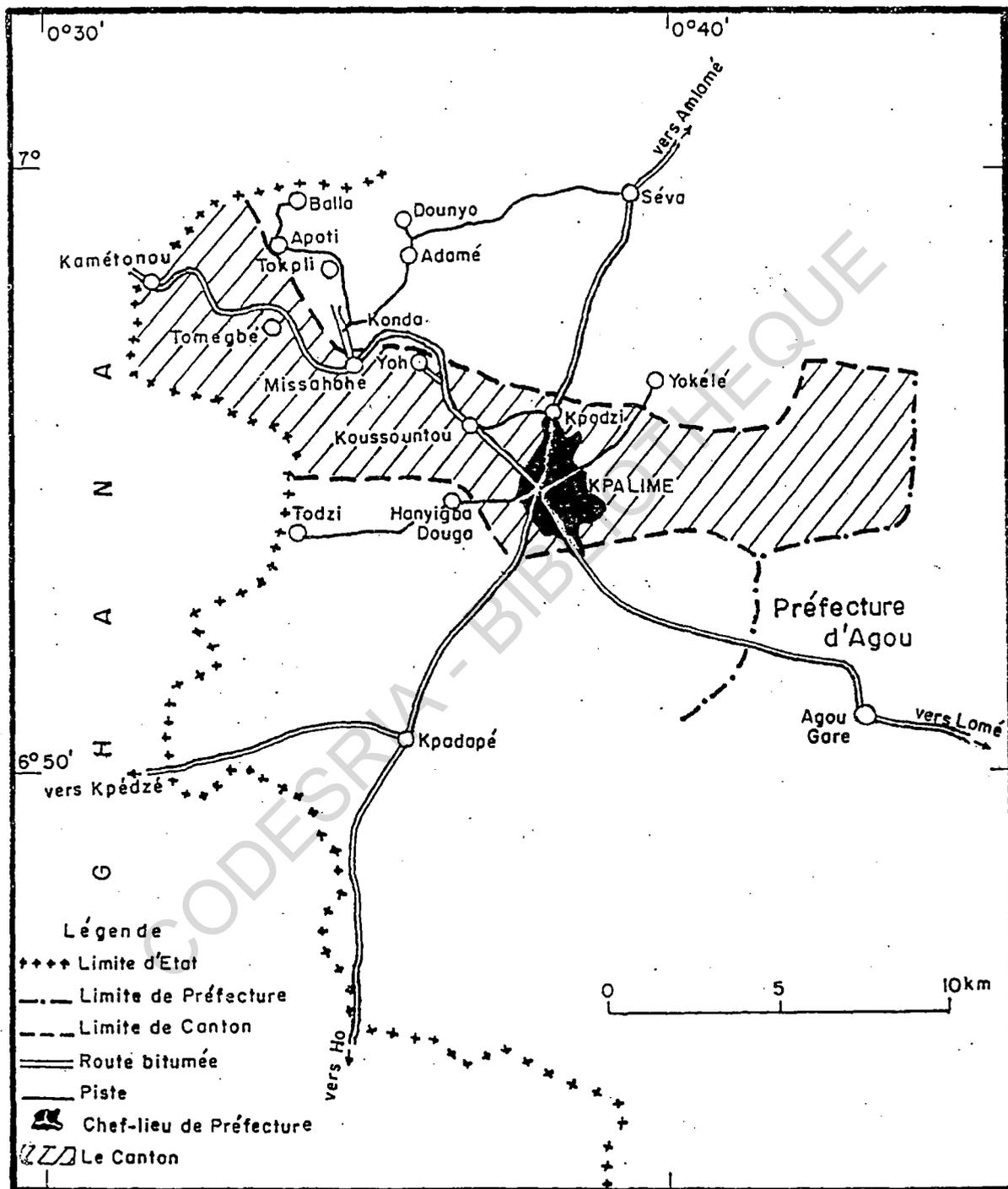
A part les arbres et les arbustes, il y a également des graminées parmi lesquelles on peut retenir Imperata cylindrica (chiendent) les phragmites (roseaux), Pennisetum...

C'est ce milieu physique aux atouts multiples et divers que vont choisir un groupe d'Ewé venus de Notse pour s'établir et s'épanouir. Qui sont ces populations ? Comment vont-elles mettre en valeur ce milieu ? Quel type d'économie vont-elles développer ? Quels impacts la mise en valeur et le type d'économie auront-ils sur leur vie et sur les localités qu'elles seront amenées à créer ? Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles les paragraphes suivants tenteront d'apporter des éléments de réponses.

### **III.2 - LA FONDATION ET LE PEUPLEMENT DE KPALIME**

La ville de Kpalimé fait partie du canton d'Agomé qui comprend cinq villages situés pour la plupart sur le piedmont du mont-Kloto dénommé Königsberg par Von FRANÇOIS.

Carte n° 3 : Localisation du canton d'Agomé



Source: Travaux de terrain par BIAKOUYE

Cet ancien village d'Agomé fut fondé par un groupe d'Ewé, dernier des cinq clans à quitter Agome-Fedo, localité située sur les monts- Kloto (NYASSOGBO, 1975) où ils s'étaient réfugiés après l'exode de Notse.

En effet, suite dit-on à des exactions dont ils étaient victimes de la part de leur roi Agokoli, les Ewé durent s'évader de la muraille qui entourait la ville vers le XVII<sup>e</sup> s. C'est ainsi qu'un rameau d'Ewé, lors de sa migration, s'installa sur les monts-Kloto plus précisément sur les hauteurs de Mélakouto où ils ont fondé le village Agome-Fedo à côté d'autres populations, les Srowoawo qui habitaient déjà la région (Pasteur PAKU).

Après plusieurs années de vie commune dans cette localité au site particulièrement défensif, les différents clans constituant ce rameau, décidèrent finalement de quitter ce refuge. Ce départ donna lieu à un nouveau flux migratoire en direction du NW, du SE, du SW et du Sud.

Les premiers à quitter fondèrent Yo (NYASSOGBO, 1975) à 5,5 km au Nord de Kpalimé. D'après les sources orales, Yo n'est en fait que le diminutif du mot éwé Eyovuti, une essence forestière qui peuplait la région, particulièrement le site où les membres de ce clan devaient s'installer. Eyotowo signifie en fait ceux qui ont élu domicile sous les Eyovuti, les arbres en question d'où le nom Eyo ou Yo (DUMASSI, 1997). Comme cela peut laisser penser, Eyovuti est différent de Eyoti, l'arbre du karité, une essence plutôt caractéristique des régions de savanes, alors que nous sommes ici en pleine région forestière.

Par ailleurs, il est à noter qu'après l'abandon d'Agomé-Fédo et la fondation des différents villages, Yo fut choisi comme capitale d'une entité politique embryonnaire créée par ces populations, organisation politique sur laquelle vont s'appuyer plus tard, les premières autorités coloniales. Jusqu'à nos jours, c'est à Yo qu'est choisi le chef-canton d'Agomé. Celui-ci y réside et règne sur tous les villages et villes d'Agomé et les fermes qui dépendent de ces localités.

Les membres du second clan fondèrent le village de Kusuntu plus au Sud d'Agomé-Fédo, à mi-chemin entre Kpalimé et Yo. Etymologiquement, et de façon simplifiée, le mot signifie : "recroquevillons-nous", "agglutinons-nous" ici.

En effet, après avoir quitté Agomé-Fédo, les responsables du groupe dont un certain Agnaram invitèrent les membres à se rassembler sur le site : MI Kusu qui veut dire "tassez-

vous" et qui donnera plus tard Kusutowo, c'est-à-dire ceux qui se sont tassés d'où dérive le nom actuel Kusuntu. Ce site dénommé Afédomé, jugé trop marécageux sera finalement abandonné au profit de l'actuel situé sur l'axe routier Kpalimé-Misahöhe qui se prolonge en direction de la plaine de la Volta au nord où elle débouche.

Il est fort probable que la nature de ce site dans son ensemble et l'exiguïté de sa partie favorable à toute installation humaine soient à l'origine de l'idée des responsables du groupe ; d'où l'invitation à l'agglomération, au rassemblement en attendant sûrement la recherche d'un nouveau et meilleur site.

Au total, l'étymologie du nom Kusuntu découlerait de la nature du premier site qui accueillit ce clan, et la réaction des responsables face à cette situation. Les chefs du clan suivant, au moment de quitter Agomé-Fédo, décidèrent de prendre la direction du Nord et d'aller s'installer au-delà de la rivière Agato, l'un des principaux cours d'eau de la localité d'où le nom TO MEGBE, derrière le cours d'eau. Cette rivière coule d'ailleurs aujourd'hui tout juste, à l'entrée du village qui est situé à 14 km au NW de Kpalimé et à 4 km de la frontière ghanéenne.

Après le groupe qui a fondé Agomé-Tomégbé, ce fut le tour de l'avant-dernier clan de partir vers le Sud-Est sous la conduite de DZAHINI. Les membres de ce clan s'installèrent d'abord sur un site appelé Avloto à l'Est de Kusuntu. Après quelques années de vie dans cette localité, ils décidèrent d'aller s'installer plus au Sud-Est sur une petite colline d'où le nom Kpodzi qui signifie en éwé sur la colline. Ce village situé sur l'axe routier Atakpamé-Kpalimé à 2,5 km de cette dernière, a donné son nom au plus important établissement scolaire du troisième degré de la ville de Kpalimé : "Lycée de Kpodzi".

Les derniers à quitter le refuge que constituait Agomé-Fédo fondèrent le village de Kpalimé à 250 m plus bas dans la plaine sous la conduite de leur chef nommé AKPATSA (GAYIBOR, 1992). Selon plusieurs versions l'origine étymologique du nom Kpalimé semble découler de la situation géographique du village originel, village situé au point de rencontre, ou au carrefour de tous les villages Agomé et des autres villages fondés sur les collines environnantes. Il s'agit notamment de Yokélé au N.E, Hanyigba Douga à l'Ouest, Volové et Kpadapé au SW, les villages de Tové Agbéssia et Djigbé au Sud, et ceux d'Agou-Nyogbo Djidjolé, et d'Agbétiko à l'extrême-Est sur les premiers contreforts du Mont-Agou.

Ainsi donc, en choisissant ce site précis "MOWO fe Kpalife" c'est-à-dire le lieu de rencontre de toutes les voies, expression qui a donné Kpalimé, Akpatsa et ses notables voulaient tout simplement faire de leur village, le point de ralliement des villages Agomé et des autres villages précités. Ce village s'est donc révélé dès sa création, comme le symbole de l'union entre toutes les localités de la région, d'où le terme de « ville-carrefour » (NEMO, 1958). Aujourd'hui encore, la ville de Kpalimé semble constituer l'un des principaux éléments sur lequel repose encore l'unité du grand Kloto.

Selon d'autres sources peu vraisemblables, l'étymologie du nom Kpalimé serait liée à l'existence de deux arbres géants et entrelacés qui se situeraient sur le site de départ ; et ce sont ces arbres qui auraient attiré les fondateurs de Kpalimé qui ont préféré s'installer sous les arbres entrelacés: Atikpaliawome en éwé, d'où Kpalimé.

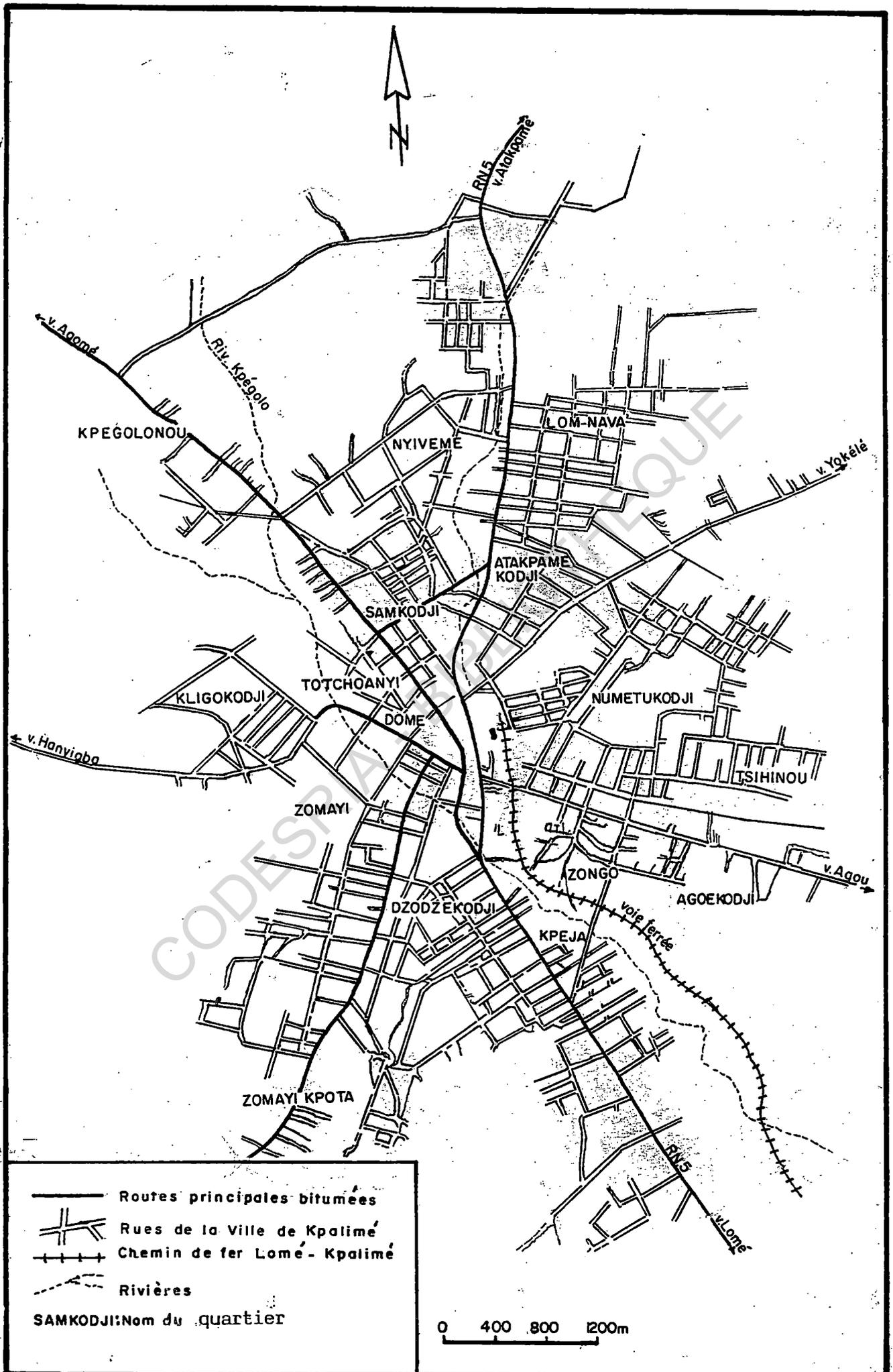
Quoi qu'il en soit, et le moins qu'on puisse dire, c'est que Kpalimé sur le plan géographique, se trouve au centre d'une vaste et dense zone de peuplement, et au carrefour des voies qui la desservent ou la traversent comme celle venant de la côte notamment de Kéta et du NW probablement de Salaga.

Il est à noter aussi qu'après l'installation des premiers habitants à Kpalimé, plus précisément à Dome le quartier originel, on a assisté à un nouveau déplacement de population qui n'était en fait que le début de la création des premiers quartiers très distants au départ, les uns des autres. Les plus anciens sont Numetou-Kondji, Zomayi, Totsoanyi.

Aujourd'hui, si les villages de Tomégbé et Yo sont relativement éloignés de Kpalimé, Kusuntu et Kpodzi sont intégrés à la commune urbaine de Kpalimé qui compte actuellement près d'une cinquantaine de quartiers et sous-quartiers.

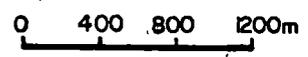
Quant à ce qui concerne le peuplement de ce centre urbain, s'il est relativement assez aisé aujourd'hui de faire l'histoire de sa fondation, l'historique de son peuplement tout juste après l'installation des premiers habitants est beaucoup plus difficile. Néanmoins, on peut affirmer sans risque de se tromper que la population actuelle de Kpalimé résulte du brassage et de la coexistence de la population autochtone - presqu'entièrement phagocytée - et des immigrants dont la venue et l'installation des plus anciens datent des premières années de l'ère coloniale allemande voire avant.

En effet, comme nous le montrerons plus loin, la ville de Kpalimé, avec l'ouverture et l'intensification des trafics sur la route caravanière entre la côte et les cités commerciales de Kété-Kratchi et Salaga vers 1875 (MARGUERAT, 1985) a vu apparaître les premiers flux migratoires. Ceux-ci très timides et fluides au début, vont s'accroître avec l'arrivée des Allemands et le démarrage de la politique de mise en valeur de la région.



	Routes principales bitumées
	Rues de la Ville de Kpalimé
	Chemin de fer Lomé - Kpalimé
	Rivières

SAMKODJI: Nom du quartier



Le développement du commerce dans la ville va faire affluer des commerçants, des artisans, et des manoeuvres de tous les horizons. On aura ainsi des Ewé venus de Ho, Kpando, des Anlo de la Côte de l'Or, d'autres Ewé venus de Tsévié, de Notsè et de Lomé... (AWUMEY, 1984). On aura également des Haoussa et des Yoruba, des artisans et manoeuvres de l'ancien Dahomey. Certains viennent tenter leur chance et offrir leurs services (NEMO, 1958) et repartir ; d'autres, après plusieurs années de vie, s'installent définitivement. Kpalimé et sa région sont ainsi restées jusqu'aux premières années d'indépendance voire au-delà, une zone de forte immigration en raison surtout de l'économie de plantation qui y est développée et de l'existence d'infrastructures socio-sanitaires et culturelles. Aujourd'hui, c'est une ville cosmopolite où cohabitent plusieurs groupes ethniques togolais et des étrangers de nationalités diverses dont certains, immigrés de longue date, s'assimilent carrément aux natifs de la région.

### III.3 - APERÇU DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

#### III.3.1 - UNE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE LENTE

Un coup d'oeil sur les données de la population de Kpalimé et une comparaison avec celles d'autres villes secondaires permettent d'affirmer sans risque de nous tromper que la ville de Kpalimé connaît une croissance démographique assez limitée. Le tableau 2 nous donne un aperçu de l'évolution de cette population.

Tableau 2 : Evolution de la population de Kpalimé

Année	Population
1934	2.600 *
1951	4.000*
1956	8.500*
1960	11.900**
1970	19.800**
1981	28.262**
1991	38.000***
1997	54.000***

Source : Direction de la Statistique.

\* Comptage administratif

\*\* Recensements de population

\*\*\* Estimation

En 1960, Kpalimé faisait partie avec Sokodé et Aného, des trois villes en dehors de Lomé, à avoir plus de 10.000 habitants.

Dix ans plus tard, cette population s'est accrue et a atteint 19.800 habitants soit un taux de croissance annuelle de 5,2% (MARGUERAT, 1985). Cet effectif de population la place comme en 1960, en troisième position après Lomé et Sokodé, traduisant ainsi la faible croissance démographique des villes secondaires togolaises.

Mais au recensement de 1981, un profond bouleversement est apparu dans l'armature urbaine togolaise. Ainsi, Kara qui occupait jusque-là le douzième rang, avec 28.902 habitants en 1981, ravit la troisième place à Kpalimé qui comptait alors 28.262 habitants. Il en découle un taux d'accroissement annuel de 1,5% entre 1970 et 1981 contre 2,8% pour toute la Région des Plateaux et 2,9% pour l'ensemble du pays.

Or, sa voisine et chef-lieu de la Région des Plateaux Atakpamé, a connu une croissance démographique moins lente et plus significative. En 1960, elle avait à peine 9.600 habitants ; mais en 1970, cette population s'élevait à 16.791 habitants donnant un taux de croissance annuelle de 3,2%.

L'analyse des taux d'accroissement calculés à partir des données du tableau 3 fait apparaître une évolution dégressive de la population de la ville de Kpalimé.

En effet, entre 1934 et 1950, le taux d'accroissement était de 1,6% ; il est passé à 11% entre 1950 et 1960 ; cette période semble correspondre d'ailleurs à l'apogée de la prospérité socio-économique de la ville mais aussi de toute la zone de production du café et du cacao au Togo voire de la Gold Coast voisin. Entre 1960 et 1970, le taux est descendu à 5,2%.

Cette dynamique démographique de la ville de Kpalimé fut étudiée de façon approfondie par Véronique DUPONT qui a montré la faiblesse de la croissance démographique des villes secondaires togolaises, plus précisément celles situées dans la zone à économie de rente basée sur le « binôme café-cacao » NYASSOGBO (1975). Il ressort de ces analyses que Kpalimé, Atakpamé et Badou, les trois villes en question, avaient respectivement entre 1970 et 1979, un taux d'accroissement annuel de 1,1%, 1,7% et -2,8%.

Cependant, les taux d'accroissement naturel étaient relativement élevés et tournaient autour de 2,8% à Kpalimé, 3,4% à Atakpamé et 3,2 à Badou ; une fois encore, ces résultats

montrent la faible croissance de la population à Kpalimé. D'une façon générale, cette situation était due d'une part, à l'importance du taux de natalité qui est compris entre 39 et 45‰ et d'autre part, à une mortalité particulièrement basse avec des taux qui tournent autour de 11 et 12‰ (DUPONT, 1985). Cette faiblesse du taux de mortalité est due entre autres, à l'existence d'infrastructures socio-sanitaires dans la région, au niveau de vie relativement élevé...

Par ailleurs, si le taux de croissance annuelle reste faible malgré un taux d'accroissement naturel relativement élevé, cela suppose alors que le solde migratoire est également faible. Entre 1970 et 1979, le taux de migration nette était de -1,7% à Kpalimé et Atakpamé, alors qu'il est resté fort à Badou, 6% (DUPONT, 1985).

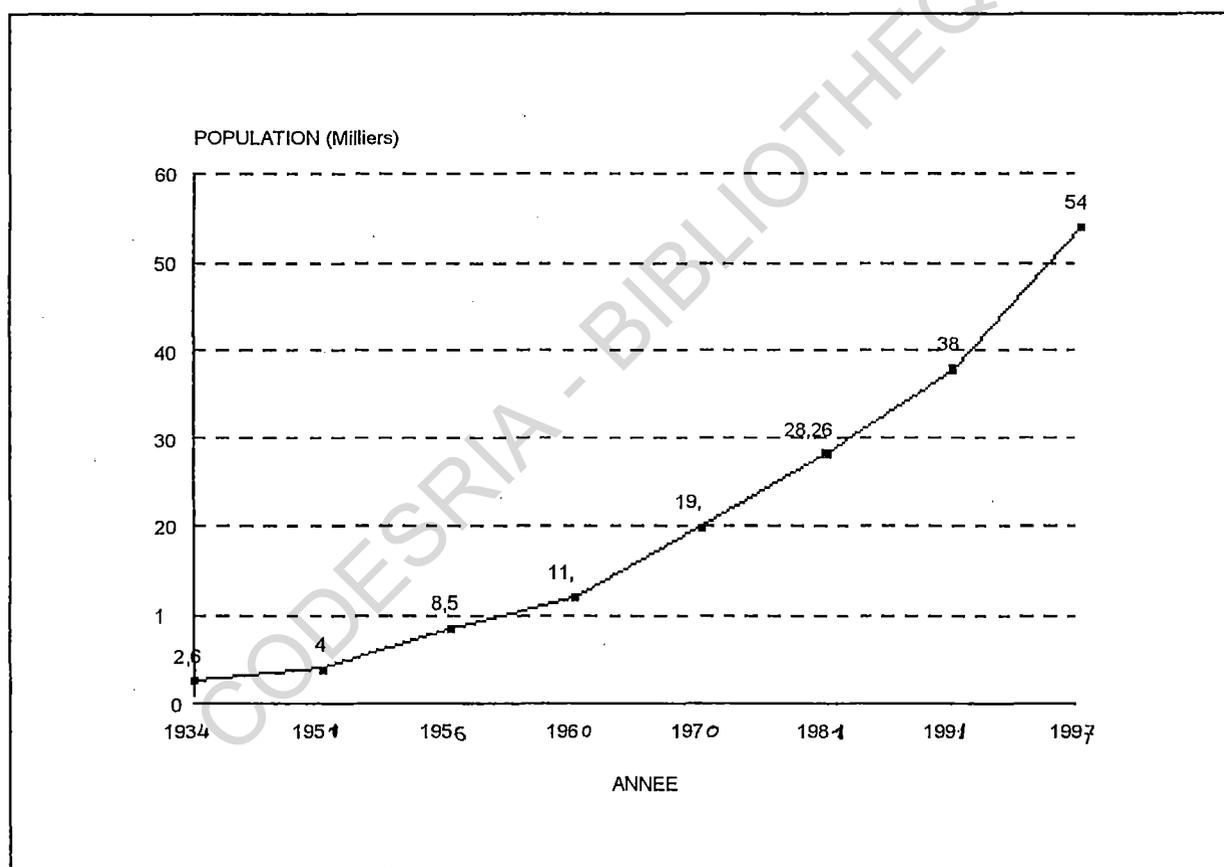


Fig. 6 : Evolution de la population de Kpalimé de 1931 à 1997

Selon les estimations, la ville de Kpalimé comptait 38.000 habitants en 1991 contre 42.000 habitants à Atakpamé. D'après Y. MARGUERAT (1985) avec respectivement des taux de croissance annuelle prévisionnelle de 3% et 4,5%, ces deux villes compteront en l'an 2000, 50.000 et 75.000 habitants. Cependant, les conséquences des troubles politiques du début des années 1990 mais surtout celles de la crise économique qui perdure depuis plusieurs

années dans le pays risquent de bouleverser considérablement les prévisions et les données sur la dynamique démographique au Togo et dans la région. D'ailleurs les résultats des travaux préparatoires du recensement général de la population togolaise en projet accordent déjà à Kpalimé 54.000 habitants et 53.000 à sa voisine Atakpamé.

Cette croissance de la population aura sûrement de fâcheuses conséquences sur l'espace et son exploitation.

### **III.3.2 - STRUCTURE DE LA POPULATION**

#### **III.3.2.1 - Une population essentiellement jeune**

La population de Kpalimé ne diffère pas tellement dans sa structure, de celle du pays tout entier ; l'une des caractéristiques de cette population est son extrême jeunesse, ce qui n'est pas un fait nouveau ou surprenant, sachant que c'est la caractéristique de la plupart des pays sous-développés.

D'après les données du recensement de 1981, les moins de 15 ans représentent 46% de la population contre 45% à Atakpamé, 46,57% à Sokodé, 46,03% à Kara et 44,43% à Tsévié, toutes des villes secondaires ; sur le plan national, ces jeunes représentent 49,8%. Quant aux jeunes ayant moins de 20 ans, ils représentent 59% à Kpalimé, contre 58% à Atakpamé, 58,1% à Tsévié et 56,9% à Sokodé.

Cette jeunesse de la population est également remarquable dans notre échantillon où les moins de 25 ans représentent 57% de la population enquêtée, tandis que ceux ayant entre 25 et 35 ans font 89% des personnes enquêtées.

Le pourcentage des moins de 25 ans peut paraître faible ; mais ceci peut s'expliquer par le fait qu'il est difficile aux membres de cette tranche de s'installer à leur propre compte ; tout au plus, ils ne peuvent qu'aider leurs parents artisans ou commerçants. Par ailleurs, dans une région fortement scolarisée, jusqu'à une époque récente, il est rare de voir de très jeunes gens se lancer dans la vie active au lieu d'aller à l'école. C'est seulement dans la population immigrée notamment chez les Yoruba et surtout les Haoussa et les Djerma qu'on peut rencontrer ces pratiques. Même là aussi, surtout chez les Yoruba et certains Haoussa installés depuis quelques générations dans le quartier Zongo et à Noumétou-Kondji, à 18 ou 20 ans voire plus, les enfants sont encore à l'école, quitte à avoir une petite activité extra-scolaire -le commerce, souvent confié aux parents - à laquelle on s'adonne durant les week-end et les vacances.

Il ressort du tableau 3 que les enfants et les jeunes de 0 à 34 ans représentent 81,6% de la population de la ville tandis que les adultes de 35 à 44 ans font 15,57% de cette population.

Tableau 3 : Répartition par âge de la population de Kpalimé

Groupe d'âge	Fréquences	Effectifs	Pourcentage
- 15 ans		13.032	46,11 %
15 - 24		6.508	23,02 %
25 - 34		3.528	12,48 %
35 - 44		2.241	07,92 %
45 - 54		1.439	05,09 %
55 - 64		726	02,56 %
65 et plus		700	02,47 %
N. D.		88	0,31 %
Total		28.262	100 %

Source : Résultat définitif du recensement de la Population et e l'Habitat, 1981.

Quant aux personnes âgées c'est-à-dire celles qui ont 65 ans et plus, elles représentent 2,47% contre 2,66% à Sokodé, 3,02%, à Notsè, 2,02% à Atakpamé et 0,77% à Kara.

Parmi ces personnes âgées, les femmes représentent 45,28% contre 54,72% d'hommes, alors qu'à Atakpamé, Kara, Sokodé et Notsè, elles représentent respectivement 63,26%, 61,88%, 53,31% et 55,18% contre 36,73%, 38,11%, 42,68% et 44,81% d'hommes. Cette proportion relativement importante de personnes âgées et la longévité assez grande peuvent s'expliquer par des conditions de vie meilleures et un niveau de vie apparemment élevé dans une région relativement riche et pourvue d'infrastructures socio-sanitaires plus ou moins importantes.

Tableau 4 : Répartition par âge et par sexe de la population (1981)

Groupe d'âge	Effectifs		Pourcentage	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
- 15 ans	6.667	6.365	25,58	22,52
15 - 24 ans	3.363	3.145	11,89	11,12
25 - 34 ans	1.404	2.124	4,96	4,43
35 - 44 ans	998	1.253	3,53	4,43
45 - 54 ans	761	678	2,69	2,39
55 - 64 ans	405	321	1,43	1,13
65 ans et plus	383	317	1,35	1,12
N.D.	14.024	14.238	49,43	50,22
Total	28.262		99,65 %	

Source : Résultat définitif du recensement de la Population et de l'Habitat, 1981.

Les données du tableau 4 montrent que d'une façon générale, et comme partout ailleurs, le nombre des femmes dépasse légèrement celui des hommes. 14.238 contre 14.024 soit des pourcentages de 50,22% contre 49,43% de la population.

Au niveau national, le déséquilibre varie d'une région à une autre même d'une ville à une autre.

Ainsi alors que la moyenne nationale est de 95 hommes pour 100 femmes, dans le Sud-Est, les rapports sont très déséquilibrés; ils sont de 94,1 hommes pour 100 femmes à Vogan, 88,1 hommes pour 100 femmes à Aného (MARGUERAT, 1985). Le Sud-Ouest, région de forte immigration rurale et zone de plantation par excellence, compte beaucoup plus d'hommes que de femmes : Badou 103,1 hommes pour 100 femmes, Kpalimé 107,1 hommes pour 100 femmes.

Dans cette dernière ville, malgré cette légère supériorité numérique des femmes dans l'ensemble, quand on prend les tranches d'âges, la situation est toute autre.

Ainsi dans les deux premières tranches d'âge, les hommes dominent alors que dans celle de 25 à 44 ans, le déséquilibre est légèrement en faveur du sexe féminin. La prédominance du sexe masculin se retrouve de nouveau dans les deux dernières tranches d'âge.

En résumé, parmi les enfants et les jeunes, les garçons dominent tandis que parmi les adultes, ce sont les femmes qui sont dominantes. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les enfants et les jeunes qui constituent la génération scolarisable, sont peu enclins à l'émigration, surtout que la ville dispose de presque toutes les infrastructures scolaires pouvant les accueillir. A contrario, les jeunes adultes et les adultes, qui composent la tranche la plus dynamique et la plus active de la population, sont très souvent tentés par l'émigration pour diverses raisons surtout ceux dont l'âge est compris entre 20 et 35 ans ; d'où leur faible représentation par rapport aux filles et aux jeunes femmes moins mobiles même si elles jouissent d'une certaine indépendance économique (MARGUERAT, 1985). Par ailleurs au niveau des vieillards, si d'une façon générale, à cet âge les femmes sont presque toujours numériquement supérieures aux hommes, ici par contre, ce sont plutôt les hommes qui sont plus nombreux. Ce qui pose quelques problèmes d'analyse et d'interprétation.

Est-ce une particularité singulière ? Une anomalie ? Ou bien une erreur de recensement de la population ?

En attendant les résultats du prochain recensement pour nous fixer, nous pouvons dire que cette supériorité numérique des hommes dans la tranche d'âge de 65 ans et plus semble trouver son explication dans le processus d'immigration même dans la région.

Etant donné que nous sommes dans une région d'immigration et que ce phénomène touche plus les hommes que les femmes, il paraît normal que ces dernières soient moins représentées dans les différentes tranches d'âge dans lesquelles s'opère le phénomène.

Certes, tout en étant une ville d'immigration, Kpalimé ne constitue en fait qu'une étape sur le parcours migratoire du migrant (DUPONT, 1985); surtout pour les jeunes scolarisés natifs de la région qui aspirent pousser plus loin leurs études, et pour ceux ayant appris un métier et qui veulent l'exercer ailleurs. Mais il faut faire remarquer que pendant les années de gloire de la ville (la fin des années 40 et celle des années 50), l'immigration semble avoir touché beaucoup plus les adultes commerçants, artisans, ouvriers et quelques jeunes adultes. Ceux-ci après quelques années de vie et de travail dans la ville et à cause de l'âge n'étaient plus tellement tentés par d'autres aventures. Ils s'y sont installés définitivement et constituent probablement au début des années 1980, une frange importante de la tranche d'âge des vieillards. A ceux-là, on peut ajouter certains retraités natifs de la région ou d'autres régions du Togo qui ont choisi de passer leurs "vieux jours" dans la ville.

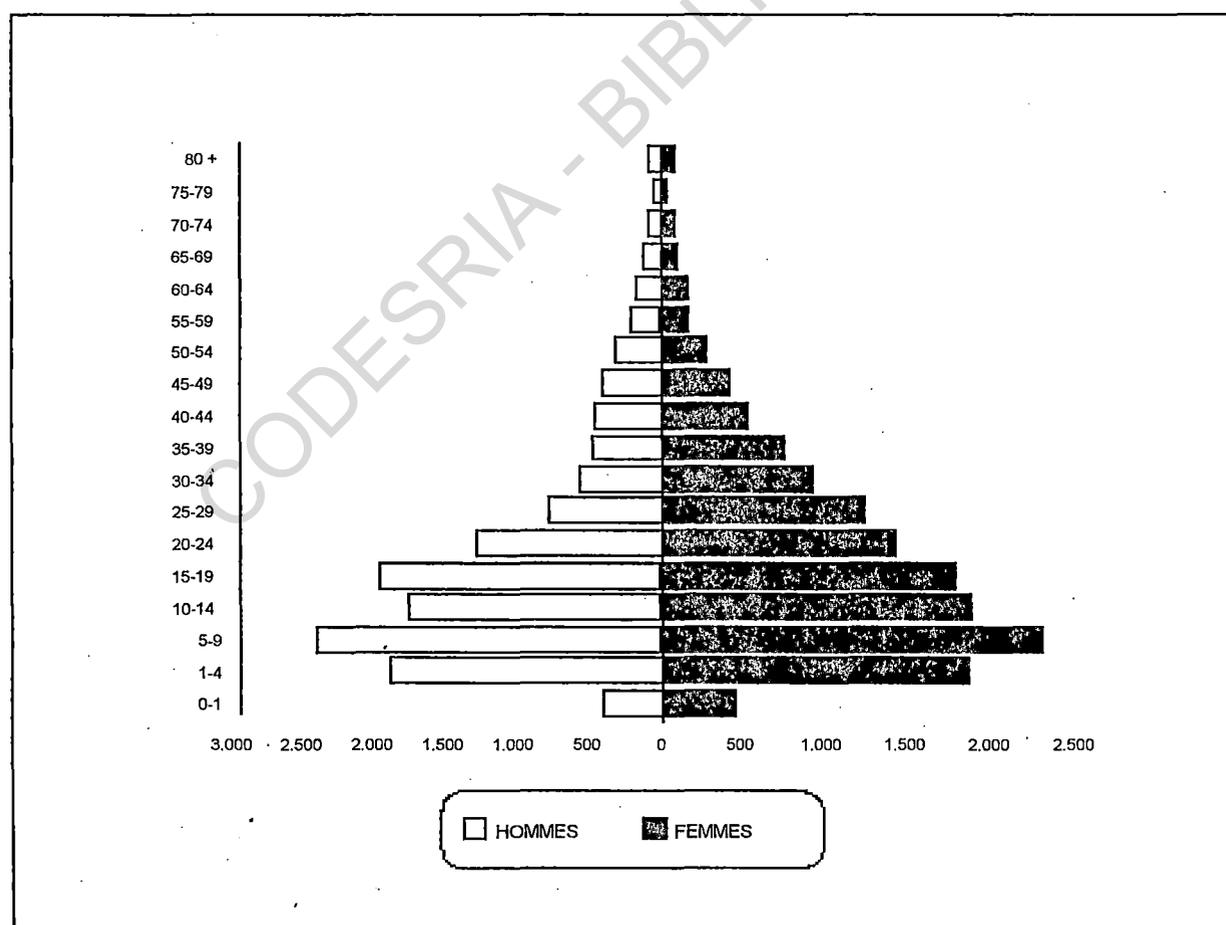


Fig. 7 : Pyramide des âges de la population de Kpalimé (1981)

Au total, cette extrême jeunesse de la population que confirme encore ici une pyramide des âges à base large, a des conséquences sur les équipements socio-sanitaires de la ville surtout sur les équipements scolaires quand on sait que ce centre urbain se trouve dans l'une des régions les plus fortement scolarisées du pays.

### III.2.2.2 - Une population relativement cosmopolite

La population de Kpalimé est dans l'ensemble plus ou moins cosmopolite.

A côté des Ewé qui constituent la majorité de la population, vivent une multitude d'ethnies différentes, auxquelles il faut ajouter une forte colonie étrangère de nationalités diverses. Les Ewé représentent 58% de la population. Outre ce groupe ethnique majoritaire, on trouve également les Kotokoli (Tem), les Kabyé, les Mina, les Fon, les Akposso etc... ; la proportion de ces différents groupes ethniques dans la population totale est comprise entre 10 et 1% voire moins.

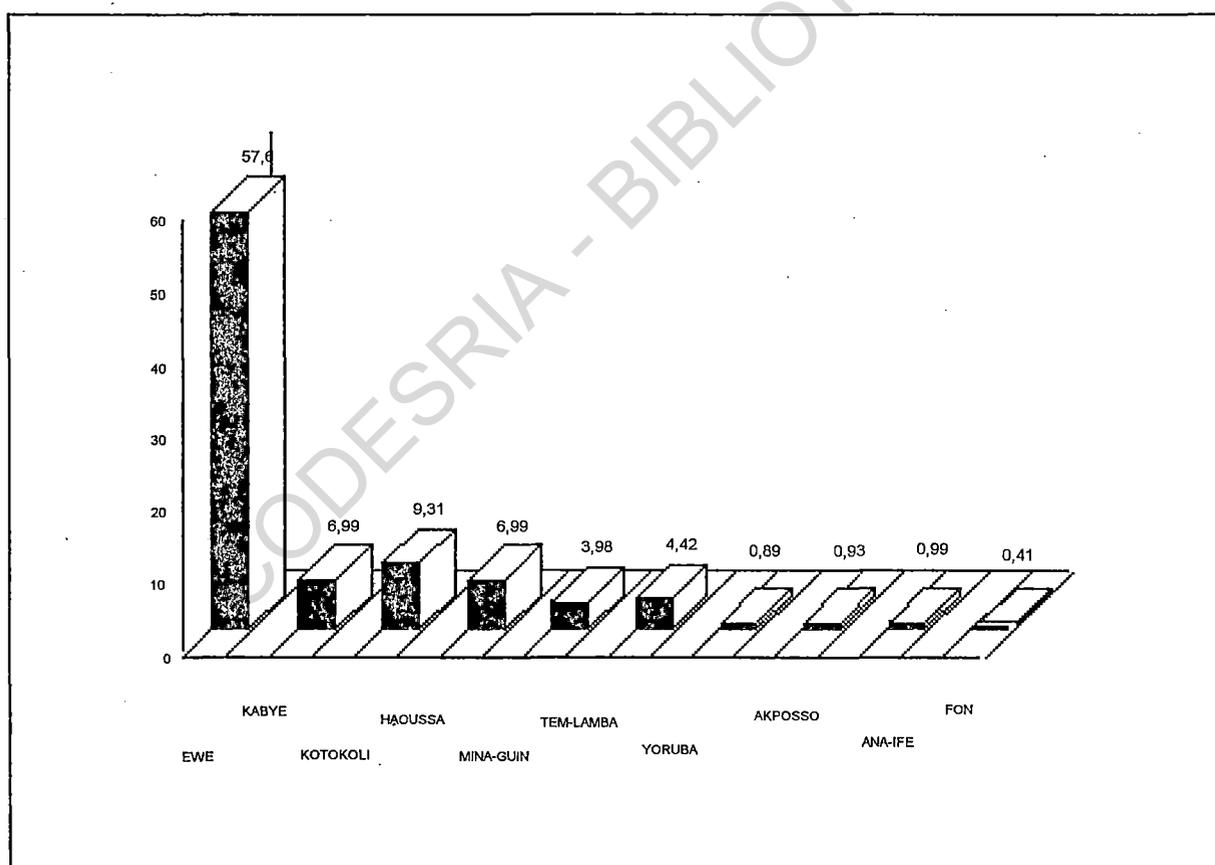


Fig. 8 : Proportion des grands groupes ethniques dans la population totale de Kpalimé (1981)

Quant aux étrangers, leur proportion est relativement faible surtout les Occidentaux qui représentent moins de 1% de la population.

Les Africains dont le nombre s'élève à 1.625 personnes d'après le recensement de 1981 représentent 05,74% de la population totale. Dans cette proportion, les Béninois viennent en tête avec près de 2,10%, suivis des Nigériens avec 1,17%, ensuite viennent les Ghanéens, les Nigériens avec respectivement 1,13% et 1,04%.

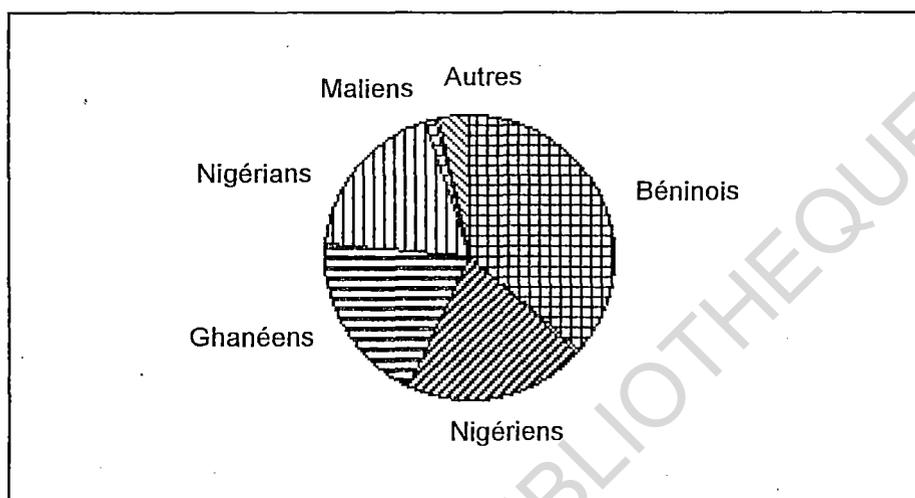


Fig. 9 :Proportion de la population étrangère (africaine) dans la population totale de Kpalimé (1981)

A propos de ces Nigériens, il est à noter que bon nombre d'entre eux s'assimilent plus à des Togolais en raison de l'ancienneté de l'immigration.

Par ailleurs, compte tenu de la forte immigration des populations sahéliennes au milieu des 1980, il est très probable que la première place soit ravie aux Béninois par les Nigériens même si on note une très timide propension à l'émigration de ces sahéliens vers d'autres régions plus prometteuses, suite aux difficultés économiques de la ville.

Quant aux non Africains, ils sont au nombre de 94, soit 0,33% de la population ; il s'agit des Européens des Américains, des Libanais. Aujourd'hui, leur nombre a très considérablement diminué. Au total ces étrangers font environ 6,08% de la population résidente.

Au niveau de la religion, il est à noter que Kpalimé et sa région sont très fortement christianisées. Le processus de christianisation commencé dans la partie ouest de la région notamment à Kpandu et surtout Ho bien avant l'établissement de l'autorité allemande sur la ville de Kpalimé en Août 1887, a très tôt atteint cette dernière. C'est d'ailleurs à partir de cette ville de Ho que les premiers missionnaires vont faire leurs incursions dans le cercle de Misahöhe<sup>(1)</sup>. Les populations de ce cercle vont vite se laisser convertir. C'est ainsi qu'on a assisté d'une part à la formation des premiers auxiliaires de l'Eglise et d'autre part, à la construction des premières églises dans les localités les plus importantes, et d'une grande cathédrale à Kpalimé. La construction du temple protestant de la ville, quant à elle, fut interrompue par l'éclatement de la Première Guerre Mondiale.

Cette oeuvre de christianisation associée à celles de l'éducation et de la formation des populations fut réalisée par l'Eglise catholique romaine de la Mission de Bale, l'Eglise évangélique presbytérienne de la Mission de Brême d'où l'expression Bremento qui sert à désigner les chrétiens protestants.

Aujourd'hui, les deux grandes confessions religieuses de la ville restent le catholicisme et le protestantisme. Elles sont pratiquées par 67,56% de la population. A côté de ces chrétiens vivent des musulmans (21,5%) composés presque essentiellement d'étrangers notamment les Sahéliens, les Nigériens, étrangers auxquels il faut ajouter des Togolais venus du Nord et des animistes qui font 3,88% de la population. (Fig. 10).

Cette prédominance des chrétiens transparait également dans l'échantillon choisi. Ils représentent 81% des artisans et 62,2% des commerçants contre 3,1% de musulmans parmi les artisans et 36,5% parmi les commerçants. Ici aussi, on note une sous-représentation des animistes qui font à peine 1,4% des commerçants et 3,1% des artisans. Dans le Sud-Ouest du Togo en général et dans cette région en particulier, exhiber des attitudes et pratiques contraires aux moeurs chrétiennes, et déclarer qu'on est animiste, est presque une opprobre<sup>(2)</sup>. (Tableau 5)

<sup>(1)</sup> Cette ville de Ho est demeurée le siège central de l'Eglise évangélique presbytérienne ghanéenne où résident le Modérateur et le staff dirigeant de cette Eglise contrairement au Togo où tous les pouvoirs même religieux sont concentrés dans la capitale.

<sup>(2)</sup> Cette situation peut favoriser le développement du syncrétisme étant donné que les pratiques animistes ne sont pas totalement absentes même si elles tendent à disparaître.

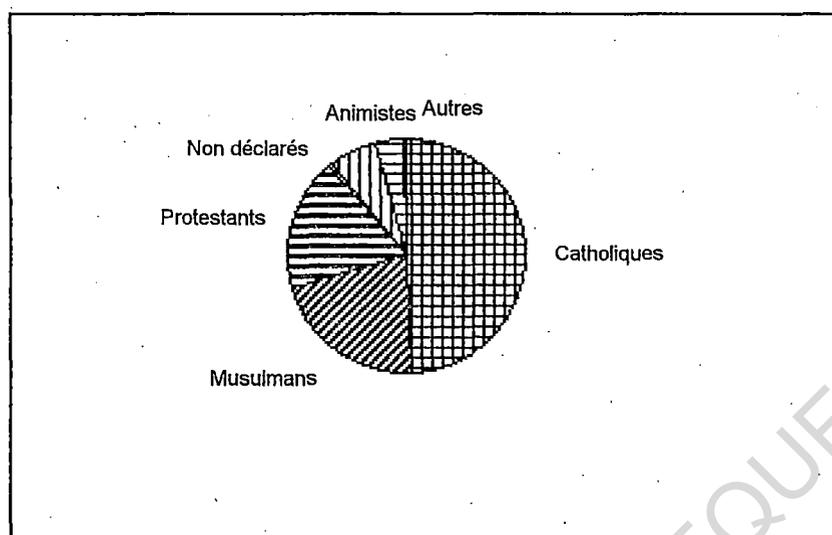


Fig. 10 : Répartition de la population de Kpalimé selon la religion (1981)

Tableau 5 : Répartition de l'échantillon selon la religion

Artisans		
Religion	Effectif	Pourcentage (%)
Chrétienne	26	81,3
Musulmane	1	3,1
Animiste	1	3,1
N.D	4	12,5
Total	32	100

Commerçants		
Religion	Effectif	Pourcentage (%)
Chrétienne	46	62,2
Musulmane	27	36,4
Animiste	1	1,4
N.D	-	-
Total	74	100

Source : Enquête de terrain.

L'éclosion et le développement de plusieurs groupes et courants religieux ces dernières années semblent conforter cette implantation, cette assise religieuse dans la ville et la région. Mais ils ont considérablement fragilisé les églises chrétiennes traditionnelles qui ont vu une partie de leurs fidèles les quitter.

En résumé, cette irruption précoce de la civilisation occidentale dans la région à travers la religion, a été l'un des principaux facteurs des mutations socio-économiques et culturelles qui s'y sont produites, et du développement social et économique qui s'en est suivi. Car les missionnaires étaient à l'avant-garde de l'enseignement et de l'éducation dans la région.

### III.4 - EVOLUTION POLITICO-ADMINISTRATIVE

L'évolution politico-administrative de la ville de Kpalimé et du cercle de Misahöhe depuis l'établissement de l'autorité allemande en Août 1887 jusqu'aux premières années post-coloniales a été plus ou moins tumultueuse.

Caractérisée sur le plan politique par une triple domination coloniale - allemande, anglaise et française - et sur le plan administratif par des modifications profondes et successives des frontières héritées de la période de conquête et de pacification, cette évolution trouve son explication dans la première guerre mondiale et ses conséquences.

En effet, après quelques années de conquêtes territoriales et de pacification de régions plus ou moins hostiles à la domination européenne, les Allemands ont réussi à se tailler en Afrique de l'Ouest, un territoire de près de 90.400 km<sup>2</sup>.

La période de conquête et de pacification fut suivie d'une phase de mise en valeur axée sur le développement des cultures d'exportation et la promotion socio-culturelle.

Le cercle de Misahöhe dont Kpalimé est le chef-lieu est l'une des régions à bénéficier de cette action de développement. Plusieurs infrastructures socio-économiques furent alors mises en place dans la ville et dans la région.

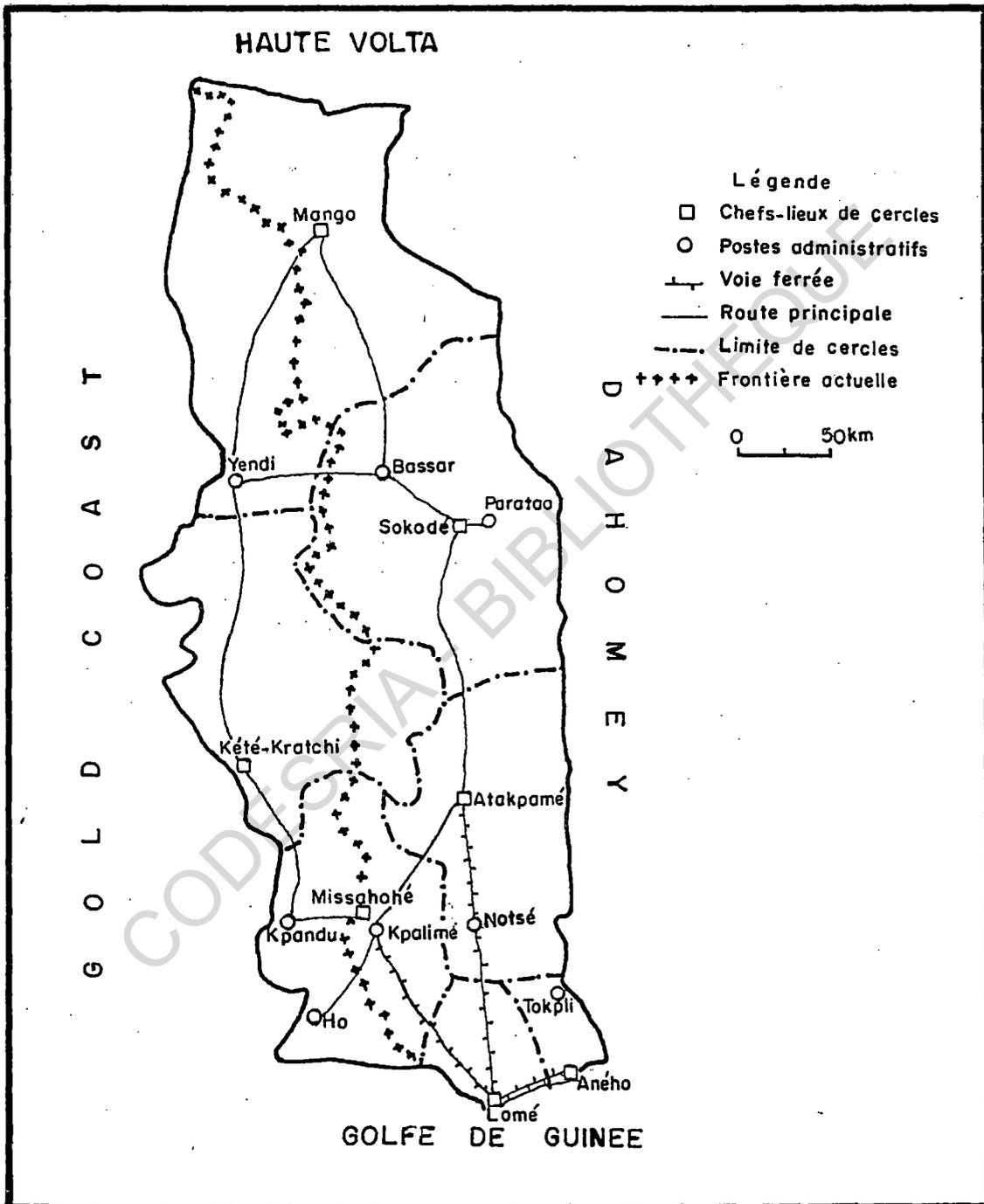
Cependant, cette seconde phase fut brutalement et prématurément interrompue par le premier conflit mondial de 1914 que les autorités allemandes du Togo ont cherché à éviter sans succès et pour cause.

En effet, Anglais et Français installés de part et d'autre de la colonie allemande du Togo, non seulement étaient plus ou moins sûrs de leur victoire, mais étaient également animés d'une certaine convoitise à l'égard aussi bien des réalisations allemandes que de la richesse de la colonie notamment de la vaste et riche zone de production des cultures d'exportation.

La défaite allemande face à la coalition franco-anglaise va entraîner le partage du Togo entre les vainqueurs dès le 30 Août 1914.

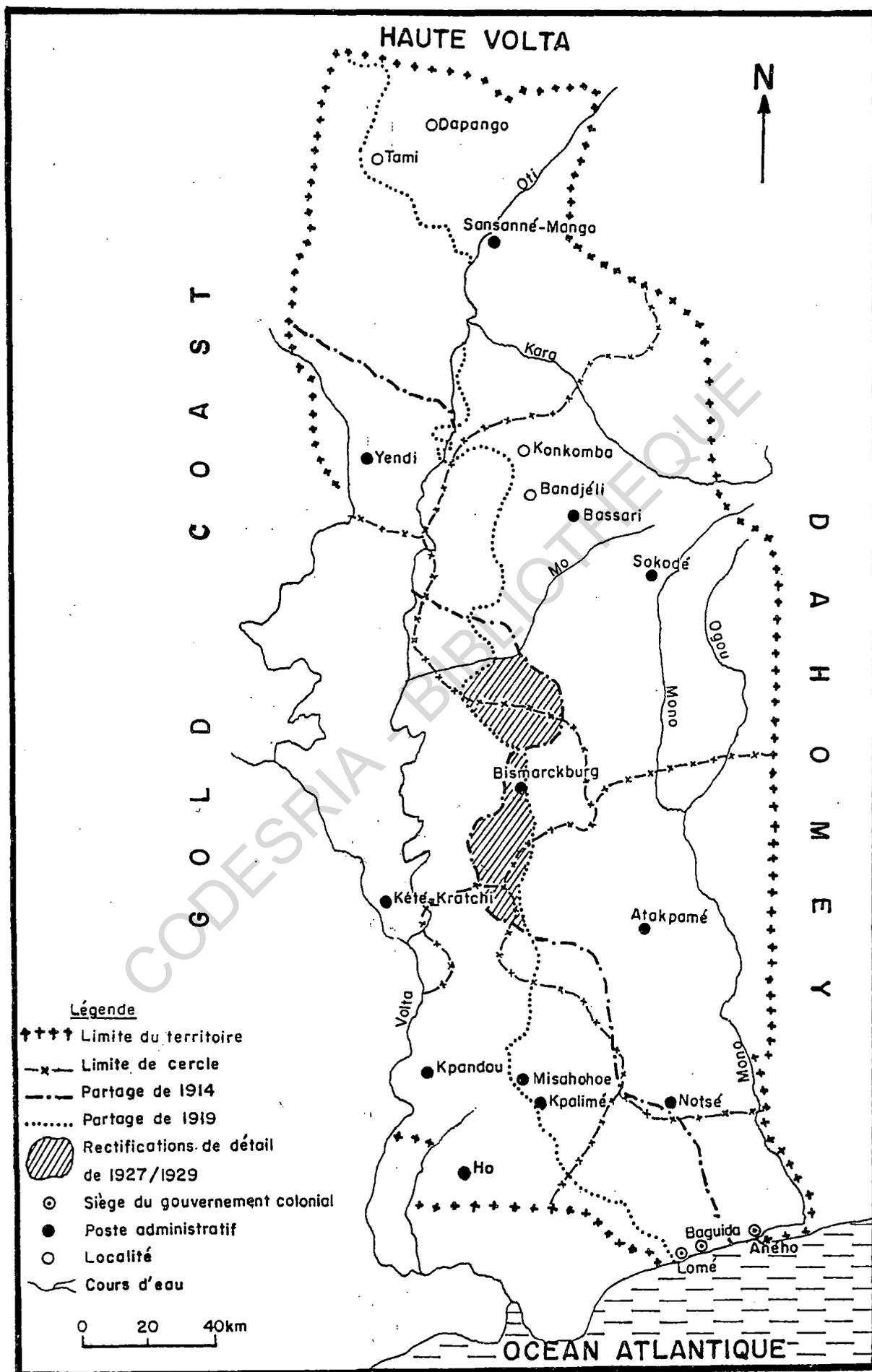
Ainsi, de 1914 à 1919, Kpalimé et le cercle de Misahöhe sont occupés et administrés par les Anglais qui s'emparèrent des biens allemands (AWUMEY, 1984).

Carte n° 5 : Le Togo Allemand



Source: Yves MARGUERAT, Armature urbaine du Togo (1985).

Carte n° 6 : Les différents partages du Togo de 1914 à 1919



En 1919, au traité de Versailles, le Togo fait l'objet d'un nouveau partage entre les Alliés. Le cercle de Kloto occupé par les Anglais fut démantelé : les subdivisions de Ho et de Kpando passent sous le contrôle britannique, alors que Kpalimé et son arrière-pays oriental reviennent aux Français qui l'administrent de 1920 jusqu'en 1958 date d'indépendance du Togo (NYASSOGBO, GOZO, OGOUNDE, 1995).

Ces modifications territoriales, le passage successif d'une domination coloniale à une autre, et les conséquences qui en ont résulté ne laisseront pas indifférentes les populations de la ville et de la région tout entière qui ont souvent manifesté leur mécontentement à l'endroit des autorités, et ceci de part et d'autre de la frontière artificielle. car comme l'ont fait remarquer NYASSOGBO, GOZO et OGOUNDE,

*« ... Avec le tracé de la frontière, l'unité organique (politique, sociale, culturelle) que constituait le Togo allemand fut démantelée aux mépris des populations concernées » (1995).*

Pour montrer davantage ce mépris et leur détermination à aller jusqu'au bout, Français et Anglais prendront, chacun de son côté, des mesures dont les unes plus coercitives que les autres pour décourager les velléités d'insoumission et de résistance des populations aux nouvelles autorités.

Au niveau de la ville, ces changements d'autorités et les modifications de frontières ne sont pas sans effet sur les activités socio-économiques qui seront durement affectées.

### **III.5 - EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE**

#### **III.5.1 - KPALIME, UNE VILLE COMMERCIALE**

L'histoire passée et présente de la ville de Kpalimé et de sa région semble être intimement liée à celle des activités économiques qui s'y sont déroulées, et qui s'y déroulent encore de nos jours.

Parmi ces activités, le commerce vient en première position; d'abord en raison de son intensité, ensuite à cause du nombre d'actifs qu'il a mobilisés et qu'il continue de mobiliser encore aujourd'hui, enfin et surtout à cause de son impact et de ses effets sur les populations, activités pour lesquelles il reste un véritable stimulant. Le commerce demeure par conséquent, l'un des éléments les plus caractéristiques de la ville.

L'évolution de cette activité est marquée par deux périodes: l'ère du colportage et de la traite du caoutchouc, et l'ère des produits de rente et des produits manufacturés.

La première, qui couvre les premières années de la colonisation européenne, fut animée par des trafiquants et des colporteurs essentiellement des Anlon, des Yoruba et quelques Haoussa.

Il est à noter

*« qu'à cette époque, l'importance du caoutchouc dans les échanges extérieurs de la Gold Coast donna lieu à une intense activité d'extraction du latex dans la forêt du Litimé - aujourd'hui région de production du cacao par excellence au NW de la Région des Plateaux - par des familles anlon en contact beaucoup plus tôt avec l'économie de marché » (NYASSOGBO et al., 1995).*

Ces trafiquants et colporteurs utilisaient des pistes qui reliaient le littoral de la basse-Volta à l'intérieur du pays, notamment les marchés de Salaga et de Kété-Kratchi au nord-ouest de l'aire ashanti, elle-même reliée au pays haoussa.

En effet, bien avant la colonisation allemande, le commerce transsaharien, et les relations commerciales entre l'Afrique des savanes et la côte ont fait naître un important réseau de routes commerciales dans la sous-région. Kpalimé était située sur l'axe commercial Lomé-Kpalimé-Kété-Kratchi-Yendi-Salada, l'une des quatre principales routes commerciales contrôlées par les Ashanti entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> s. (F. AGBODEKA, 1972). C'est ainsi que contrairement à la situation actuelle et au début de la colonisation allemande, pour se rendre dans le Nord-Togo, l'axe était plutôt Lomé-Kpalimé-Atakpamé-Sokodé-Mango.

Au cours de cette période, Kpalimé était un relais pour ces commerçants à la recherche du caoutchouc, plus précisément le fameux "Adélé-Kubber" et la kola.

A ce propos, voici le témoignage de Mme F. DOTSE, commerçante et fille de commerçante. Octogénaire, elle est membre de la famille "royale" de la ville.

*« ... Je fus très tôt initiée au commerce par ma maman, commerçante de son état, qui avait des contacts avec des commerçants qui venaient de Kéta avec du sel, des perles, du tabac et des articles divers soit à dos de cheval ou à pieds. Certains allaient en pays akposso et dans l'Adélé pour vendre mais surtout chercher de la kola et le caoutchouc ; mais la plupart faisaient escale à Kpalimé... ».*

*« Ma mère, disait-elle, a commencé ce travail avant l'arrivée des commerçants allemands ».*

S'il est vrai que les routes, les chemins de fer, les gares ont joué un rôle majeur dans l'expansion de l'urbanisme dans les campagnes (Christine OBBO, 1988), leur rôle est tout aussi déterminant dans la naissance et le développement des villes en Afrique et ailleurs car les marchés dont ils ont favorisé la création constituent un puissant facteur de croissance de ces villes.

Ainsi la ville de Kpalimé favorisée par cette situation devient petit à petit un grand marché d'abord de produits agricoles. Avec l'implantation des Allemands et la construction quelques années plus tard d'un chemin de fer, commence la deuxième période de l'évolution commerciale de la ville.

En effet l'arrivée de BAUMANN, alors chef de la station nouvellement créée, donna une nouvelle impulsion au commerce avec la fixation des jours de marché. Un appel fut alors lancé aux paysans pour qu'ils apportent leurs récoltes (KLOSE, AWUMEY, 1984).

GRUNER, commandant de cercle très favorable à cette nouvelle transformation ne tarda pas à inviter les commerçants de la côte à créer des succursales de factoreries à Kpalimé afin de gagner le commerce anglais... (AWUMEY, 1984).

Pendant cette période, du moins au début, la ville n'avait d'importance que par son marché et des activités commerciales qui s'y déroulaient. A ce propos, voici ce que dit M. AMEDOME, bijoutier, qui est arrivé dans la ville à la fin des années 1930.

*« Je suis arrivé à Kpalimé par train venant de Kéta en passant par Asahoun ; à Kéta et dans toute la sous-région, on parle beaucoup de cette ville comme étant une ville commerciale. Mais quand nous descendîmes ce jour-là du train, je fus étonné de ne pas trouver une ville telle qu'on l'a décrite souvent et comme on en voit sur la côte avec des maisons et une intense animation ; car tout autour de la gare, il n'y avait que des roseaux et des arbres. Mais deux jours plus tard, à la veille du jour de marché, je fus surpris par un afflux considérable de population venant de tous les coins : des hommes qui sacs de jute à moitié pleins sur la tête, qui des bêtes en laisse en direction du centre-ville. Toutes les maisons situées tout autour du site du marché étaient pleines à craquer... ».*

Il faut noter que les maisons de commerce aussi accueillait des populations, qui sont en fait de potentiels clients, le plus souvent recommandés par leurs agents envoyés quelques jours plus tôt à l'intérieur pour négocier des produits.

Les premières maisons allemandes de commerce à s'installer dans la ville sont la factorerie VIETOR und SÖHNE de Brême, la Cie GOEDEL. Elles seront rejointes par la firme Luther et Seyfert (AWUMEY, 1984). Ces différentes sociétés commerciales vont à partir de Kpalimé, élargir leurs activités à l'intérieur du district où elles vont créer des centres notamment à Ho, Kpando, Amédzofé. Dès 1901, Kpalimé comptait plus de dix agences locales de firmes commerciales dont le siège était à Aného et à Lomé sur la côte ; en 1925, il y avait plus de vingt-trois comptoirs européens dans la ville. Parmi ceux-ci, on peut citer l'United African Company (UAC), Swanzy, John Holt, la Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO), la Société Commerciale de l'Ouest Africain (SCOA), la G.B. Ollivant...

(NYASSOGB, 1997). La plupart de ces sociétés avaient une double activité commerciale : la distribution des biens de consommation de tout genre, et la collecte des produits agricoles d'exportation.

En effet, si au début de la colonisation l'activité des maisons de commerce européennes se limitait à la vente des produits manufacturés, avec l'introduction et le développement des cultures d'exportation, l'achat du café, du cacao, des palmistes, du coton était devenu une activité annexe mais très juteuse à laquelle s'adonnaient ces sociétés commerciales. La construction des grands magasins de stockage dont certains sont encore visibles dans la ville comme celui de la UAC en témoigne. Avec cette activité, naquit une nouvelle catégorie socio-professionnelle dans les milieux ruraux et dans une moindre mesure dans la ville : c'est celle des acheteurs de produits, les fameux "buyers". Intermédiaires entre les paysans producteurs ou les planteurs et les maisons de commerce, la plupart, à l'instar des maisons pour lesquelles ils travaillaient, se sont enrichis plus ou moins sur le dos des masses rurales.

A Kpalimé - comme dans le Litimé (NYASSOGB et al., 1995) - bon nombre de ces acheteurs comme les employés de commerce, sont des immigrants guin, anlon, éwé de la Région Maritime et du Ghana actuel. Immigrants de longue date, ils font partie aujourd'hui de la bourgeoisie locale.

Cette intense activité commerciale a continué en s'amplifiant et surtout en se libéralisant ; ainsi vers la fin des années 1940, on a assisté à l'arrivée des Libanais qui s'installent comme intermédiaires entre les grandes compagnies commerciales d'import-export et le petit commerce africain qui semble se développer aussi. L'intense activité commerciale dans la ville est aussi due à la proximité de la Gold Coast, proximité qui a favorisé des transactions et des migrations commerciales entre la zone britannique et la ville de Kpalimé. La stabilité et la solidité de la livre sterling, la forte monnaie anglaise utilisée alors dans la colonie anglaise voisine et dans toute la zone frontalière jusqu'au début des années 1960, permettait aux populations de l'autre côté de la frontière<sup>(1)</sup> de dépenser facilement sans trop s'en soucier et sans s'en rendre compte, ce qui faisait ainsi le bonheur des commerçants. Un gérant avoue « *ne pas trouver du temps pour déjeuner les jours de marché où ils travaillaient jusqu'à minuit* » (NYASSOGB, 1975). Monsieur AMEGNINO<sup>(2)</sup>, ex-employé de commerce révèle qu'à l'approche des fêtes de fin d'année et parfois à la veille des jours de marché, ils procèdent à une réorganisation du système de travail afin de pouvoir faire face à l'afflux massif des clients, notamment ceux de la Volta Region qui dépensent sans retenue. D'ailleurs, une partie du café mais surtout du cacao de la zone anglaise depuis plusieurs années, fait l'objet de ces transactions et est vendue au Togo. C'est une pratique qui prend de l'ampleur aussi bien dans le Litimé (ZINSOU, 1994) que dans la région de Kpalimé en raison de la faiblesse du cedi la monnaie ghanéenne.

<sup>(1)</sup> Nous reviendrons sur cet aspect dans les paragraphes suivants (III.4.2.).

<sup>(2)</sup> Personne-ressource avec laquelle nous avons eu des entretiens lors de l'enquête de terrain.

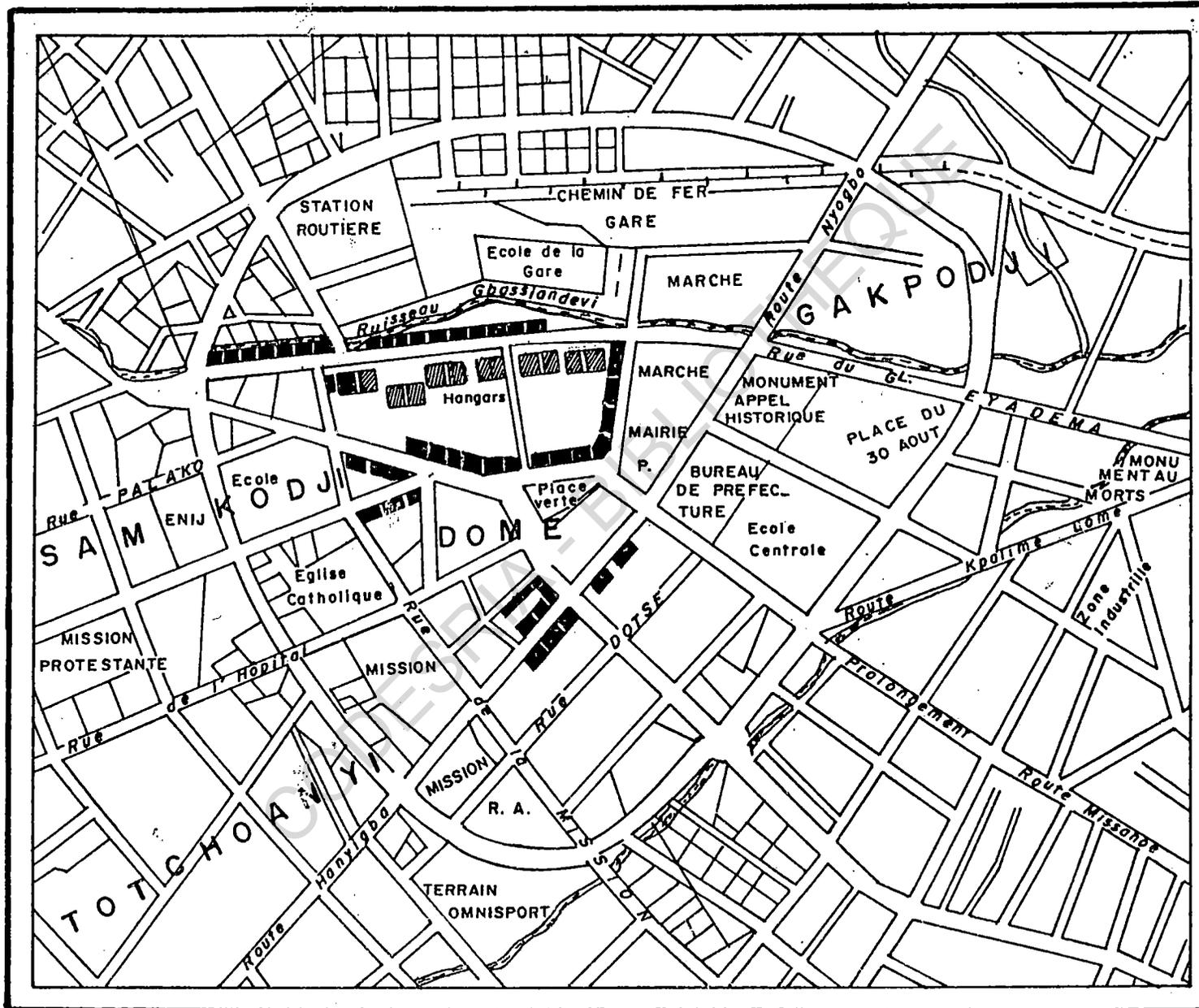


Photo n° 1: Magasin de la société commerciale UAC à Kpalimé



Photo n° 2: Magasin de la société commerciale SGGG à Kpalimé

Carte n° 7 : Localisation du centre commercial de Kpalimé ;  
Site de quelques magasins et banques



Source : Travaux de terrain par BIAKOUE

▨ Boutiques, Magasins et Banques

Jusqu'au milieu des années 1980, malgré l'essoufflement du commerce européen, la ville comptait cinq (5) maisons européennes en gérance libre pour la plupart, et une demi-douzaine de boutiques bien approvisionnés appartenant à des Syro-Libanais.

Quant au commerce africain, jadis détenu en majorité par les Yoruba, les Haoussa et quelques Togolaises de la côte, il se développe et se diversifie avec l'irruption des Togolais surtout les autochtones de la région, jeunes comme adultes. Néanmoins, cet intérêt de la population autochtone pour le commerce est plus une échappatoire qu'une réelle vocation face à la crise économique persistante qui réduit de façon drastique les revenus; de surcroît, elle ferme les portes de la fonction publique à une population qui aime s'adonner plus aux études, donc plus préparée aux emplois administratifs.

Cependant, il s'agit aujourd'hui plus du petit commerce du détail avec beaucoup d'actifs que le commerce organisé du type européen qu'on avait connu dans le temps.

Il faut noter qu'outre les produits manufacturés, les produits alimentaires et ceux de la traite qui alimentaient ce commerce, on trouve également des produits de l'artisanat fabriqués par une flopée d'artisans allant des bijoutiers aux boulangères en passant par les maçons, les menuisiers, les forgerons... L'artisanat a été et reste d'ailleurs avec le commerce, l'activité principale de la ville de Kpalimé même si aujourd'hui ces composantes du secteur informel semblent relativement saturées.

Comme le commerce, cette activité a connu dans le temps, un essor attirant chaque année de nombreux et nouveaux apprentis, et offrant à la population des articles et services divers. C'est ainsi que pour la seule année 1946, près de cinquante nouveaux bijoutiers ont intégré le secteur au cours d'une cérémonie de remise de diplômes de fin d'apprentissage dans la ville<sup>(1)</sup>.

De même, la boulangerie a été et demeure une activité florissante dans la ville qui s'est d'ailleurs spécialisée dans la fabrication du pain salé.

A côté de cette activité artisanale et commerciale apparemment florissante, se développe difficilement une activité bancaire plus récente et à laquelle on peut associer les activités de change et les activités de nombreuses coopératives d'épargne qui constituent en même temps des sources de financement et des structures d'épargne.

---

<sup>(1)</sup> Source : Enquête de terrain : Entretien avec M. AMEDOME déjà cité.

En effet, si au début, les services des Postes et Télécommunications étaient les seules institutions à rassembler les économies et les capitaux des opérateurs économiques, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, plusieurs banques vont ouvrir leurs portes à Kpalimé. Succursales des banques de la capitale, il s'agit d'abord du Crédit du Togo, "ancêtre" de la Banque Togolaise de Développement (BTD), l'Union Togolaise de Banque (UTB) et de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTIC) et l'ex Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA). Leurs clients appartiennent à toutes les couches socio-professionnelles de la ville et de ses environs. Mais les fonctionnaires de l'Etat sont plus représentés. Cette faible proportion des commerçants et artisans s'explique d'abord par des formalités souvent contraignantes et restrictives. Seuls 4% des commerçants interrogés lors de notre enquête affirment détenir un compte bancaire dans ces institutions financières. Les autres sont soit à la Caisse d'Epargne ou à la Fédération des Unions Coopératives d'Epargnes et de Crédits du Togo (FUCEC-Togo) ou dans une autre coopérative d'épargne et de crédits, soit au total 54%.

Par contre, 36% de ces commerçants ont plus recours à une tontine comme méthode d'épargne et de crédits.

Il est à noter que beaucoup de commerçants et d'artisans et même les paysans se tournent de plus en plus vers ces coopératives d'épargne qui non seulement ont des conditions et structures moins rigides, mais offrent aussi d'alléchantes conditions de prêts divers pour le financement des activités socio-économiques.

Quant aux opérations de change, elles sont assurées par des Haoussa mais surtout par des Yoruba. Les monnaies les plus échangées sont le Cedi et le Naira, les monnaies ghanéenne et nigériane. Elles sont échangées contre le Franc CFA et vice-versa. Les taux de change varient selon les périodes, selon les années et parfois même selon les régions, mais aussi selon la situation socio-économique et politique du Ghana. Cette fluctuation du taux de change a des conséquences sur les transactions commerciales entre le Togo et le Ghana (Zinsou, 1994).

A la lumière de cet aperçu sur l'évolution des activités commerciales, on s'aperçoit que Kpalimé, gros village agricole au départ, est très rapidement, à la faveur des facteurs internes et externes, structurels et conjoncturels, devenue un véritable et incontestable centre de collecte des produits agricoles et de redistribution des produits manufacturés.

Véritable marché sous-régional, sa naissance et son évolution confirment la formule selon laquelle, « les villes sont filles du commerce » (H. Pirenne).

### **III.5.2 - Kpalimé, un centre socio-culturel régional**

La prospérité économique de la ville de Kpalimé et de sa région, prospérité due à leur insertion précoce à l'économie marchande, a entraîné l'épanouissement socio-culturel de la

population. Cet épanouissement s'est traduit sur le plan social par la construction dans la ville en 1904, d'un hôpital, le deuxième de la colonie après l'hôpital Nachtigal d'Aného construit en 1895 ; il s'est également traduit par l'amélioration des conditions de vie, des populations et l'élévation de leur niveau de vie marquée par l'acquisition des biens matériels, l'amélioration de l'habitat...

Sur le plan culturel, cet épanouissement s'est traduit par la scolarisation poussée et massive de la population, les parents n'ayant pas hésité à mettre une partie importante de l'argent gagné de la vente des produits de rente ou issu du commerce à la disposition des enfants pour leur instruction et leur formation. C'est une situation caractéristique des zones de plantation où on note un taux de scolarisation assez élevé. C'est le cas du Litimé au Togo, des zones de plantation de la Côte d'Ivoire ou celles du Ghana où déjà en 1902, des intellectuels dont J.M. SARBAH et William Edward SAM créèrent le Mfantasi National Educational Fund (M.N.E.F.) (F. AGBODEKA, 1972) un fond destiné à promouvoir l'éducation dans la région à travers la construction des bâtiments scolaires. C'est le cas également du pays ashanti où on note un développement de l'enseignement formel depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette scolarisation précoce et poussée des populations du cercle de Misahöhe fait qu'aujourd'hui, beaucoup de cadres moyens et supérieurs togolais sont originaires du grand Kloto ou sont du moins de parents ayant vécu dans la région, même s'il est difficile d'avancer des chiffres précis.

Kpalimé, chef-lieu du cercle de Kloto a joué un rôle très important dans l'éducation et la formation de ces cadres.

En effet, la mise en valeur économique de Kpalimé et de sa région, entreprise par les autorités coloniales allemandes a été faite de façon concomitante avec l'oeuvre socioculturelle ; et comme le dit si bien GASTELLU (1980) - cité par NYASSOGBO et al., (1995) « *la diffusion du cacao, associée avec l'évangélisation, a favorisé une forte scolarisation de la population, comme en pays akwapim au Ghana* ».

Cette oeuvre de scolarisation initiée et exécutée par les missionnaires notamment ceux de la Mission évangélique de Brême, ceux de la Mission catholique de Bâle... a consisté en la création des écoles. Dans ces écoles était dispensé un enseignement de base d'abord en éwé puis en allemand. A la veille de la première guerre mondiale, le cercle de Misahöhe comptait près d'une centaine d'écoles.

Cependant, il faut faire remarquer que la remontée des missionnaires de la côte vers l'intérieur étant faite à partir de la région de Kéta dans le Ghana d'aujourd'hui, les structures les plus importantes susceptibles d'avoir une grande influence sur la population, étaient toutes situées dans

cette région. C'est le cas de l'école normale d'Amédzopé, du séminaire de Kéta et l'école ménagère de Ho.

Il a fallu attendre la création de l'école d'agriculture de Tové (qui sera transférée plus tard à Notsè)<sup>(1)</sup>, du centre de formation ou de recyclage des responsables des "clos d'enfants ou jardins d'enfants par l'église évangélique protestante, pour voir Kpalimé étendre son influence culturelle sur son arrière-pays immédiat et lointain. Mais cette influence reste limitée compte tenu du caractère sectoriel de la formation - l'enseignement primaire étant relativement répandu. C'est l'enseignement secondaire qui viendra renforcer davantage l'influence culturelle de la ville avec l'ouverture des cours d'enseignement général au début de l'année scolaire 1957 - 1958 avec la création du cours complémentaire de Kpalimé. Cet établissement sera transformé à la rentrée 1968 - 1969 en Lycée le seul de la région. Mais avant, à la rentrée scolaire 1958 - 1959, on a assisté à la création du premier établissement privé de la place, le collège ATAYI et du deuxième, le collège ESPOIR une année plus tard (TCHINI, 1982). Cependant, accueillant les élèves de tous les horizons - préparant pour la plupart le baccalauréat - aussi bien des préfectures voisines de la Région des Plateaux que ceux de la Région Maritime, le Lycée de Kpodzi fut au début, avec le Lycée Moderne de Sokodé, les deux plus grands établissements scolaires de l'intérieur du pays.

Au début des années 1970, il recrutait jusqu'à la moitié de son effectif dans toute la préfecture (NYASSOGBO, 1975). Même après la création du Lycée de Dayes au début des années 1980 et ceux d'Adéta et d'Agou Gadzépé au début des années 1990, le Lycée de Kpodzi, avec ses infrastructures et son corps enseignant reste l'établissement de prédilection des élèves de la préfecture de Daye, d'Agou, et de la sous-préfecture de Kpélé-Akata ; le nouveau lycée créé au début de l'année scolaire 1996 - 1997 non seulement traduit l'importance de la population scolaire, mais vient à coup sûr renforcer l'emprise culturelle de la ville sur la population scolaire de son arrière-pays.

Cette emprise de plus en plus grandissante est également l'oeuvre d'autres établissements scolaires comme le collège Protestant de Kpalimé.

Doté d'un internat pour jeunes filles qui comptait 62 élèves dont 6 étrangères au cours de l'année scolaire 1995-1996, ce collège créé par l'église évangélique presbytérienne du Togo, accueille le plus souvent, en dehors des élèves venant de la préfecture, leurs collègues venus de Lomé voire de l'étranger. Hormis ces établissements qui préparent les candidats au Baccalauréat, on a aussi le collège Saint-Esprit créé par la Mission Catholique qui assure des cours jusqu'en classe de Terminale.

---

<sup>(1)</sup> Note de cours d'Histoire du Togo, DEUG II.

Au cours de l'année scolaire 1995-1996, ils comptaient en tout 2.310 élèves dont 716 dans l'enseignement confessionnel qui, malgré les difficultés financières obligeant beaucoup de parents à se tourner de plus en plus vers l'enseignement public moins coûteux, attire encore certains parents et certains élèves. L'expérience, l'encadrement et la notoriété d'antan de ce type d'enseignement expliquent sûrement cette préférence des uns et des autres pour les écoles protestantes et catholiques.

**Tableau 6 :** Répartition des effectifs scolaires du 3<sup>e</sup> degré selon le type d'enseignement (1995-1996)

Type d'enseignement	Public	Protestant	Catholique	Privé laïc	Total
Nombre d'établissements	1	1	1	0	3
Effectif	1.594	398	318	0	2.310
Pourcentage (%)	69	17,22	13,76	0	100

Source : Enquête de terrain.

Avec cet effectif de 2.310 élèves, l'ensemble de ces trois établissements du troisième degré regroupent 34,53% des élèves des lycées et collèges de la ville, avec une primauté pour le Lycée de Kpodzi qui en concentre 23,83%.

Quant aux Collèges d'Enseignement Général (C.E.G.), ils sont au nombre de sept auxquels on peut ajouter le Collège Protestant qui a un cours complet de la classe de sixième jusqu'à la classe terminale. A ceux-là vient s'ajouter le C.E.G. Nyivémé créé au début de l'année scolaire 1996-1997.

**Tableau 7 :** Répartition des effectifs scolaires du 2<sup>e</sup> degré selon le type d'enseignement (1995-1996)

Type d'enseignement	Public	Protestant	Catholique	Privé laïc	Total
Nombre d'établissements	3	1	1	3	8
Effectif	3142	543	386	308	4.379
Pourcentage (%)	71,75	12,40	8,81	7,03	100

Source : Enquête de terrain.

Au total ces huit établissements regroupent 65,46% des élèves des Lycées et Collèges de la commune urbaine de Kpalimé. Dans ce degré d'enseignement aussi, la représentation des confessionnels est non négligeable : 21,21% des effectifs contre 30,29% dans le troisième degré. Le nombre important des C.E.G. surtout publics aussi bien dans la commune que dans le reste de la préfecture, dans lesquels on peut trouver de place plus facilement, explique cet écart relatif entre les deux degrés d'enseignement.

En dehors de ces établissements, on a deux collèges d'enseignement techniques : un privé, l'un des anciens de toute la Région des Plateaux qui souffre d'ailleurs d'un manque cruel de collèges et centres de formation technique, et un public créé au milieu des années 1980. Par ailleurs, avec la "fièvre des écoles" privées laïques<sup>(1)</sup> qui s'est emparée du Togo surtout les grandes villes, depuis près d'une décennie, on assiste ici aussi à la création de ces écoles dont le nombre augmente d'année en année. Néanmoins on est très loin de l'ampleur qu'on lui connaît à Lomé.

Dans le cours primaire, on dénombre dans la ville, 40 écoles dont 25 dans le public, 11 dans le confessionnel et 4 dans le privé laïc. Ces écoles, hormis celles du privé laïc comptent 13.051 apprenants.

**Tableau 8** : Répartition des effectifs dans l'enseignement primaire selon le type d'enseignement.

Type d'enseignement	Public	Protestant	Catholique	Privé laïc	Total
Nombre d'établissements	25	3	8	4	40
Effectif	8.211	1.069	2.657	1.114	13.051
Pourcentage (%)	62,91	8,19	20,35	8,53	100

Source : Enquête de terrain.

En se basant sur les données de l'estimation de population entre 1995 et 1996, avec un effectif total de 19.740 élèves tous degrés confondus, on s'aperçoit que la population scolaire totale représente 36,55 de la population totale de ce centre urbain qui est de 54.000 habitants.

Il est à rappeler que les élèves de la plupart des collèges techniques ne sont pas comptabilisés faute de données. Malgré cette insuffisance, on s'aperçoit tout de même que c'est un chiffre assez important. Concrètement, 1 habitant sur 3 de la ville est élève. D'ailleurs, ce chiffre doit être revu à la hausse si on ajoutait l'effectif non comptabilisé des collèges techniques, mais aussi celui des Instituts et Ecoles de formation.

**Tableau 9** : Proportion de la population scolaire selon les degrés d'enseignement dans la population totale

Degré d'enseignement	Fréquence	Absolue (effectif)	Relative (pourcentage)
1er Degré		13.051	24,16
2e Degré		4.379	7,83%
3e Degré		2.310	4,12%
Total		19.740	36,11

Source : Enquête de terrain.

(1) La création d'école privée laïque n'est pas un fait nouveau au Togo. Mais c'est la prolifération de ces écoles et le rythme de leur multiplication qui est un fait nouveau et frappant. Elle constitue sûrement un des multiples aspects de la crise de l'éducation.

En effet, en dehors des établissements scolaires, la ville de Kpalimé compte un Institut de Formation Agricole (INFA) qui recrute des candidats sur toute l'étendue du territoire, et forme des ingénieurs adjoints d'agriculture ; on a également une Ecole Normale des Institutrices des Jardins d'Enfants (ENIJE) qui forme des jardinières d'enfants. Cette école, jadis réservée à la gent féminine, reçoit à partir de l'année scolaire 1996-1997, des candidats du sexe masculin.

Il ressort de cette analyse que la ville de Kpalimé demeure un centre culturel très actif dans un milieu fortement scolarisé (NYASSOGBO, 1997).

Au total, il se dégage de cet aperçu sur l'évolution socio-économique de Kpalimé, que cette dernière fut une ville prospère sur le plan économique, social et culturel. Cette prospérité socio-économique et culturelle s'explique par des facteurs dont certains sont propres à la ville et à son arrière-pays, qu'il soit proche ou lointain, et d'autres, plus conjoncturels, c'est-à-dire relevant d'événements, d'actes plus ou moins extérieurs à la ville, ou voire de décisions politiques prises en sa faveur.

## **III.6 - LES FACTEURS DE LA PROSPERITE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE**

### **III.6.1 - LES FACTEURS ENDOGENES**

#### **III.6.1.1 - La situation géographique de la ville**

La situation géographique de la ville de Kpalimé est l'un des éléments qui ont favorisé son développement économique et social.

En effet, située dans une vaste plaine au carrefour de l'ex axe commercial Lomé-Kpalimé - Kété-Kratchi-Salaga, le centre urbain de Kpalimé est relativement facile d'accès aux populations des localités environnantes et lointaines; mais peut-être moins pour celles situées au Nord et Nord-est, qui, pour y accéder, doivent traverser le mont Kloto pour les premiers, et le plateau de Dayes pour les seconds, par des routes très étroites qui serpentent parfois au bord de profonds ravins.

D'une façon générale, cette situation géographique sur l'axe commercial a fait d'abord de ce centre urbain, un carrefour des voies menant à ces différentes localités, et celles qui arrivent du sud notamment de la côte.

Plus tard, du carrefour naîtra un marché qui prendra de l'ampleur, de l'importance au fil des années ; car située au contact de deux milieux géographiques différents qui pratiquent

deux formes de mise en valeur différentes, la ville a très tôt servi de lieu d'échanges des productions aux populations des deux milieux.

Les populations de la plaine, spécialisées dans la production des cultures vivrières déversent sur le marché du chef-lieu de préfecture, leurs productions qu'elles vendent aux commerçants et en partie aux populations des montagnes - surtout en période de soudure - qui s'adonnent à la cacaoculture et à la caféiculture. De ce fait, Kpalimé localisée au carrefour des quatre principaux axes routiers relativement praticables en toute saison reliant Atakpamé au Nord-est, Lomé au Sud-est, Ho au Sud-ouest, et Hohoè au Nord-ouest, assure la double fonction de redistribution des produits vivriers - provenant pour la plupart des paysans des plaines,- et d'approvisionnement de toutes les localités quelle que soit la forme de mise en valeur qui y est pratiquée, en produits manufacturés.

Cas typique de marché frontalier régional à l'instar de Badou (ZINSOU, 1994), sa double fonction de redistribution et d'approvisionnement des localités proches et lointaines, déborde très largement le cadre national, et s'étend jusque dans le Ghana notamment dans la vallée de la Volta pour laquelle elle constitue une porte d'entrée.

D'ailleurs l'existence de cette riche plaine est l'une des raisons qui expliquent la création de cette ville par les Allemands<sup>(1)</sup>, et plus tard, un des facteurs de son développement.

Par ailleurs, il est à rappeler que la voie ferrée Lomé-Kpalimé<sup>(2)</sup> qui fut pendant longtemps un véritable outil de développement économique de la région et qui s'arrête au pied des Monts Kloto à l'orée de la plaine de la Volta, a fait de la ville de Kpalimé un point de rupture de charge de la "ligne du cacao".

Ainsi, compte tenu de sa position par rapport à ces localités situées de l'autre côté de la frontière, elle est devenue un lieu de transit, siège d'importantes et diverses transactions et d'échanges frontaliers entre les deux pays.

En résumé, le dynamisme commercial de la ville de Kpalimé découle en partie de sa situation géographique, qui permet la naissance et le développement des activités

---

(1) Elle était créée pour permettre le contrôle des trafics et des circuits commerciaux en provenance et en direction de la colonie anglaise voisine.

(2) Avec des installations et un matériel de roulement vieux et obsolètes, cette voie n'a pas pu résister à la forte concurrence de la route. Elle est fermée depuis plusieurs années.

économiques et d'échanges. Mais ces activités commerciales sont favorisées aussi par les conditions et les potentialités de l'arrière-pays.

### III.6.1.2 - L'arrière-pays et la richesse de ses sols

La ville de Kpalimé doit sa prospérité économique, en grande partie à son arrière-pays qui, non seulement est très riche, mais très varié aussi.

En effet, si le café et le cacao ont longtemps fait la renommée de cette ville et de sa région, il faut faire remarquer qu'à côté de ces produits de rente qui ont fait le prestige de la Région des Plateaux en général, et celle de Kloto en particulier, existent une multitude de produits vivriers non moins importants.

Ainsi des divers fruits de Hanyigban, d'Agou, de Tomégbé aux pommes de terre et bananes de Dayes, en passant par l'huile de palme d'Agou, le manioc, l'ananas de Yokélé, de Tové, les ignames de Lavié, Akata et d'Avétonou..., on a tout au long de l'année, des produits agricoles très variés qui prennent d'année en année, une valeur marchande de plus en plus importante. Ils donnent aujourd'hui à la ville et à la région, une certaine image de richesse et d'abondance, et procurent surtout à la population, des revenus non négligeables atténuant ainsi les effets de la crise de l'économie de plantation dont l'une des manifestations est la chute des cours mondiaux, et par voie de conséquence, la diminution drastique des revenus des paysans.

L'arrière-pays qui produit ces différentes denrées, comprend deux zones bien distinctes : une zone montagneuse et forestière et une zone de plaine où domine la savane arborée.

La première, plus arrosée avec des totaux pluviométriques atteignant 1 600 mm par an, est la zone du café et du cacao qui poussent sur des sols ferrallitiques relativement riches. C'est également le domaine où abondent les fruits et dans une moindre mesure les pommes de terre introduites dans la région depuis l'époque allemande (AWUMEY, 1984), mais dont la culture est développée ici par des moines européens au milieu des années 1970.

Elle comprend au Nord et au Nord-est, entre autres, une grande partie du canton d'Agomé, tout le plateau de Dayes, devenu de nos jours une préfecture, une grande partie de la sous-préfecture de Kpélé-Akata, au Sud et au Sud-Est, le canton de Tové, d'Agotimé et une partie de la nouvelle préfecture d'Agou.

La deuxième, moins arrosée avec des totaux pluviométriques compris entre 1.300 et 1.400 mm par an, est plus tournée vers les cultures vivrières, notamment le maïs et l'igname. Elle comprend une grande partie de la nouvelle sous-préfecture de Kpélé-Akata avec les rizières d'Akata, d'Adéta, de Toutou, de Nyuiemabou, la riche plaine du moyen Zio qui se prolonge jusqu'à Kati, Honnougba, Avétonou, Avédzé et Amouzoukopé au sud. Toute cette région constitue l'un des greniers à maïs du Togo.

Cet arrière-pays avec ses divers produits agricoles, alimente des marchés ruraux tels qu'Avétonou, Adéta, Agou-Gadzépé, Akata, Lavié, Kpélé-Elé... où vont s'approvisionner des commerçantes qui les déversent au début, sur le marché de Kpalimé qui s'anime tous les mardis et les samedis.

Dé Kpalimé, une grande partie est acheminée sur Lomé la capitale notamment au marché de fruits et de produits vivriers de Hanoukopé par des commerçantes de Lomé. On a même noté le renforcement d'un circuit de vente de ces fruits en direction du Bénin ces dernières années. Avec le désenclavement quasi total de cette région à économie de plantation, les commerçants, essentiellement des femmes de Lomé auxquelles il faut ajouter un nombre de plus en plus croissant d'autochtones - mais avec la crise de l'emploi, des hommes notamment des jeunes diplômés s'insèrent dans le secteur - vont directement dans les régions productrices sans passer par Kpalimé.

Le développement de la culture des produits de rente, et surtout de la production vivrière et fruitière - qui sont d'ailleurs en passe de devenir la principale source de revenu de bon nombre de paysans - entretient voire conditionne les activités économiques dans la ville. Ce faisant, on peut dire que les produits agricoles en général, les céréales, les tubercules et les fruits en particulier qui font l'objet d'intenses transactions commerciales dans la région, contribuent d'une manière ou d'une autre au dynamisme et à l'essor économique de la ville, et par voie de conséquence au maintien et au renforcement de son influence et de sa prospérité.

### **III.6.2 - LES FACTEURS EXOGENES DE LA PROSPERITE**

#### **III.6.2.1 - L'action de l'administration coloniale**

En établissant son autorité sur le gros village de Kpalimé en Août 1887 avec la création quelques années plus tard de la station de Misahöhe, l'administration coloniale allemande posa un acte très important qui transforma de fond en comble et de façon

déterminante et irréversible, le destin de ce village d'Agomé que peu de choses différenciaient des autres villages du canton.

En effet, avec cet acte politique, le gros village de Kpalimé avec les nouveaux équipements et infrastructures socio-économiques et administratifs a eu de l'ascendance sur les autres localités environnantes.

Pour ces localités proches et lointaines, elle est non seulement devenue une référence, symbole et siège local du pouvoir colonial - avec tout ce que cela comporte comme formalités administratives et contraintes - mais aussi un modèle, un prototype de la civilisation occidentale qu'il faudra de gré ou de force accepter, et surtout avec lequel il faut désormais nouer et entretenir des relations soutenues et diverses.

De ses fonctions d'encadrement, de contrôle, voire de diffusion d'idées novatrices, conséquence de sa promotion en chef-lieu de cercle, naîtra une certaine emprise de la ville de Kpalimé sur l'arrière-pays. Cette emprise plus ou moins positive se développera, s'étendra, et se renforcera au fil des années. Il en découle alors la naissance et le développement d'intenses et multiformes interactions ville-campagne dans la zone, et d'importants flux centripètes et centrifuges de différente nature dont Kpalimé est le centre, le pivot principal.

Ainsi, en s'installant dans la ville, et en la dotant d'équipements sommaires de structuration et d'organisation de l'espace (marché, école, hôpital, bureaux, gare...), l'administration a d'une manière ou d'une autre participé voire jeté les jalons de la prospérité d'une ville aux arrières-pays riches, qui n'avait besoin que d'une action décisive et impulsive pour se développer.

Mais le rôle le plus important de l'administration dans l'essor de la ville sera celui qu'elle va, de concert, jouer avec les sociétés commerciales et agricoles au début du XX<sup>e</sup> siècle dans le désenclavement de toute la région.

### **III.6.2.2 - L'action des sociétés commerciales et agricoles**

Les sociétés commerciales allemandes installées sur la Côte des Esclaves avaient joué un très grand rôle dans l'histoire politique et économique du Togo.

En effet, pour d'une part protéger leurs intérêts et activités, et d'autre part faire face à la concurrence anglo-française, elles ont dû demander et obtenir - après quelques années d'hésitation - l'intervention du gouvernement allemand sur la côte ouest-africaine.

C'est à l'issue de cette intervention que sera signé le traité de protectorat qui mettra le Togo sous domination allemande. Ces mêmes sociétés - et d'autres qui seront créées après le traité - seront à l'avant-garde de l'exploitation de l'hinterland togolais. Aidées par l'administration et par les missionnaires, elles vont participer activement à la vulgarisation et à la promotion de nouvelles cultures de rente, le cacao et le café notamment, dans le sud-ouest du pays où elles ont même créé des plantations. La mutation économique, l'intensification des activités commerciales - conséquence de l'intervention multiforme allemande - vont entraîner l'essor économique de la ville qui devient un centre commercial très actif de la région.

Mais au début, l'installation des maisons de négoce dans la région et en particulier dans la principale localité, et le développement du trafic commercial qui s'en est suivi vont poser des problèmes de transport. Cela nécessite alors la mise en place d'infrastructure de communication afin de pouvoir assurer pleinement et régulièrement l'écoulement des produits vers la côte.

Intéressées en premier lieu par ce problème de transport qui commençait à poindre à l'horizon, les sociétés agricoles et commerciales se sont non seulement mobilisées pour aider les autorités coloniales allemandes en acceptant d'être mises à contribution pour sa réalisation, mais ont surtout pris le devant en réclamant premièrement, la mise en place d'une voie de communication adaptée dans le cercle de Misahöhe (AWUMEY, 1984).

Ainsi des sociétés telles que la Deutsche TogoGesellschaft (DTG) et l'Agupflanzgesellschaft vont participer à la construction du chemin de fer entre Lomé et Kpalimé, chemin de fer dénommé "la ligne du cacao" (AWUMEY, 1984).

La construction de cette ligne qui a coûté 7.800 DM (AWUMEY, 1984), fut une initiative du Comité Economique pour le Togo, un comité créé par des sociétés commerciales et certains opérateurs économiques allemands ayant des intérêts au Togo ou partisans de l'aventure coloniale allemande.

L'ouverture de cette voie ferrée permet de désenclaver une riche région qu'est le Sud-ouest du Togo, mais surtout de canaliser voire de détourner les divers circuits commerciaux de la région et ceux de la zone anglaise voisine vers Kpalimé et ensuite vers Lomé. Elle a également non seulement contribué au renforcement du rôle stratégique du chef-lieu du cercle de Misahöhe mais favorisé l'expansion des différentes activités économiques.

Au total, on peut affirmer sans risque de se tromper que la mise en activité de cette voie ferrée à partir de 1907 marque le début de la prospérité de Kpalimé, prospérité dont elle fut d'ailleurs l'un des principaux facteurs. En décidant de participer à la réalisation de cette importante infrastructure de communication, les sociétés commerciales et agricoles ont directement contribué à l'essor de la ville.

### **III.6.2.3 - L'influence de la Gold Coast sur l'évolution socio-économique et culturelle de Kpalimé**

Si beaucoup de facteurs ont favorisé l'essor socio-économique du Sud-ouest du Togo en général et de Kpalimé en particulier, il est à noter que la proximité de la colonie anglaise qu'est la Gold Coast a, elle aussi, beaucoup influencé l'évolution de cette ville secondaire togolaise dans les domaines économique, social et culturel.

En effet, sur le plan économique il faut remarquer que la Gold Coast qui avait une avance considérable sur le Togo allemand entretenait à travers les localités situées sur sa frange orientale, des relations commerciales avec Kpalimé et le Litimé au Nord-ouest dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle grâce au développement des activités d'extraction du latex dans les forêts ombrophiles du Sud-ouest togolais (GU-KONU, 1983 ; NYASSOGBO et al., 1995).

L'introduction et le développement de la culture du café et du cacao d'abord dans la colonie anglaise et ensuite au Togo, vont accroître les relations commerciales entre les deux colonies. Car la production et la commercialisation de ces produits, commercialisation qui a commencé au début du XX<sup>e</sup> siècle au Togo (AWUMEY, 1984), apparaissent comme une reconversion économique voire une réponse plus ou moins appropriée au déclin du trafic du caoutchouc en ce début de siècle (GU-KONU, 1983) et celui de la kola peu avant la première guerre de 1914 (ZINSOU, 1994). Les populations des zones de production - Akwapim, Buem, Ashanti... - et celles de la côte notamment de Kéta, très tôt mises en contact avec l'économie de marché, seront les premiers acteurs économiques de la région en général et des centres urbains en particulier.

Versées dans le commerce, elles vont non seulement intensifier les activités commerciales dans la ville naissante, mais vont aussi acheter des terres et se lancer dans la création des plantations. Ce faisant, elles ont amené les populations autochtones aussi à se tourner vers ces nouvelles activités génératrices de revenus substantiels déjà répandues en Gold Coast où certains sont des ouvriers agricoles ou propriétaires. Bien sûr, il y a eu le travail de fond effectué par les missionnaires et l'administration, mais le succès qu'a eu la culture de ces produits chez les voisins de l'ouest, les profits, les avantages, les possibilités et le prestige qu'ils procurent, ont eu un écho favorable au Togo. Ils ont sûrement stimulé et orienté le développement économique de la région et des centres urbains où ils ont considérablement renforcé les activités commerciales et permis l'expansion de bon nombre d'entre eux (F. AGBODEKA, 1972; NYASSOGBO et al., 1995). L'effet de proximité eut alors un impact sur la mise en valeur de l'arrière-pays de Kpalimé et partant sur la prospérité de la ville elle-même.

L'influence économique de la Gold Coast s'est également manifestée dans le domaine monétaire avec la livre sterling qui joua un rôle d'impulsion des activités commerciales dans les marchés frontaliers. Cette monnaie utilisée en Gold Coast et dont la valeur était très largement supérieure à celle en cours au Togo permettait aux populations de la Gold Coast et du Togo britannique d'acheter facilement certains produits manufacturés et surtout des boissons alcoolisées dont l'importation et la réexportation étaient une spécialité du Togo depuis le début de la colonisation (MARGUERAT, 1985). Elle fut le moteur et le support des échanges entre le Togo et les deux entités anglaises jusqu'au lendemain de l'indépendance de la Gold Coast en 1957.

L'abondance et la variété des marchandises, la solidité et la stabilité de la livre sterling, caractéristiques de l'avance économique prise par la Gold Coast sur le Togo ont attiré beaucoup de Togolais qui n'ont pas hésité à s'expatrier ; car comme le dit J. DRESH (1971), cité par NYASSOGBO et son équipe :

*« un travailleur pouvait s'acheter avec ses économies, un pagne par mois ; c'est à peine si en territoires francophones, il pouvait s'en procurer deux par an »*

Cette situation a fait que « la monnaie anglaise a la préférence » (Rapport 1930) des Togolais. Aujourd'hui, il n'est pas rare de trouver dans le Kloto ou en pays akposso, des

ustensiles de cuisine, ou d'autres effets qui ont des surnoms<sup>(1)</sup> ayant trait à des pièces de cette monnaie notamment les shillings et les pounds. Les autorités coloniales françaises avaient eu beaucoup du mal pour mettre fin à l'utilisation de cette monnaie au Togo.

Par ailleurs, les immigrés, de retour dans leur région d'origine, diffusent les idées reçues, les moeurs et les modes de vie copiées dans ce territoire qui vient de faire son entrée dans une économie de consommation ; ils investissent également dans l'immobilier et dans l'acquisition des terrains urbains et agricoles. On assiste alors à la naissance d'une nouvelle classe de riches et à des mutations sociales dans la région.

Sur le plan culturel, l'influence de la Gold Coast, faible au départ, sera très sensible plus tard surtout après la première guerre mondiale qui marque la fin de la période allemande au Togo.

Certes, dans le domaine de l'éducation, la colonie anglaise voisine a pris une avance car les missionnaires, premiers acteurs de l'enseignement, se sont installés, ici depuis la fin de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais le travail effectué par les missionnaires allemands dont certains étaient partis de l'Ouest -au Togo était considérable pour limiter l'écart. Néanmoins, les grandes écoles, les collèges d'enseignement techniques créés par les missionnaires et les autorités coloniales dans la zone anglaise dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avaient une réputation dans la région ouest-africaine : c'est le cas du collège d'Achimota, Accra Grammar School, Fanti High School, Accra Training College, Government Technical and Industrial Training School (F. AGBODEKA, 1972).

Après la première guerre mondiale et le départ des Allemands qui, par ricochet a entraîné la déconfiture des écoles au début, les autorités coloniales anglaises contrairement à leurs homologues allemandes qui s'étaient peu investies dans l'enseignement, ont pris en charge les écoles abandonnées par les missionnaires et les ont pourvues en corps enseignant (F. AGBODEKA, 1972).

Les populations du cercle de Misahöhe, déjà plus ou moins influencées par leurs voisins de l'Ouest, après une période d'hésitation, de méfiance et de nostalgie, vont petit à petit accepter les nouvelles autorités pour finalement les adopter. Ainsi après cinq (5) ans de domination anglaise (1914 - 1919) ces populations ont presque assimilé la culture anglaise

---

(1) Le surnom correspondait souvent à la valeur de l'article.

notamment la langue et plus ou moins le "sens des affaires" (libre entreprise). Cette assimilation fut importante à tel point qu'à la fin de cette période, et au moment où les Français allaient prendre la relève, certains parents, préférant le système éducatif anglais, ont envoyé leurs enfants en zone britannique les soustrayant ainsi du système français. Cette pratique a continué même jusqu'aux indépendances et après. Dans la ville, beaucoup d'anciens artisans ou leurs patrons ont appris leur métier en Gold Coast.

Pour ces parents et leurs voisins du Litimé, c'est un prestige, une fierté de voir ses progénitures étudier en Gold Coast où on sort "Lawyer" ou engineer" deux professions qu'ils affectionnent tant. Depuis lors, ce sont les "secondary schools", les "Colleges" les technical schools", les "polytechnics" de Ho, Kpando, Hohoè qui attirent les jeunes élèves de la région.

Si certains sont revenus après les études, d'autres par contre s'y sont établis et se sont intégrés à la société du pays d'accueil. Il n'est pas ainsi rare de trouver des cadres parfois de hauts cadres ghanéens qui sont en réalité de nationalité togolaise.

Néanmoins, le phénomène contraire où des anglophones viennent en milieu francophone étudier, n'est pas absent (ABAYA, 1991). Ces dernières années, ce sont les "Training schools" et autres centres de formation d'Accra qui exercent une véritable attraction sur les jeunes Togolais en général, et ceux des villes en particulier. Ceux-ci et leurs parents se sont rendus compte de la défaillance et de l'insuffisance chronique et caractérisée du système éducatif qui leur est appliqué ainsi que de son inadaptation et de son inadéquation avec la réalité actuelle surtout avec un marché du travail aux règles et conditions d'accès particulièrement dures voire très sévères. Cette multiple et persistante influence de la Gold Coast devenue Ghana sur les populations togolaises et celles des régions frontalières en particulier, n'est en fait que la conséquence et la manifestation la plus concrète de l'avance prise par cette ancienne colonie britannique sur son voisin de l'Est depuis les premières années de la colonisation. L'avance et l'influence qui en découlent sont tellement importantes que les divers problèmes politiques et économiques qui ont par moments secoué le Ghana ne les ont nullement pu écorner.

Au niveau de la langue, il faut noter que l'anglais d'abord langue de travail, est très rapidement devenue la langue de communication, les échanges commerciaux entre les deux

colonies ayant facilité son assimilation rapide par une grande partie de la population<sup>(1)</sup>, ce qui fait qu'aujourd'hui, beaucoup de termes anglais sont encore utilisés par les habitants de la ville. Ainsi "Town Hall" qui désignait jadis la salle de délibération du conseil municipal, désigne aujourd'hui la Mairie (NYASSOGB0, 1997). Il en est de même pour "Town council", "beni ground" et bien d'autres. Le premier qui désignait jadis le conseil municipal, a servi jusqu'à la fin des années 1970, à désigner les agents du service d'hygiène, ceci en souvenir du service chargé de la propreté de la ville mis sur pied dans le temps ; quant au deuxième, qui n'est en fait que la déformation du "burial ground", désigne le cimetière.

Il ressort de ce bref aperçu que l'influence de la Gold Coast sur la vie économique, sociale et culturelle de la ville de Kpalimé a été considérable. Cette influence qui s'explique en partie par la proximité - qui a permis la naissance et le développement de divers types de relations, elles-mêmes favorisées par l'existence d'un réseau de voies de communication assez dense dans la région -, l'inégal développement économique social et culturel des deux colonies, une histoire politique et économique presque identique, a été positive à plusieurs égards et est à l'origine de nombreuses mutations.

En résumé, la ville de Kpalimé et toutes les régions proches et lointaines qui dépendent d'elle ont, entre les premières années de la colonisation jusqu'à la fin de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, connu sur le plan économique, social et culturel, de profondes mutations caractérisées par une prospérité dans presque tous les domaines.

Cependant, vers la fin des années 1950, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, des signes d'essoufflement de l'économie rentière d'abord peu sensibles, apparurent et prennent ensuite l'allure d'une véritable crise qui met fin à la prospérité, et le rend alors précaire et éphémère.

Un malaise généralisé semble alors succéder à la grande euphorie caractéristique de la plupart des zones de plantations du Togo, du Ghana, et de la Côte d'Ivoire mais à des degrés divers. Comment le phénomène s'est-il manifesté ici ? Quels en sont les facteurs explicatifs et les conséquences qui en ont découlé ? Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles le chapitre suivant tentera de répondre.

---

<sup>(1)</sup> L'anglais "raffiné" est utilisé par les lettrés alors que le pidgin english et le Twi ou l'Akan, langue des Ashanti, sont utilisées par les commerçants et le reste de la population. C'est ce qui explique l'existence de beaucoup de noms anglais et ashanti.

## CHAPITRE IV : LA DECADENCE EN QUESTION

### IV.1 - LA DECADENCE ET SES CARACTERISTIQUES

Quand on parle de décadence, cela sous-entend qu'il y a eu, à une époque donnée et à un certain niveau, une prospérité tangible, remarquable et remarquée, mais que celle-ci n'existe plus.

Comme nous l'avions montré dans le chapitre 3, la ville de Kpalimé et sa région ont, dès les premières années de la colonisation jusqu'à la veille des indépendances, connu une prospérité et un dynamisme dont les principaux facteurs furent entre autres : la situation géographique, la richesse de l'arrière-pays et l'action déterminante de la colonisation à travers les missionnaires, les administrateurs mais surtout les commerçants.

Située au croisement de deux principaux axes commerciaux (l'axe Lomé-Kpalimé-Salaga, et l'axe Lomé-Kpalimé-Atakpamé-Parataou-Djougou) empruntés par les trafiquants et les commerçants pendant la période précoloniale, la ville de Kpalimé a vu affluer et s'installer beaucoup de sociétés commerciales avec d'abord l'ouverture de la route carrossable dans les années 1890, et ensuite la construction de la ligne de chemin de fer Lomé-Kpalimé. Celle-ci va d'ailleurs insuffler un nouveau dynamisme aux échanges commerciaux et au développement agricole dans la région.

Les tableaux 10 et 11 attestent ce dynamisme commercial traduit par le tonnage des marchandises et la circulation des personnes sur la ligne de chemin de fer Lomé-Kpalimé.

**Tableau 10:** Circulation des personnes (y compris les bagages) sur les lignes de chemin de fer du Togo en 1912 et 1913

Ligne \ Année	1911		1912	
	Personnes	Valeur	Personnes	Valeur
Lomé-Aného	74.344	82.394 M	70.139	74.449 M
Lomé-Kpalimé.	70.307	117.099 M	75.082	131.425 M
Lomé-Agbonou	39.859	80.692 M	43.740	83.577 M

Source : Ahadji A.Y. : Les Echanges entre Lomé et Palimé du temps colonial 1884-1920 in Le Centenaire de Lomé, Capitale du Togo, pp. 145-160. (A paraître dans les Presses de l'Université du Bénin)

Tableau 11 : Transport par frêt 1911 et 1912

Tronçons	Frêt/tonne	Valeur	Frêt/tonne	Valeur
Lomé-Aného	736 T	13.722 M	8.152 T	31.319
Lomé-Kpalimé	12.614 T	292.559 M	14.733 T	319.756 M
Lomé-Agbonou	8.567 T	185.234 M	10.197 T	245.064 M

Source : Ahadji A.Y. : Les Echanges entre Lomé et Palimé du temps colonial 1884-1920 in Le Centenaire de Lomé, Capitale du Togo, pp. 145-160. (A paraître dans les Presses de l'Université du Bénin)

Les données des tableaux 10 et 11 montrent clairement l'importance du volume des marchandises transportées par frêt, et celui des personnes qui dépassent de loin les données des deux autres lignes.

Ces marchandises étaient destinées aux nombreuses sociétés commerciales européennes installées dans la ville, et leurs succursales créées dans la région. Quant aux voyageurs, ils sont pour la plupart des courtiers et des commerçants de Lomé, dont certains cherchèrent même à consolider leur position sur la place commerciale de Kpalimé par l'acquisition de biens fonciers (Ahadji, 1997). Au fil des années, et avec le développement de la cacao-culture et de caféiculture dans l'arrière-pays, dont la production est très tôt passée de 27 kg entre 1899 et 1900 à 334,914 kg à la veille du premier conflit mondial, se sont développées dans la ville, des activités commerciales très variées.

Celles-ci se déroulent surtout les jours de marché où des camions surchargés, le train aux wagons bondés débarquent des marchandises et des voyageurs ; à ceux-là s'ajoutent ceux qui viennent à pieds. On y vient pour vendre les différents produits agricoles mais aussi et surtout pour s'approvisionner en produits manufacturés dans les nombreuses boutiques achalandées et autres produits de première nécessité tels que : le pétrole, le sel, les poissons... dans le marché. Tout ceci se passe souvent dans une animation et une ambiance inouïes et effervescentes dont le point focal reste le marché et les quartiers du centre-ville où comme le dit NEMO (1958)

*« des voitures, aussi affairées que les hommes, ont de la peine à se frayer une route à travers la foule qui encombre les dix ou douze artères principales de la ville ».*

Aujourd'hui, malgré les déboires et la désaffection des populations pour ces cultures de rente qui étaient à l'origine de ce dynamisme et de cet essor, elles occupent encore 10% des actifs de la Région des Plateaux avec 34.643 exploitants.

L'impact socio-économique qui découla de ce dynamisme agricole et commercial entre 1940 et 1960 fut considérable et est marqué par la construction de nombreuses maisons à deux niveaux abritant les boutiques, l'enrichissement des paysans, des planteurs, des commerçants, des artisans, l'essor des centres urbains et semi-urbains, la modernisation de l'habitat urbain et rural, le développement du réseau routier et des activités économiques. Cependant comme toutes les communautés rurales d'Afrique sub-saharienne en général et les régions à économie de plantation en particulier, Kpalimé et sa région sont frappées de plein fouet depuis près de deux décennies par la crise économique. Celle-ci en réalité n'a fait qu'accélérer le processus de baisse des activités économiques constatée dans la ville quelques années plus tôt.

Le dynamisme et l'essor économique doublés d'un épanouissement socio-culturel se sont progressivement émoussés laissant la place à une léthargie assez longue qui frise plus la décadence.

Qu'en est-il exactement ?

Du latin médiéval *decadentia*, *cadere*, qui veut dire tomber, la décadence signifie la dégénérescence, le déclin. On peut donc assister à la décadence des valeurs culturelles, sociales et économiques d'un peuple, d'un pays... et par voie de conséquence à la décadence de ce peuple, de cette région ou de ce pays. Utilisé en histoire pour décrire la fin d'un règne ou de l'épanouissement d'une civilisation, d'un royaume ou empire, ce mot est apparu dans le vocabulaire géographique pour désigner et décrire le phénomène de baisse ou de ralentissement de la croissance économique et sociale de certaines villes.

De tout ce qui précède, il en résulte alors que la décadence suppose toujours qu'il y a eu une période de progrès, de prospérité. Ainsi, la décadence succède toujours à l'épanouissement et que l'un comme l'autre a été possible grâce à la conjonction de différents facteurs dont certains sont plus déterminants que d'autres.

D'une façon générale, deux principaux phénomènes caractérisent la décadence des villes secondaires en Afrique : d'une part il y a le déclin des différentes activités socio-économiques qui sont à la fois la manifestation et les facteurs de la prospérité de la ville, et d'autre part, il y a la perte progressive et parfois presque totale des différents pouvoirs et influences de la ville sur son arrière-pays auquel il faut ajouter dans certains cas, la baisse du taux d'accroissement de la population.

Ainsi dans plusieurs pays d'Afrique centrale et occidentale, beaucoup de villes ont eu à vivre cette situation caractérisée par une période de prospérité suivie d'une période de léthargie voire de déclin.

Au Cameroun, plusieurs villes des forêts du Centre et de l'Est situées pour la plupart dans l'aire d'influence de Yaoundé la capitale connaissent ce phénomène. C'est le cas de Batouri, Abong, Mbang qui, en l'absence d'un véritable essor économique local, offrent plutôt le spectacle de longues rues commerciales désertes et aux boutiques fermées, de perte sèche en emplois et en pouvoir d'achat, en plus de la disparition du rôle régional (MARGUERAT et COTTEN, 1972).

En dehors du cas de ces villes, il y a celui de la ville d'Obala et surtout celui de Mbalmayo qui est relativement dramatique. Cette ville créée au début des années 1920, fut jusqu'aux années 1960 grâce à l'exploitation du cacao et du bois, un important centre de collecte de produits de rente et de redistribution de produits manufacturés, bref une véritable plaque tournante dans le sud-Cameroun (MARGUERAT, 1972). Mais depuis le milieu des années 1970, fortement concurrencée par la ville de Ngoumou, presque phagocytée par la toute puissante Yaoundé, cette ville ne cesse de perdre son influence commerciale et politique. De même, les activités économiques ne cessent de péricliter dans la ville.

C'est ainsi qu'entre 1960 et 1970, 11 compagnies commerciales ont dû fermer leurs portes (MARGUERAT, 1970).

Cette même situation de naissance et de développement le plus souvent réalisés sous l'action de la colonisation, suivie de dépérissement et de déclin dûs à plusieurs facteurs, se rencontre également dans les régions de plantation du Ghana, et de la Côte d'Ivoire.

Au Togo, la ville de Mango qui est, tout comme Kpalimé, située sur l'axe commercial venant de la côte et passant par Salaga, Yendi, Mango en direction du riche pays haoussa, a connu elle aussi une prospérité relative. Celle-ci justifie d'ailleurs son choix par l'autorité coloniale allemande comme pôle de commandement et de quadrillage de la région.

Avec la disparition des anciens courants d'échanges et malgré l'action de l'administration allemande et post-coloniale qui l'ont érigée d'abord en chef-lieu de cercle et ensuite en chef-lieu de région, la ville de Mango n'a non seulement pas pu résister à la disparition du commerce de la kola et du bétail, mais surtout su montrer un réel dynamisme économique axé sur d'autres produits ou facteurs dynamisants. Elle entra alors dans une

longue période de déclin, qui s'est aggravée avec la perte du rôle de chef-lieu de région en 1965 au profit de Dapaong située plus au Nord presque à la frontière du Burkina au Nord et celle du Ghana à l'Ouest.

De même Aného, située à 45 km sur la côte à l'Est de Lomé, après des années de gloire due d'abord à sa situation géographique, ensuite aux multiples et intenses échanges commerciaux qu'elle entretenait d'une part avec l'hinterland et d'autre part avec l'Europe, et enfin à son rôle de capitale du Togo allemand, entra dans une période de décadence. Celle-ci presque absolue semble trouver son explication dans le choix de Lomé comme capitale du Togo en 1897, mais surtout dans l'essor prodigieux de Lomé qui ne cesse d'étendre son influence trop grande et asphyxiante sur les villes secondaires de l'intérieur surtout les plus proches.

En ce qui concerne les caractéristiques de la décadence et dans le cas concret du centre urbain de Kpalimé, sur le plan économique surtout commercial même si cette ville paraît animée surtout les mardis et les samedis, jours de marché, cette animation semble cacher en fait une certaine morosité, un malaise que seuls des entretiens et des discussions avec les différents acteurs économiques ou des témoins de la période de gloire de la ville permettent de déceler.

En effet, la ville de Kpalimé malgré l'apparence connaît depuis plusieurs années, des problèmes de développement économique dont la manifestation la plus concrète est le ralentissement ou la baisse totale des activités commerciales ; alors que ce commerce était florissant jusqu'à la veille des indépendances (NYASSOGBO, 1975).

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Tous les anciens employés de commerce devenus gérants pour la plupart, sont unanimes pour affirmer avec force que les affaires "marchaient mieux".

Tout le monde évoque à Kpalimé les souvenirs de la belle époque où les magasiniers travaillaient les jours de marché parfois jusqu'à minuit (NYASSOGBO, 1975).

Sur les 41 boutiques relevant du commerce structuré et semi-structuré que nous avons enquêtées, seules 2 - soit 5% d'entre elles ont une durée d'installation excédant 25 ans à Kpalimé. La majorité - 26 - 65%, ont moins de 10 ans d'existence alors que -12 - 30% ont entre 10 et 20 ans d'existence comme l'indique le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des commerces (boutiques) selon la durée d'installation à Kpalimé

Durée	Effectifs	Pourcentage
- de 2 ans	10	25%
2 - 5 ans	16	40%
6 - 10 ans	6	15%
11 - 15 ans	6	15%
16 - 20 ans	-	-
21 - 25 ans	-	-
25 ans et plus	2	5%
N.D	1	2,4%
Total	41	100%

Source : Notre enquête de terrain.

La sous-représentation des anciennes boutiques c'est-à-dire celles créées avant ou pendant la période de gloire est une conséquence de la baisse des activités qui a obligé certains commerçants ou sociétés commerciales à fermer leurs boutiques ou à se replier sur la capitale.

Sur le site de l'ancien marché et tout autour on trouve encore au bord des artères, de nombreuses maisons à deux niveaux qui étaient en fait les magasins et les boutiques des sociétés commerciales telles que la UAC, la JOHN HOLT, la CFAO..., aujourd'hui fermées. Certains de ces magasins appartiennent à des particuliers notamment des commerçants issus des familles qui ont su profiter de l'essor économique pour s'enrichir. C'est le cas des TAMAKLOE, des MALM, des SEDDOH, des GASSOU, POMARY, AMATO et bien d'autres... Bon nombre de ces boutiques et magasins sont aujourd'hui presque vides ou soit abritent les activités très secondaires qui ne cadrent pas du tout avec la nature du local: salle de jeu de Lotosport, atelier de réparation d'appareil électro-ménagers, ou de réparation de montre etc... Cette pratique n'est qu'une belle illustration de la faiblesse des activités économiques ; cette baisse des activités commerciales qui semble transparaître ici dans les propos de M. Kofi AMEGNENOU, ex-employé qui déclarait :

*« Lorsque j'arrivais à Kpalimé à la fin des années 1940, il y avait plusieurs magasins de commerce appartenant aussi bien à des Blancs qu'à des sociétés comme CFAO, JOHN HOLT, UAC, J.B. Ollivant... Mais ces magasins sont presque tous fermés. Les Blancs sont partis. Certes, il y a de petites boutiques tenues par des Haoussa, mais je suis sûr que ce n'est plus comme avant... ».*

Même la ligne de chemin de fer qui fut le véritable moteur du dynamisme économique de la région est aujourd'hui fermée. Cette voie de communication avec son matériel roulant très vétuste, ses rails aux écartements inadaptés aux nouvelles normes, n'a pas pu résister à la forte concurrence de la route. Seuls subsistent les bâtiments de la gare devenue le refuge des lézards et de quelques enfants de la rue.



Photo n° 3: Vue d'un magasin de commerce délabré sur l'ancien site du marché



Photo n° 4: Vieilles boutiques aujourd'hui fermées

Au niveau des artisans la situation n'est pas tellement différente ni meilleure même si la durée d'existence des ateliers paraît plus longue comme l'indique le tableau 13.

Cette situation semble s'expliquer par le fait que, ce sont le plus souvent des activités économiques demandant et utilisant des moyens financiers relativement moins importants, car ce sont des ateliers de petite taille, parfois familiaux.

Non seulement ils ressentent moins le coup, mais la reconversion se fait très rapidement quitte à s'adonner de temps en temps à l'ancienne activité.

Tableau 13 : Répartition des ateliers selon la durée d'installation

Durée \ Effectifs	Effectif absolu	Pourcentage
0 - 5 ans	11	34,37%
6 - 10 ans	9	28,12%
11 - 20 ans	6	18,75%
21 - 30 ans	3	9,37%
31 - 40 ans	3	9,37%
Total	32	100%

Source : Enquête de terrain.

Monsieur AMATO riche commerçant parlant de la ville dans les années 1940 jusqu'au début des années 1960 disait :

*« ... Oh ! Kpalimé en cette période était une ville animée, vivante. Aujourd'hui, tout est en déconfiture... La ville traverse une période difficile de son existence, il n'y a plus d'argent ; les commerçants ne vendent plus. Alors qu'avant, si on n'est pas paresseux, on pouvait s'enrichir très facilement. Il suffisait d'avoir une bonne volonté et du courage pour sillonner par exemple les fermes, balance à la main. De nos jours, même dans les fermes, les gens n'arrivent plus à vivre... ».*

Madame ROBIN, l'une des grandes et anciennes boulangères de la ville nous confiait ceci :

*« ... Notre activité nous permettait avant de bien vivre et de faire des réalisations. C'est grâce à elle que nous avons pu construire mon mari et moi cette maison. J'ai des palmeraies sur la montagne, un terrain et une maison à Lomé... aujourd'hui on ne peut plus vivre convenablement pour prétendre réaliser quoi que ce soit ; surtout que les choses coûtent cher maintenant. Il n'y a plus d'argent et Kpalimé n'est plus ce qu'elle était quand j'étais jeune... ».*

Comme on peut le constater, à défaut d'un éventail plus important et plus diversifié de données quantifiables et quantifiées qui permettent de mesurer, d'appréhender le phénomène et de l'analyser quantitativement, ces propos et les différents témoignages révèlent et démontrent que la ville de Kpalimé est en train de vivre une situation particulière différente de ce qu'elle avait connue plusieurs années voire décennies avant. Cette situation, loin d'être réconfortante, retient plutôt l'attention et son évolution suscite des interrogations car comme le fait remarquer M. ZIKPUI un électromécanicien sexagénaire, la ville connaît une évolution négative. En effet dit-il,

*« ... Après plusieurs années d'études et de travail au Ghana, je suis venu retrouver ma ville sans un très grand changement. J'ai l'impression que la ville n'évolue pas. Les choses semblent plutôt se dégrader; les affaires ne marchent pas ; le commerce n'est plus florissant comme avant sauf à la fin des années 1970 et au début des années 1980 où on a noté une certaine "vivacité" mais après cette période, on vit une situation de misère dans la ville et dans les campagnes... ».*

Au niveau de la perte d'influence de la ville vis-à-vis de son arrière-pays, elle est caractérisée par le fléchissement de l'immigration occasionnelle et périodique en direction de la ville pour des raisons de formalités administratives, pour des raisons de santé sauf pour les cas graves pour certaines raisons commerciales et enfin pour des raisons de scolarité dans une moindre mesure.

Le développement des centres semi-urbains dotés d'infrastructures sommaires où sont offertes la plupart de ces prestations de services responsables des déplacements périodiques, outils et éléments de la domination et de l'emprise sur l'arrière-pays, expliquerait en partie cette situation. Car que ce soit à Elé, Agou-Gadzépé ou Amouzoukopé, les populations semblent sentir de moins en moins, sur plusieurs plans, le poids de Kpalimé. Quoi qu'il en soit, le déclin apparent et relatif des activités économiques dans la ville de Kpalimé et l'effritement progressif de son emprise sur sa zone d'influence traditionnelle tirent leur origine dans une série de causes et de facteurs dont les plus importants sont d'ordre économique et politico-administratif.

## **IV.2 - LES FACTEURS DE LA DECADENCE**

### **IV.2.1 - LES FACTEURS POLITICO-ADMINISTRATIFS**

#### **IV.2.1.1 - La consécration de la frontière coloniale entre le Togo et le Ghana**

Après le partage provisoire du Togo allemand entre les Français et les Anglais en 1914, les deux entités politiques sous-mandat de la S.D.N. puis sous-tutelle de l'ONU, vont coexister sans heurts majeurs - du moins au début - ; les communautés installées de part et d'autre des frontières arbitraires et artificielles ignorant l'existence de ces dispositifs, vont initier et entretenir diverses relations entre elles. Celles-ci seront favorisées voire renforcées quelques années plus tard par la disparité monétaire entre les deux colonies.

En effet, à partir de 1923, l'autorité coloniale française va introduire dans la zone française, une nouvelle monnaie, le franc qui va désormais remplacer le shilling jusque-là en cours dans toute la région (ABAYA 1991) et dont la valeur est supérieure à celle du franc la nouvelle monnaie. Cependant, au fil des années, et vu l'ascendance toujours grande que Kpalimé a sur les régions

environnantes, les autorités anglaises de la Gold Coast prendront diverses mesures pour pallier cette situation.

Dans un premier temps, ces mesures avaient pour objectifs de réduire au maximum, l'emprise que Kpalimé avait sur son arrière-pays occidental en détournant les principaux axes commerciaux vers la zone anglaise. Mais à terme, il s'agissait de couper définitivement Kpalimé de Ho et de Kpando, les plus riches districts du cercle de Misahöhe.

*« ... C'est pourquoi le gouvernement anglais a cherché à briser par tous les moyens, ces relations en soustrayant les districts de Ho et de Kpando de l'attraction du chemin de fer de Kpalimé... »*

*« ... un puissant cordon douanier est créé pour détourner les producteurs de cette voie commerciale ».*

Ainsi,

*« ... il fait de la Volta non seulement une voie d'écoulement des produits, mais encore une voie d'attraction de marchandises européennes. Des routes sont alors construites qui convergent vers ce fleuve... » (AWUMEY, 1984).*

Toutes ces actions ne sont pas de nature à favoriser le bon déroulement des activités commerciales entre cette grande zone productrice de café et de cacao et le principal centre de collecte de ces produits qu'est la ville de Kpalimé, étant donné que ce sont des actions coercitives prises à l'encontre de la partie la plus riche, la plus développée et la plus dynamique du cercle de Misahöhe.

Par ces différentes actions, les autorités anglaises de la Gold Coast ont petit à petit matérialisé sur le terrain, les frontières territoriales issues du partage définitif de 1919 dont les tracés ont été modifiés entre 1927 et 1929 (AKAKPO A.). Ce faisant, elles ont privé du moins théoriquement, la ville de Kpalimé d'un important marché d'approvisionnement et d'une clientèle de taille que constituent les populations des districts de Ho et Kpando ainsi que de leurs arrière-pays, populations dont le niveau de vie est largement supérieur à celui de leurs voisins de l'Est. Ces mesures sans grands effets sur le bon déroulement des activités commerciales au début (rapport 1931) constituent en fait une entrave au développement ultérieur des deux zones frontalières car comme le dit M. MENSAH membre du conseil des notables,

*« ... La frontière actuelle met le Togo et la Gold Coast dans une situation de deux fumeurs auxquels on aurait donné à l'un du tabac, à l'autre la pipe. Aucun ne pourrait fumer. Les deux zones limitrophes possèdent en effet, l'une les produits, l'autre les moyens de transport... »<sup>(1)</sup>.*

S'il est vrai que la frontière en tant que telle n'a, en rien entamé l'essor commercial de la ville (rapport 1931) au début, elle aura du moins permis aux autorités anglaises de la Gold Coast de canaliser et de contrôler dans une moindre mesure, le trafic très intense entre la zone anglaise et la zone française, dont le principal

<sup>(1)</sup> Conseil des Notables : Procès-verbal de la séance du 19 Avril 1923 in Rapport 1923, cité par Aduayom dans "Frontière contre peuple en Afrique noire : le cas des Ewé, Paris, 1975.

pôle d'attraction et la plaque tournante fut Kpalimé qui y tira d'ailleurs son essor et sa renommée. C'est la raison pour laquelle la matérialisation des frontières terrestres et le contrôle du trafic eurent à terme des antécédents fâcheux sur l'ampleur des échanges et par voie de conséquence sur l'évolution d'ensemble des activités économiques de la ville. La frontière est également à l'origine de la naissance et du développement d'un trafic diffus dans les régions frontalières (ABAYA, 1991 ; ZINSOU, 1994). Mais c'est surtout la perte des deux districts de Ho et de Kpando qui va affecter les activités commerciales de la ville surtout après le désenclavement de la Volta-Region au début des années 1960 avec la construction d'un pont sur le fleuve Volta. Ce désenclavement sera suivi de l'adoption de mesures de contrôle plus rigoureux des frontières par les nouvelles autorités ghanéennes (GU-KONU, 1978).

En définitive, le tracé et la concrétisation effective de la frontière entre le Togo et le Ghana vont non seulement contribuer à une réduction considérable de la zone d'influence traditionnelle de Kpalimé, mais elles vont constituer une entrave au libre échange entre les deux communautés et partant à l'essor des pôles d'animation et d'organisation des échanges que sont les marchés inter-régionaux frontaliers de la région notamment celui de Kpalimé.

#### **IV.2.1.2 - Les relations conflictuelles entre le Togo et le Ghana**

Le Togo et le Ghana ont entretenu pendant longtemps, des relations tumultueuses sur le plan politique.

Au début, les raisons de cette situation semblent découler des péripéties de la lutte des peuples africains pour l'autodétermination<sup>(1)</sup>.

En effet, dans le processus de décolonisation des colonies françaises et anglaises d'Afrique en général et de celles qui sont sous tutelle de l'ONU en particulier, il fut organisé en 1956 un référendum sur l'avenir politique du Togo Britannique. A l'issue du vote, les populations, dans leur majorité, optèrent pour le rattachement à la Gold Coast plutôt que la réunification du Togo allemand.

Les nationalistes togolais accusèrent alors leurs collègues de la Gold Coast notamment N'KRUMAH d'avoir usé de stratagème et de manipulation pour obtenir ce rattachement. Plus tard, les autorités de la Gold Coast devenue Ghana accusèrent leurs homologues togolaises de soutenir des opposants au régime de N'KRUMAH notamment des amis du Docteur DANQUAH son rival.

Ce climat de suspicion et d'accusation réciproque prit fin avec la disparition du régime d'OLYMPIO au Togo en 1963, et quelques années plus tard de celui de N'KRUMAH au Ghana ; néanmoins, il fut à l'origine d'un coup de froid dans les relations politiques et diplomatiques entre les

---

(1) *Le monde contemporain du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, fascicule d'Histoire des lycées et collèges. Buckner, ODONKOR.*

deux pays nouvellement indépendants. Les conséquences qui en découleront se ressentiront dans d'autres domaines.

En 1977, les relations entre les deux pays se sont de nouveau dégradées suite à une affaire de mercenaires.

En effet, une attaque de la capitale togolaise par un groupe de mercenaires fut déjouée. Les autorités togolaises avaient alors accusé le Ghana d'avoir abrité et facilité la préparation du commando. La conséquence directe de cette situation fut la fermeture des frontières entre les deux pays. Et depuis lors, les relations entre les deux voisins sont demeurées tendues et émaillées d'incidents qui entraînent de fréquentes et parfois longues fermetures des frontières. C'est le cas en 1982, 1983, 1986 et surtout en 1992-1993 où la fermeture a duré plusieurs mois. Ces fermetures ont des conséquences fâcheuses sur les activités économiques surtout commerciales de part et d'autre de la frontière. Elles rendent les transactions difficiles voire impossibles aux opérateurs économiques et les découragent.

Que ce soit à Lomé ou à Kpalimé, la place qu'occupe la clientèle venant du Ghana est assez importante. L'absence de cette catégorie de clientèle sur les marchés est très vite perçue et ressentie par les commerçants togolais qui s'en plaignent très souvent dès que le problème se pose.

La persistance de la situation a obligé les grands commerçants de la partie ghanéenne du secteur de Kpalimé à se tourner carrément vers Accra ; les plus courageux s'adonnent à la contrebande.

#### **IV.2.1.3 - L'éclatement de la Préfecture de Kloto**

Le cercle de Kloto, créé dès les premières années de la colonisation, a, après le rattachement définitif des districts de Ho et Kpando à la Gold Coast, une superficie de 2.675 km<sup>2</sup>.

Jusqu'en 1967, Kloto ne constituait qu'une seule entité administrative regroupant tous les cantons éwé de cette partie du pays auxquels il faut ajouter une minorité Ahlon et Agotimé comme l'indique la carte N°8.

Il était alors limité au Nord par la circonscription d'Akposso, à l'Est par celle de Nuadja, à l'Ouest par le Ghana, et au Sud par la circonscription de Tsévié. Mais à partir de cette année jusqu'au début des années 1990, l'ex-circonscription de Kloto subira une série de restructurations administratives successives qui eurent pour conséquences, le démantèlement de la région en de

petites entités politico-administratives. Les cartes N° 8, 9, 10 montrent l'évolution administrative de cette partie du sud-ouest du Togo.

En 1967 fut créé le poste administratif d'Agou avec Agou Gadzépé comme chef-lieu. Avec une superficie de 1.040 km<sup>2</sup>, le poste d'Agou qui ne constituait en fait que la partie sud de la circonscription administrative de Kloto, obtient alors une autonomie politico-administrative vis-à-vis de Kloto.

En 1975, ce fut le tour du Plateau de Dayes, situé au Nord-ouest de devenir poste administratif. Couvrant une superficie de 384 km<sup>2</sup>, ce poste a pour chef-lieu Danyi-Apéyéomé.

En 1991, les deux postes rebaptisés sous-préfectures en 1981, furent érigés en préfectures obtenant ainsi leur autonomie complète vis-à-vis de Kpalimé. La même année, une nouvelle sous-préfecture, celle de Kpélé-Akata située à l'Est fut créée.

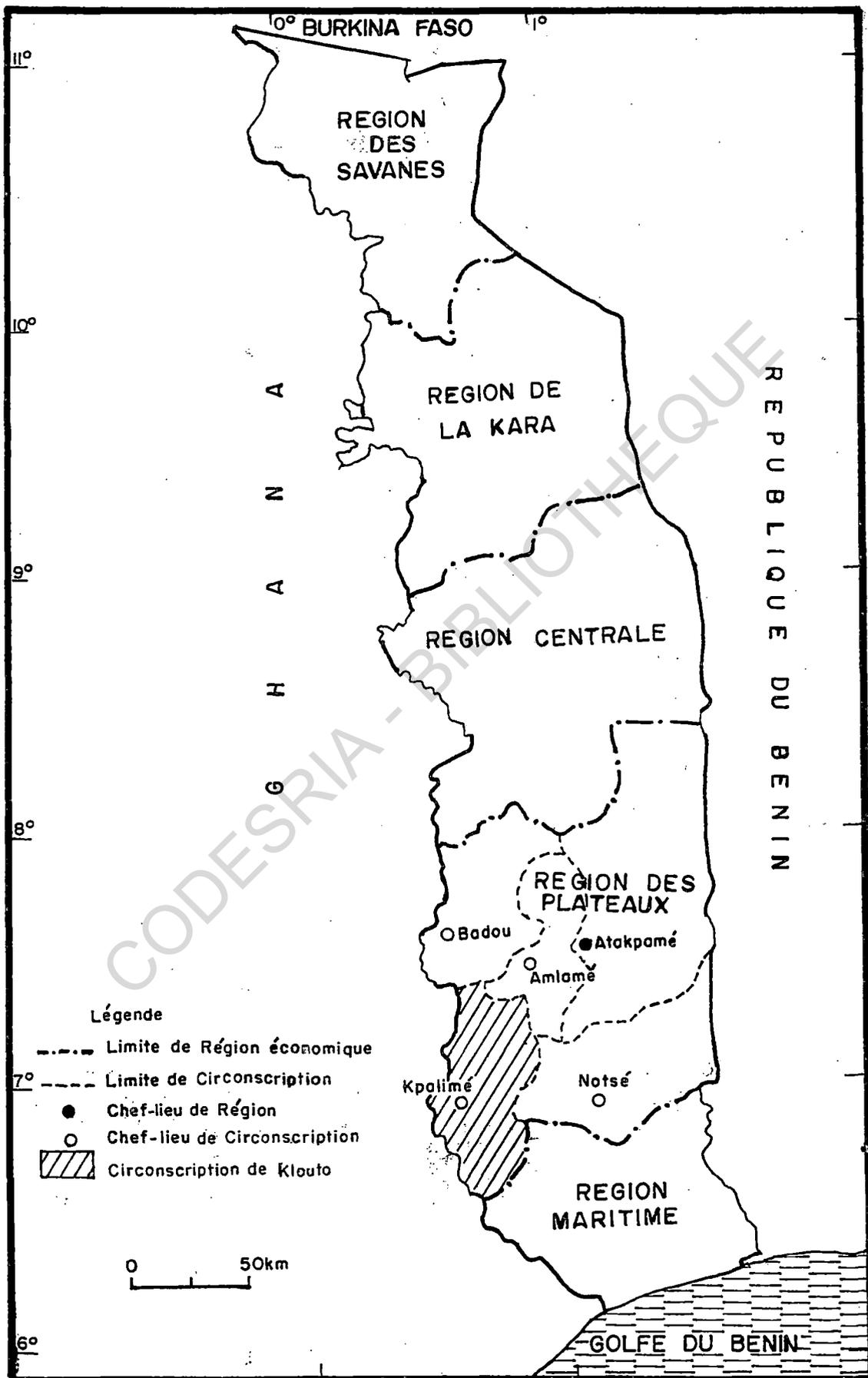
Au total, l'ex-circonscription de Kloto compte aujourd'hui trois préfectures et une sous-préfecture comme l'indique la carte 10.

Certes, la fonction de "poste administratif" ne représente pas grand'chose en fonctions réelles (MARGUERAT, 1981); mais la création de ces nouvelles entités administratives et leur fonctionnement ont indubitablement fait perdre à la ville de Kpalimé, une partie importante de sa zone d'influence ; car la mise en place de certaines infrastructures permettent aux populations de trouver sur place les biens et les services pour lesquels ils étaient obligés autrefois de se rendre à Kpalimé.

Sur le plan économique, ces régions constituent la partie la plus importante et la plus riche de l'arrière-pays de Kpalimé. Elles abritent des infrastructures économiques, deux marchés régionaux, notamment de grande importance où s'effectuent d'importantes transactions commerciales, et autour desquels s'organise une intense vie économique. Cependant, si l'influence économique et socio-culturelle dans une moindre mesure, du chef-lieu de Kloto sur les populations de la préfecture de Dayes et de la sous-préfecture de Kpélé-Akata, très largement écornée est loin de prendre fin dans un proche avenir en raison de leur situation géographique par rapport à Lomé la capitale, et à Kpalimé, la situation pourrait évoluer très rapidement vers une diminution considérable de cette influence dans la préfecture d'Agou.

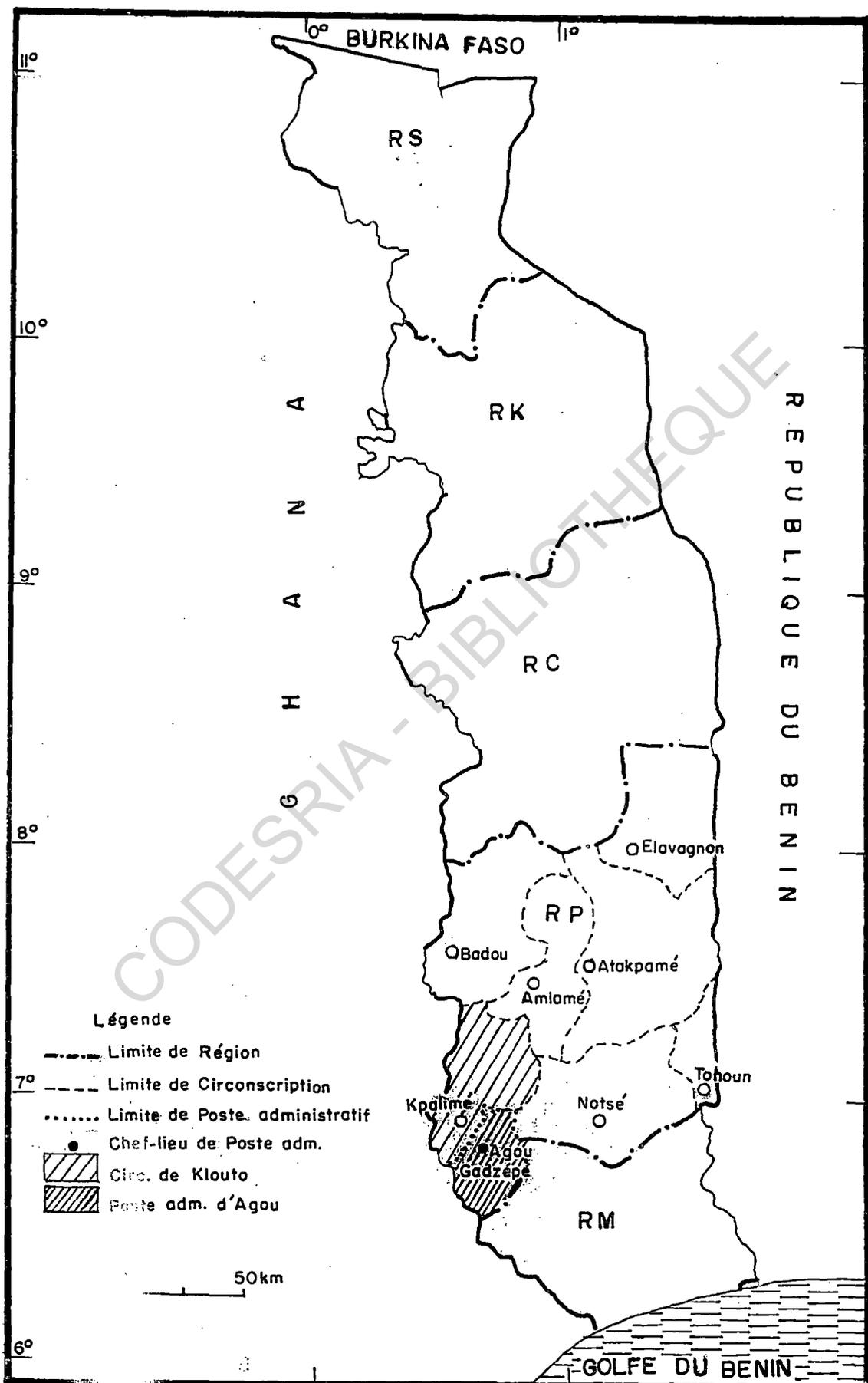
En effet, cette nouvelle entité politico-administrative en général et le chef-lieu en particulier, disposent déjà de certains équipements et atouts qui leur permettent de se soustraire en partie de l'emprise de Kpalimé.

Carte n° 8 : La circonscription administrative de Klouto avant 1967.



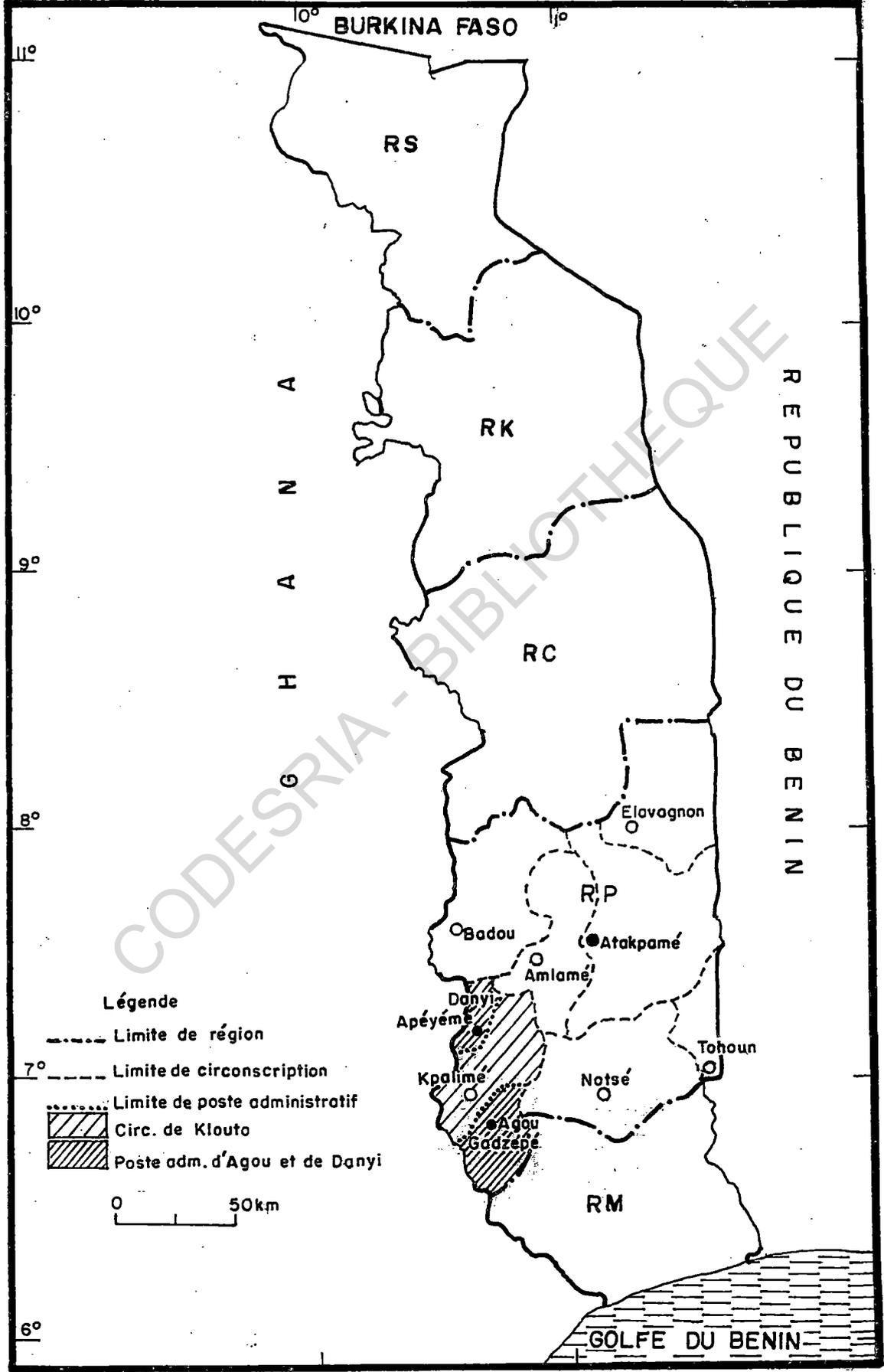
Source: Travaux de terrain par BIAKOUYE

Carte n°9: La circonscription administrative de Klouto à partir de 1967



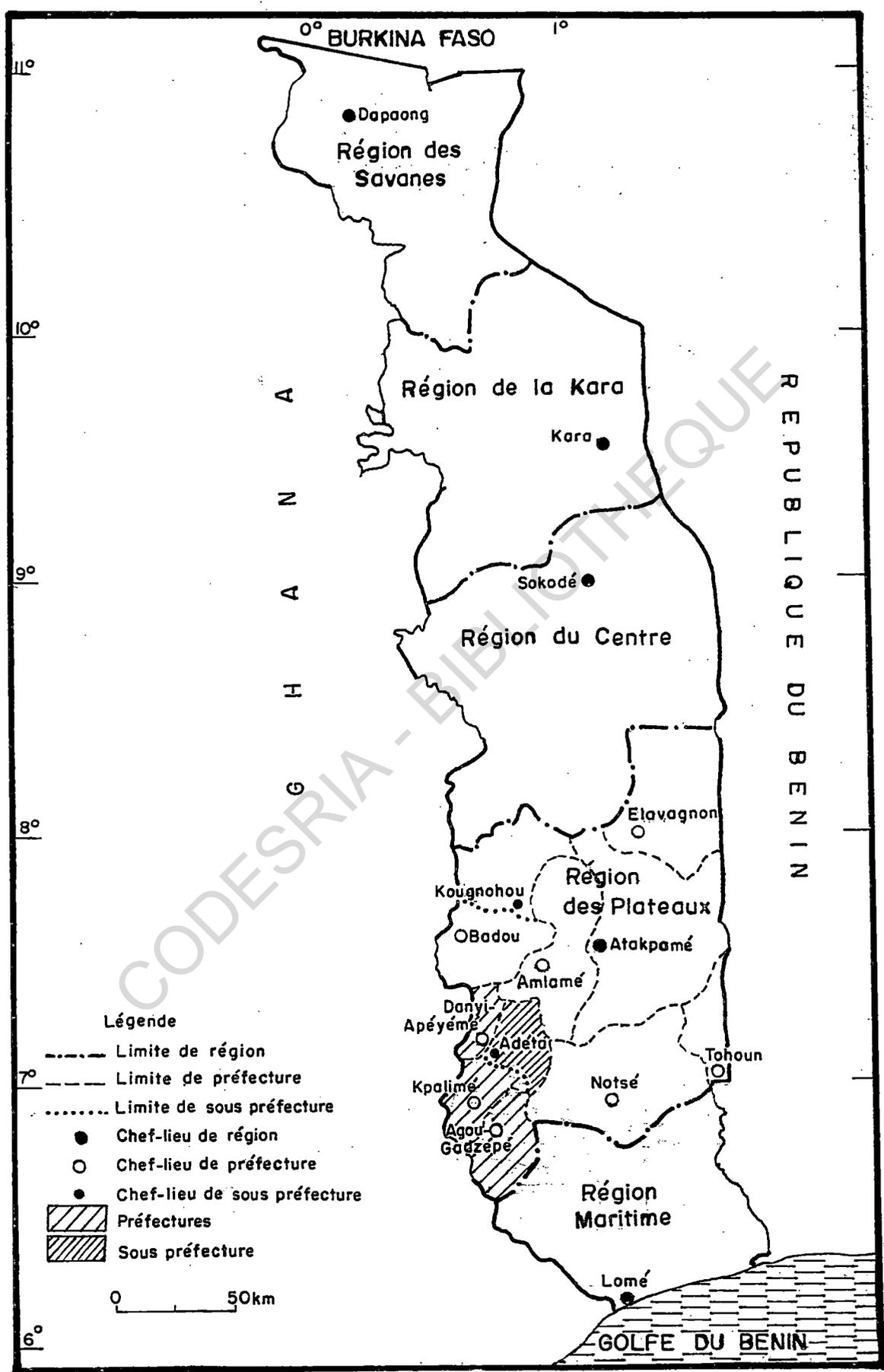
Source Travaux de terrain par BIAKOUYE

Carte n° 10 La circonscription administrative de Klouto à partir de 1975



Source: Travaux de terrain par BIAKOUYE

Carte n° II La préfecture du grand Kloto. (Agou, Danyi, Kloto et sous Préfecture de Kpélé-Akata).



Source: Travaux de terrain par BIAKOUBE

Située à environ 100 km de Lomé, sur l'axe routier Lomé-Kpalimé et à moins de 20 km au sud de cette dernière, Agou-Gadzépé le chef-lieu abrite l'un des marchés les plus dynamiques et les plus importants de la région, l'une des gares ferroviaires les plus actives de la "ligne du cacao", une succursale de la SGGG. Le dynamisme des commerçants et autres opérateurs économiques locaux, et leur capacité à exploiter les potentialités économiques d'un arrière-pays agricole très riche et à satisfaire les besoins des populations dans presque tous les domaines peuvent à long terme, réduire très considérablement l'influence économique de Kpalimé, surtout que l'état de la route permet de joindre Lomé en moins d'une heure trente minutes de route.

Certes, les populations de Dayes et de Kpélé-Akata se rendent aussi régulièrement à Lomé que celles d'Agou grâce à la bonne qualité du réseau routier d'une façon générale, et à l'existence de moyens de transport plus rapides et plus adéquats qui font court-circuiter Kpalimé. Cependant, il est plus facile et plus direct aux populations d'Agou d'aller à Lomé que leurs voisines de Dayes plus éloignées et désavantagées par le très mauvais état du tronçon de route Adéta - Danyi-Elavagnon.

Dans tous les cas, et le moins qu'on puisse dire, c'est que d'une façon générale, quelle que soit leur situation géographique et malgré l'expansion et le développement du commerce de détail dans les zones rurales, les populations de la région ont de plus en plus tendance à se rendre à Lomé pour leurs différentes et multiples affaires.

Sur le plan social, à la fin des années 1960, fut construit à Agou Nyogbo à environ 5 km du chef-lieu, un hôpital moderne par l'Eglise Evangélique allemande. Cet hôpital, bien équipé et tenu au départ par des médecins et infirmiers allemands assistés d'un personnel autochtone, a très tôt ravi la vedette à celui de Kpalimé.

Dans la sous-préfecture de Kpélé-Akata plus précisément à Kpélé Tsiko, à 30 km au N.E. de Kpalimé, un autre hôpital construit par une mission chrétienne américaine est en activité depuis près de 10 ans. Ces deux hôpitaux qui attirent les populations de la Région des Plateaux tout entière voire celles d'autres régions du pays,

*« mènent une concurrence sévère à leur aîné de Kpalimé vétuste... » « ils réduisent considérablement l'influence hospitalière du chef-lieu de la préfecture de Kloto » (NYASSOGBO, 1997).*

Sur le plan scolaire, ces trois entités administratives disposent chacune d'un lycée d'enseignement général ; et malgré l'importance des moyens techniques et des ressources

humaines, dont dispose le lycée de Kpodzi (Kpalimé), ces nouvelles créations risquent de diminuer considérablement dans les années à venir l'influence scolaire de la ville de Kpalimé.

Au total, la création de ces nouvelles entités administratives, leur dotation en équipements socio-culturels et administratifs : hôpitaux, collèges et lycée, pharmacie, poste, commissariat... favorisent et participent à la réduction de l'influence du chef-lieu de Kloto sur ces localités.

## **IV.2.2 - LES FACTEURS ECONOMIQUES**

### **IV.2.2.1 - Le désenclavement de la Volta Region**

Le cercle de Misahöhe avait en 1904 une superficie de 8.282 km<sup>2</sup> et comprenait plusieurs importantes localités dont Ho et Kpando qui furent d'ailleurs transformées en subdivisions administratives.

Suite au partage de 1919 et aux rectifications de 1927-1929, ces deux subdivisions passèrent sous le contrôle des Anglais et forment en 1931, la Southern Togoland ou la Volta Region (F. AGBODEKA, 1972). Elle couvrait alors environ 5.607 km<sup>2</sup> avec une population de 49.417 habitants. Cette région où la culture du cacao a commencé en pays Buem dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, même peu avant, est l'une des plus grandes régions productrices de "l'or brun".

En 1938, 3.000 tonnes ont été produites dans les localités de Ho, Kpédzé et Wurumpong ; six ans avant, la valeur des exportations de toute la région atteignit £92.062 dont £83.254 pour le cacao (F. AGBODEKA, 1972) produit essentiellement au sud du Togo britannique, production qui était exportée par Kpalimé. Or la Southern Togoland à l'instar de la plaine du Litimé longtemps coupée du Togo et tournée vers la Gold Coast (NYASSOGBO et al., 1995) fut jusqu'à la veille des indépendances, plus tournée vers le Togo que vers la Gold Coast ; ceci pour des raisons historiques et de handicaps physiques.

En effet, jadis partie intégrante du cercle de Misahöhe, la Volta Region a gardé et entretenu des relations diverses et variées avec le Togo notamment le chef-lieu du cercle qu'est Kpalimé, et ce, malgré les multiples tentatives des différentes autorités coloniales anglaises et parfois même françaises de les décourager voire de les réduire à néant.

Mais ce sont surtout les conditions naturelles notamment physiques qui ont rendu difficile le contrôle de la Volta Region et favorisé ainsi l'intensification des relations économiques et sociales entre les populations des deux communautés situées de part et d'autre de la frontière, en raison des liens culturels séculaires. Le fleuve Volta qui a donné son nom à la région, dépourvu de pont dans cette partie du pays, constituait jusqu'en 1956, un obstacle majeur de communication vers l'ouest obligeant ainsi les centres urbains de la zone anglaise que sont Ho, Kpando, Kpedze, Hohoè à « *se tourner vers l'Est où les facilités d'accès à la mer étaient plus grandes* » (GU-KONU, 1978) permettant alors l'exportation et l'importation des produits agricoles et manufacturés. Cette situation est quelque peu aggravée par la configuration orographique caractérisée par l'existence de hautes terres et de hauts plateaux de l'Atakora méridional et "l'Akwapim range" qui ont entravé jusqu'à cette époque, la dotation effective de la région en réseau routier adéquat.

Kpalimé devient alors la solution idéale pour pallier ce problème d'enclavement et d'évacuation des produits.

Une très grande partie du cacao depuis lors transitait par cette ville favorisée par l'existence d'un chemin de fer. Elle joua ainsi le rôle de relais et de transit pour les produits d'exportation en direction de la côte, et des produits manufacturés destinés à la population du Togoland.

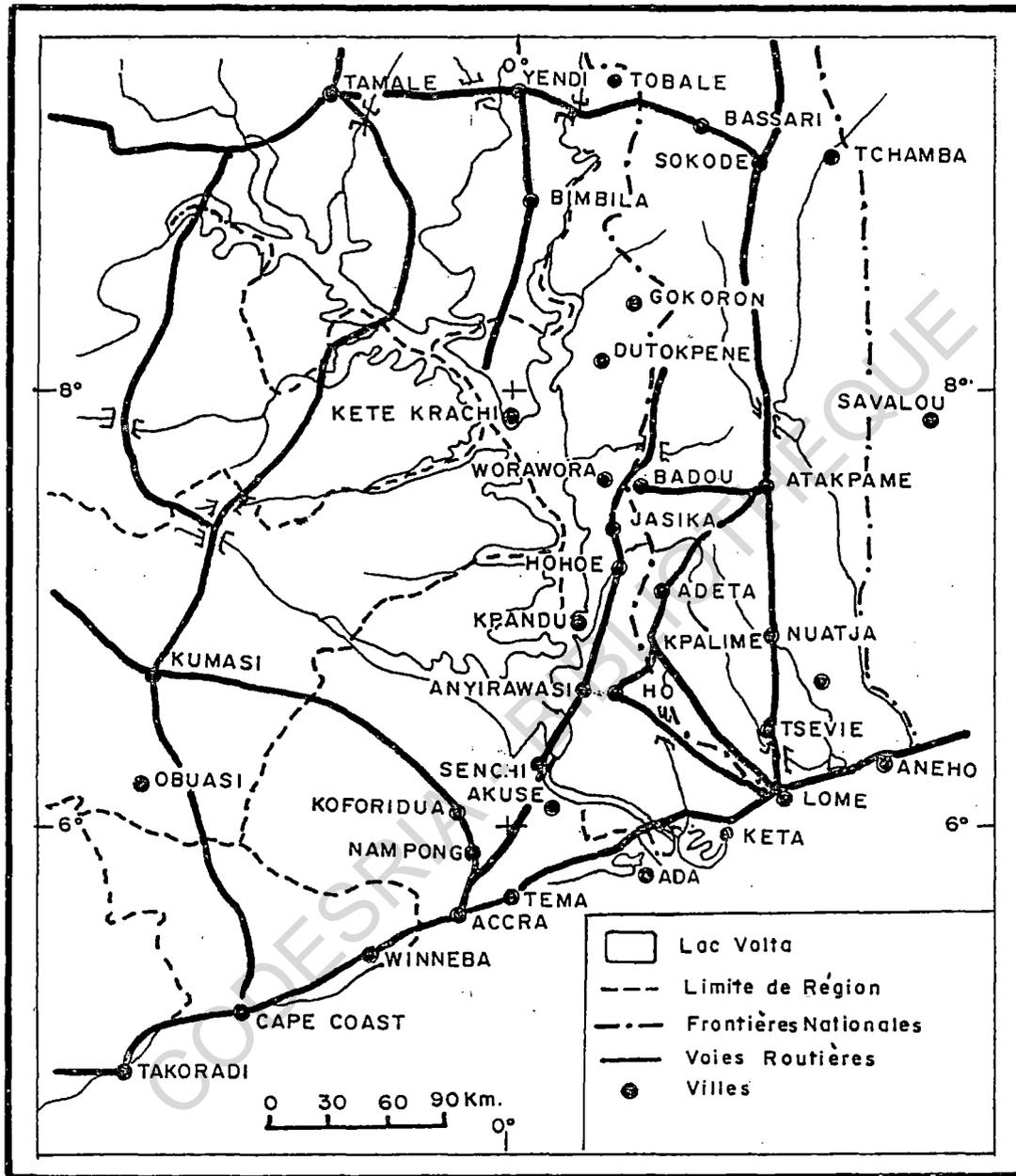
Cependant, à la fin des années 1950, à la veille de l'indépendance de la Gold Coast en 1957, un pont fut construit sur la Volta à Senchi au N.E. de Koforidua et au sud d'Akossombo.

La mise en place de cet important ouvrage économique-industriel constitua une action majeure et déterminante dans le processus de désenclavement, de contrôle et d'affirmation de la souveraineté complète et totale de la Gold Coast sur la Volta Region entrepris par les autorités de ce pays.

La construction d'une route revêtue reliant Accra, viendra renforcer et accélérer ce processus. Elle permettra ainsi l'exportation de la production cacaoyère de la région par le port de Takoradi Sekondi (DUPONT, 1985), ce qui par ricochet, réduisit considérablement l'attraction de Kpalimé qui voit son rôle de relais et de transit s'effriter.

La mise en activité du nouveau port de Téma construit à une vingtaine de kilomètres à l'Est d'Accra au début des années 1960, acheva ce processus de désenclavement de la Volta Region et a rendu systématique la nouvelle structure du commerce (GU-KONU, 1978).

Carte n° 12 : La Volta Region et ses facteurs d'isolement



Source : GU-KONU 1970 (Legerement modifie) BIAKOUYE

En outre, elle a permis une « *intégration plus poussée de la Southern Togoland à l'ensemble national ghanéen* » (GU-KONU, 1978) mais a affecté très profondément la ville de Kpalimé car

*« celle-ci en perdant cette riche région cacaoyère qui, dans le contexte de l'économie coloniale, constituait alors la meilleure partie de sa zone d'influence, perdit l'essentiel de ses activités commerciales »* (GU-KONU, 1978).

Somme toute, la mise en place d'infrastructures de communication dans la Southern Togoland, permit son désenclavement et réduisit sa dépendance vis-à-vis de Kpalimé ; cette dernière reçut alors le contre-coup marqué par le déclin de ses activités économiques. Mais ce seraient la chute des cours des matières premières, l'introduction d'une nouvelle monnaie au Ghana et sa rapide dépréciation qui viendront rendre plus dramatique, la situation de cette ville née et développée dans le sillage de l'économie de traite.

#### **IV.2.2.3 - La crise de l'économie de plantation**

##### **IV.2.2.3.1 - Les productions en baisse**

Introduite au Togo d'abord dans la région d'Agou par les missionnaires au début du XX<sup>e</sup> siècle à partir de la Gold Coast, la culture du cacao et plus tard celle du café, vont très tôt s'étendre dans toute la partie méridionale de la Région des Plateaux ouest. L'introduction et le développement de ces cultures dans le Sud-ouest du Togo, seront à l'origine de très profondes mutations économiques et sociales dans le Kloto et le Litimé.

En effet sous l'impulsion de la colonisation - ceci conformément à la politique de mise en valeur et à la division internationale du travail -, favorisée par des conditions naturelles et humaines, la culture du café et du cacao est devenue à partir du début de ce siècle, l'activité principale des populations de cette partie du pays ; celles-ci après une période de réticence (NYASSOGBO, 1990) ont fini par les accepter et les privilégier pendant longtemps pour en faire de véritables cultures spéculatives. C'est ce qui explique le succès précoce et la croissance de la production du cacao dans la région. Cet essor brusque et généralisé des activités économiques et culturelles est caractéristique des régions à économie de plantation. Cependant la prospérité induite par ces nouveaux produits fut de courte durée. Car comme l'ont si bien dit NYASSOGBO, GOZO et OGOUNDE (1995), « ... *le déclin qui débuta avec l'indépendance, fut aussi rapide que l'essor* ».

En effet, l'économie spéculative du café et du cacao, après quelques années de gloire, entra dans une période de crise aux aspects et manifestations multiples et divers, variant d'un pays à l'autre.

Au Togo, d'une façon générale, elle est caractérisée par le double effondrement de la production et des cours sur le marché international même si les données disponibles jusqu'à une époque récente, tendent plutôt à montrer une hausse régulière de la production.

Ainsi la production du cacao qui s'est maintenue à une moyenne annuelle de 12.000 tonnes jusque vers la fin des années 1960, est tombée au-dessous de ce chiffre après cette période (NYASSOGBO et al., 1995).

**Tableau 14** : Evolution de la production de cacaoyère du Togo de 1952-56 à 1969 en milliers de tonnes.

1952/56	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
5,2	11,5	11,4	13,9	17,5	14,3	16,3	18	19,7	22

*Source* : Annuaire statistique des Nations-Unies 1970 in Crise économique et mutations socio-démographiques dans une économie de plantation : le cas du Litimé (NYASSOGBO et al., 1995).

L'observation du tableau révèle une évolution progressive de la production du cacao de 1952-56 à 1969.

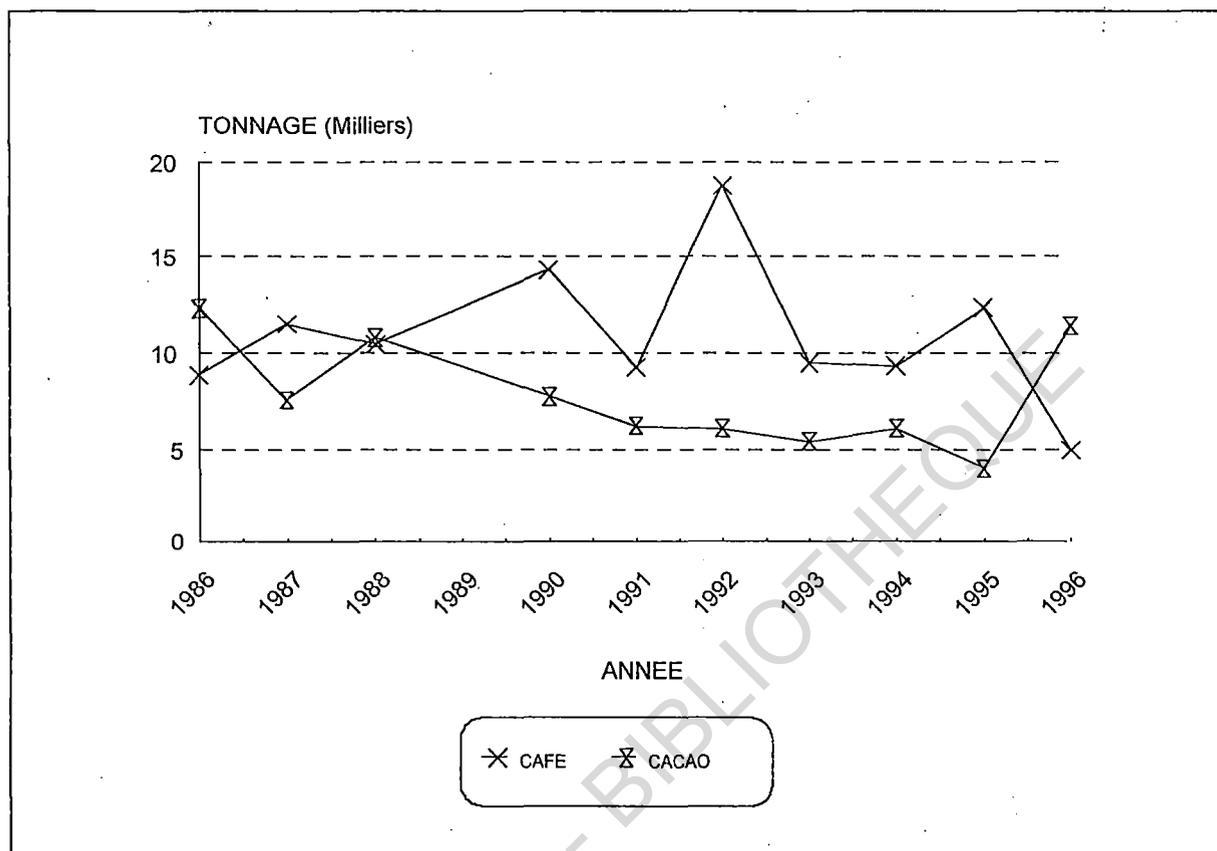
Mais comme l'ont montré NYASSOGBO et son équipe en 1995, ABAYA et ZINSOU en 1991 et 1994, pour le Togo en général et les régions frontalières de Kpalimé et du Litimé en particulier, la proximité du Ghana grand producteur du cacao, la disparité monétaire et économique favorisent la naissance et le développement d'un important trafic transfrontalier basé sur le café et le cacao faussant ainsi les données statistiques sur la production et la commercialisation de ces produits de rente au Togo.

En 1992, selon la structure d'Appui à la Filière café, cacao (SAFIC), la production était de 8.000 tonnes alors que pour la direction des douanes, la direction de la statistique et le ministère du commerce, le volume total de café exporté était de 12.385 tonnes.

Selon les mêmes sources, le volume de cacao produit et exporté en 1995 était respectivement de 4.052 tonnes et 5.446 tonnes. Ces différents chiffres ne viennent que confirmer l'hypothèse selon laquelle il y a souvent une infiltration massive du café et du cacao produit hors du Togo.

Dans tous les cas, et au-delà de ces différences de chiffres entre la production et la commercialisation, le moins qu'on puisse dire, est que l'évolution de la production du café et du cacao au Togo n'est pas régulière. Celle-ci varie souvent d'une année à une autre, et la

tendance générale montre plutôt une baisse surtout au niveau du cacao comme le montrent le graphique 11.



Source : Direction Générale de la Statistique/Division des publications et de la documentation

Fig. 11 : Evolution des volumes d'exportation du cacao et du café entre 1986 et 1996

#### IV.2.2.3.2 - Des prix au producteur fluctuants

En dehors de la chute de la production qui diminue les revenus des producteurs, il y a également la fluctuation des cours de ces produits de rente sur le marché mondial qui est indubitablement à l'origine de la variation voire de la baisse du prix d'achat au producteur dans presque tous les pays. Et pour J.E. BROUSSARD directeur à l'INRA « ... *il n'existe pas de marché plus fluctuant que celui du cacao...* ».

Au Togo, l'évolution de ce prix au producteur est caractérisée par des périodes d'augmentations sensibles et des périodes de baisses plus ou moins considérables comme le montrent les données des tableaux suivants (15, 16, 17).

De 150 F le kg dans les milieux des années 1950, le prix d'achat au producteur du cacao est tombé à 70 F une décennie plus tard soit une diminution de 46%. Il descendra même jusqu'à 40 F en 1965-1966 avant d'amorcer une timide remontée à la fin des années

1960 et au début des années 1970 pour passer de 70 F en 1967-1968 à 88 F en 1969-1970 comme l'indiquent les données du tableau 15.

Tableau 15 : Evolution du prix du kilogramme au producteur entre 1954-1956 et 1969-1970

Campagnes	Prix	Campagnes	Prix
1954 - 1956	150 F	1964 - 1965	70 F
1958 - 1959	100 F	1965 - 1966	40 F
1959 - 1960	100 F	1966 - 1967	55 F
1960 - 1961	95 F	1967 - 1968	70 F
1961 - 1962	65 F	1968 - 1969	80 F
1962 - 1963	65 F	1969 - 1970	88 F
1963 - 1964	70 F		

Source : BCEAO, OPAT in Crise économique et mutations socio-démographiques dans une économie de plantation : le cas du Litimé au Togo (NYASSOGBO et al., 1995).

A partir de 1969-1970, le prix d'achat au producteur va connaître une augmentation presque annuelle comprise entre 5 et 42 F de 1970 à 1972 où il est passé de 88 F à 130 F soit un accroissement de 47,82% d'après les données du tableau 16.

Tableau 16 : Evolution du prix du kilogramme au producteur entre 1969 - 1970 et 1986-1987.

Campagnes	Prix	Campagnes	Prix
1969 - 1970	88 F	1978 - 1979	200 F
1970 - 1971	93 F	1979 - 1980	220 F
1971 - 1972	93 F	1980 - 1981	220 F
1972 - 1973	93 F	1981 - 1982	225 F
1973 - 1974	95 F	1982 - 1983	235 F
1974 - 1975	115 F	1983 - 1984	275 F
1975 - 1976	120 F	1984 - 1985	300 F
1976 - 1977	130 F	1985 - 1986	330 F
1977 - 1978	160 F	1986 - 1987	360 F

Source : OPAT/UAPA in échanges frontaliers et organisation de l'espace dans le secteur ghanéo-togolais de Kpalimé (ABAYA, 1981).

Cette augmentation a été plus sensible et presque régulière de 1977-1978 à 1987 avec des valeurs allant de 5 F à 40 F pour une moyenne de 25 F par année d'augmentation soit un taux d'augmentation de 27,5% d'après les données du tableau 17.

Tableau 17 : Evolution du prix d'achat du kilogramme de café et du cacao au producteur

Campagnes	Café	Cacao
1977	125 F	130 F
1978	145 F	160 F
1979	180 F	200 F
1980	200 F	220 F
1981	200 F	220 F
1982	215 F	225 F
1983	235 F	235 F
1984	290 F	275 F
1985	315 F	300 F
1986	365 F	330 F

Campagnes	Café	Cacao
1987	400 F	360 F
1988	400 F	360 F
1989	350 F	300 F
1990	175 F	225 F
1991	175 F	250 F
1992	185 F	250 F
1993	140 F	225 F
1994	350 F	300 F
1995	650 F	550 F
1996	750 F	450 F

Source : Direction des Enquêtes et Statistiques Agricoles.

Ces augmentations, quoique minimes, seraient louables et profitables aux paysans si d'une part, elles étaient régulières et continues, et d'autre part, si elles n'étaient pas insignifiantes par rapport au bénéfice tiré de la vente des produits de rente par l'Etat et l'OPAT, l'Office de commercialisation dont on connaît la gestion calamiteuse des ressources; de même que la déviation caractérisée dont il a fait preuve dans l'orientation et l'accomplissement de la mission qui lui était assignée à sa création à savoir : stabiliser les prix au producteur trop fluctuants et oeuvrer à l'amélioration des revenus des producteurs.

En effet, ces dernières années, le marché des matières premières a été caractérisé par l'effondrement des cours du café et du cacao ce qui fit chuter les prix au producteur (S. CABALE, 1995). Celui du cacao est tombé au Togo de 360 F en 1988 à 225 F en 1994 soit une diminution de 37,5% avant de connaître une remontée en 1995. Quant au café, après des augmentations successives de 88% entre 1977 et 1983 - de 125 F à 235 F - et 37,97% entre 1984 et 1988 - de 290 F à 400 F -, son cours s'est considérablement déprécié entre 1989 et 1994 passant de 400 F à 350 F ; il est même descendu à 140 F en 1993 le niveau le plus bas enregistré ces 18 dernières années.

En principe, c'est à cette période précise que la caisse de stabilisation qu'est l'OPAT devait intervenir en mettant en branle son mécanisme de soutien des prix au producteur. Malheureusement, il a brillé par son absence et son inefficacité, parfois aussi par son impuissance face aux différentes "tempêtes" sur les marchés mondiaux, mais enfin face aux

sollicitations intempestives de l'Etat qui n'a jamais cessé de le ponctionner depuis sa création (PORTEVIN, 1966 ; SEDES, 1967). Ce sont les paysans qui en pâtissent terriblement car la chute des cours est doublée d'une détérioration très criante des termes de l'échange. Celle-ci aggrave les conditions de vie des populations et favorise le développement de la paupérisation dans ces zones de plantation jadis réputées pour la relative aisance des habitants et leur niveau de vie relativement élevé.

Les propos d'Yves PEHAUT d'une façon générale, ceux de Ph. DUCRAENE et de NYASSOGBO et al., sont fort révélateurs d'une situation qui, malheureusement perdure, et qui se développe de façon inquiétante au fil des années.

Selon le premier,

*« en 1962, avec une tonne d'arachide, on pouvait acheter 10 tonnes de ciment ; trois ans plus tard, avec la même tonne d'arachide, on ne pouvait acheter que 4,5 tonnes et en 1970 avec la même quantité d'arachide, on avait moins de 4,5 tonnes »<sup>(1)</sup>*

D'après le deuxième,

*« Au Cameroun, la contre-valeur de l'exportation d'une tonne de cacao permettait en 1960 d'importer 2.700 m de tissu écru ou 1.200 kg de ciment et en 1965 seulement 800 m de tissu et 540 kg de ciment. En Tanzanie, au début des années 1960, il faut produire 7,5 kg de café pour acheter une montre suisse ; dix ans plus tard, la montre coûtait deux fois plus de café »<sup>(2)</sup>*

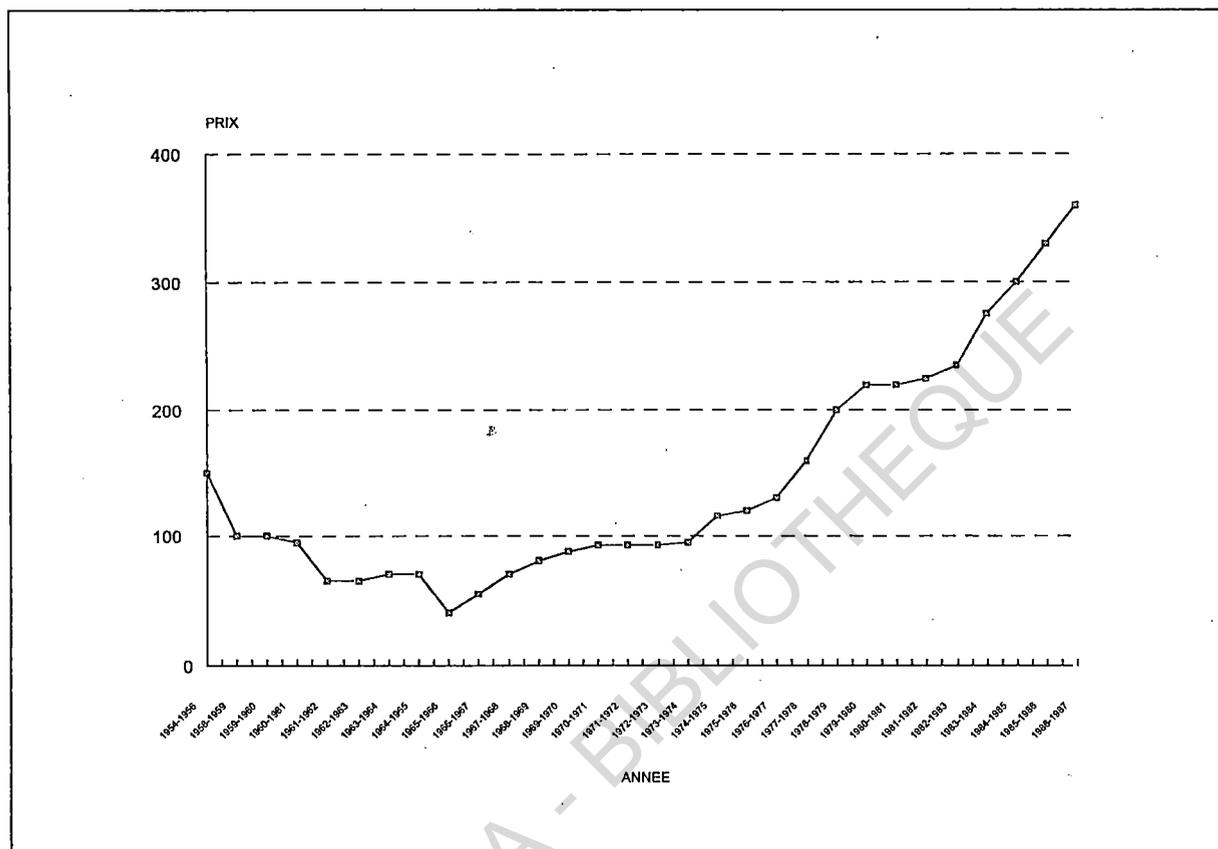
En 1958-1959, la tonne de cacao revenait à 100.000 F au producteur togolais et lui permettait d'acquérir 60 paquets de feuilles de zinc. En 1969-70, la même quantité de cacao revenait à 88.000 F et permettait d'acheter à peine 6 paquets des mêmes feuilles soit 10 fois moins en 11 ans (NYASSOGBO et al., 1995). Aujourd'hui, le phénomène connaît une ampleur à telle enseigne qu'il semble expliquer mieux que tout autre facteur, la dégradation de la situation des villes secondaires en zone de plantation et celles des populations africaines en général.

On s'aperçoit donc que le destin de toute cette région sud-ouest togolais semble être presque totalement, lié à la culture du café et du cacao. Mais la vie économique et sociale y

(1) Note de cours de Géographie du sous-développement, DEUG II.

(2) Ph. DECRAENE, *Vieille Afrique, Jeunes Nations*, PUF, 1982.

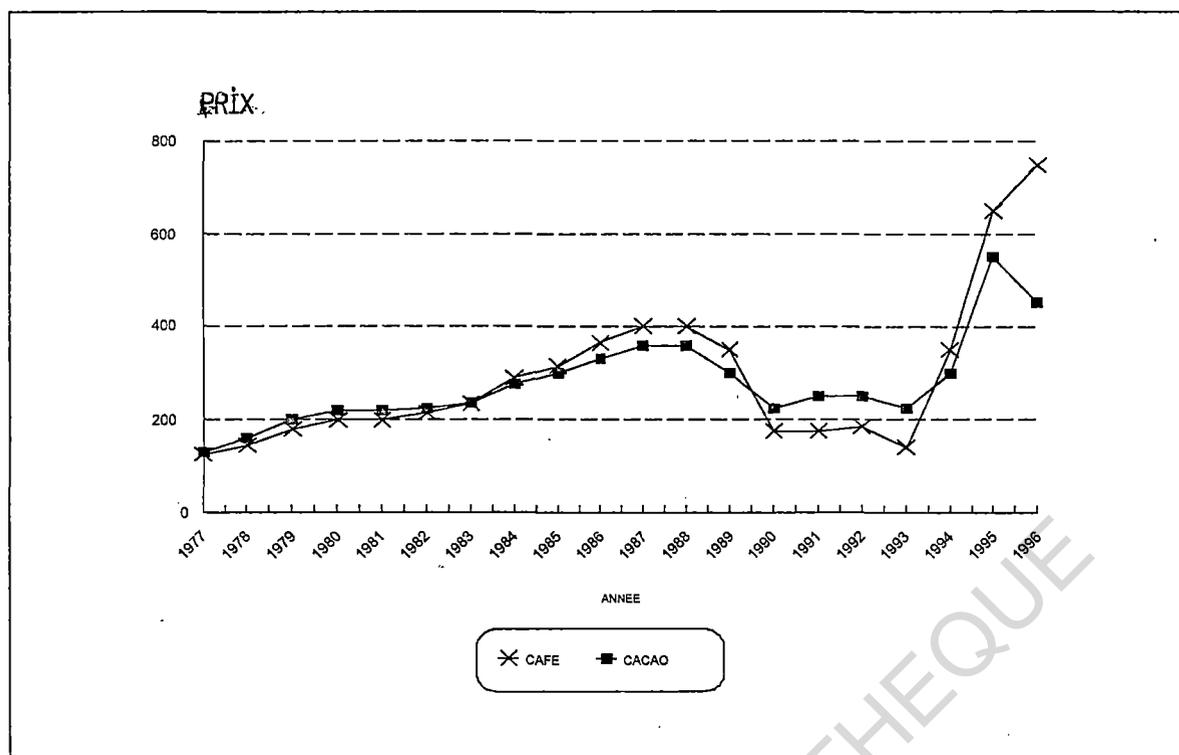
est plus déterminée par l'évolution des cours de ces produits de rente ; car en fait ce sont ces prix qui rythment la vie et les activités économiques.



Source : NYASSOGBO et al. (1995) et ABAYA (1991)

Fig. 12 : Evolution du prix d'achat du kg de cacao au producteur de 1964-1966 à 1996-1997

Il ressort de cette analyse que le double effet de la chute des productions, et celui de la fluctuation de leurs cours sur les marchés entraînant la dépréciation des prix au producteur, ne peut avoir que des conséquences néfastes sur le niveau de vie des paysans ; ceux-ci, confrontés à une "érosion" poussée et continue des revenus, consomment de moins en moins. Les activités économiques de la ville de Kpalimé sont alors affectées en raison des multiples relations que celle-ci entretient avec son arrière-pays qui reste l'un des principaux moteurs de son essor.



Source : Direction des Enquêtes et Statistiques Agricoles

Fig. 13 : Evolution du prix d'achat du kg de cacao et du café au producteur entre 1977 et 1996

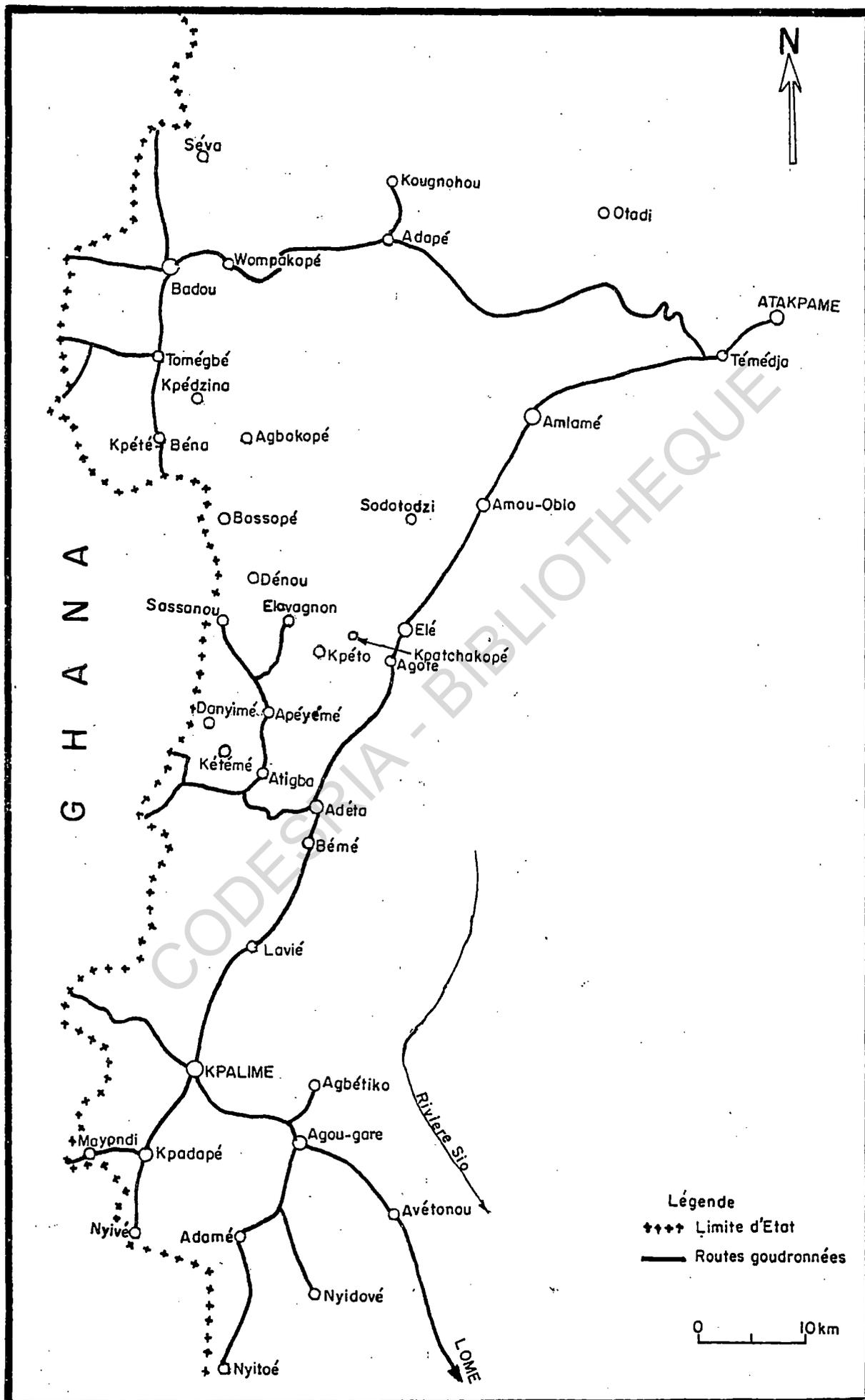
#### IV.2.2.4 - Le désenclavement de l'arrière-pays

L'une des particularités de l'espace dans les zones à économie de rente, est la densité du réseau des voies de communication. Celles-ci étant indispensables au transport des produits agricoles, des biens de consommation et d'équipement, les pouvoirs publics, qu'ils soient de la période coloniale ou post-coloniale, voire les populations elles-mêmes, n'ont pas hésité à doter ces régions productrices de ce précieux outil économique (F. AGBODEKA ; ADDO, 1977).

Au Togo, la Région des Plateaux en général et sa partie ouest en particulier est sillonnée "dans tous les sens" de routes, et de pistes de toutes sortes. Le processus de désenclavement de cette partie du Togo, commencé depuis la première décennie de ce XX<sup>e</sup> siècle finissant par les Allemands avec la construction de la ligne de chemin de fer, fut poursuivi et renforcé d'abord par les Français et ensuite par les autorités du Togo indépendant.

Comme l'indique la carte 12, Kpalimé et sa région comptent plusieurs routes goudronnées dont les principales sont: Lomé-Kpalimé 120 km ; Kpalimé-Atakpamé 102 km, Adéta-Danyi-Elavanyo 25 km ; Kpalimé-Kametonou 16 km ; Kpalimé-Womé en direction de Kpédzé et Kpalimé-Kpadapé en direction de Ho. Cependant la plupart de ces routes sont en très mauvais état à l'exception de l'axe Lomé-Kpalimé, - le meilleur actuellement - et nécessitent de ce fait une réhabilitation.

Carte n° 13 Région des Plateaux Ouest (Réseau de routes goudronnées)



Source : SRCC Direction de l'aménagement et de la Maintenance.

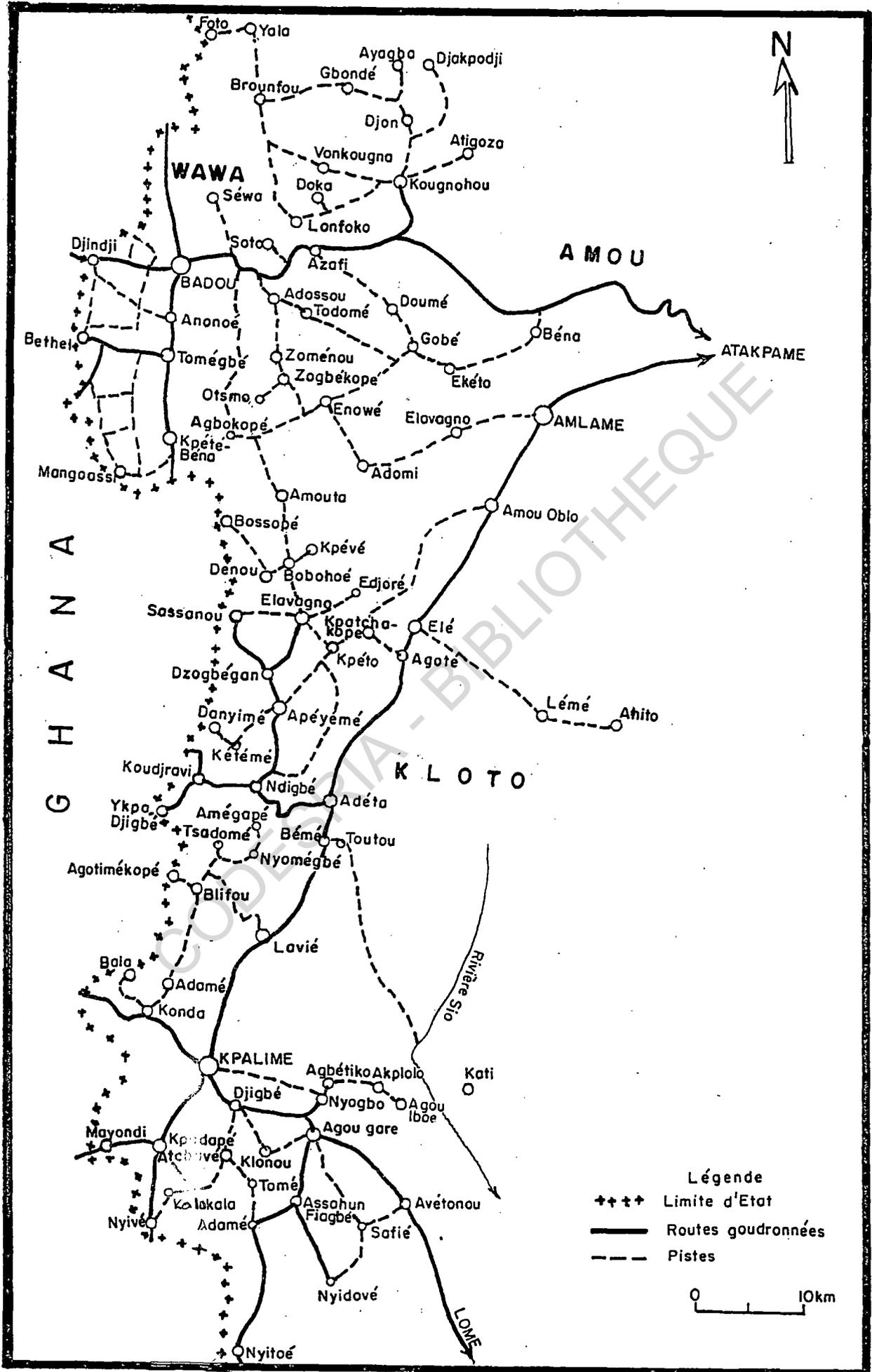
Avec le programme de rénovation et de développement de la caféiculture et de la cacaoculture, le processus de désenclavement fut renforcé avec la construction et l'aménagement des pistes rurales. Ce travail fut réalisé par la Société de Rénovation du café-cacao (SRCC) et l'OPAT. Ainsi de 1972 à 1994, 866,50 km de pistes furent construits dans les plateaux ouest dont 374 km soit 43% dans le Grand Kloto (carte N° 13). Avec 192 km de routes revêtues, et 374 km de pistes, sur une superficie d'environ 2.675 km<sup>2</sup>, le Grand Kloto apparaît comme l'une des zones les plus densément pourvues en routes avec 1 km/4,9 km<sup>2</sup> contre 1 km/3 km<sup>2</sup> pour le Litimé et 1 km/7,2 km<sup>2</sup> pour l'ensemble du pays. Ces infrastructures de communication tout en facilitant le drainage des principaux produits agricoles des zones de production vers les principaux centres de collecte Kpalimé notamment, ont considérablement réduit les distances entre les différentes localités.

La relative bonne praticabilité de la plupart d'elles, le développement et la modernisation des moyens de communication caractérisés par le déversement sur les marchés de la sous-région ouest-africaine, togolais surtout, de voitures d'occasion de marques japonaises, ont permis de desservir régulièrement voire quotidiennement plusieurs localités à partir de Kpalimé et de Lomé la capitale.

De Danyi à Kpélé-Elé en passant par Adéta, à Agomé-Tomégbé ou à Kpadapé, bon nombre d'agglomérations rurales et semi-urbaines sont depuis quelques années, quotidiennement reliées à Lomé la capitale par des véhicules qui n'ont plus recours à Kpalimé le chef-lieu comme dans les années 1970 et 1980 (NYASSOGBO, 1997).

Les cas les plus caractéristiques et les plus frappants sont ceux des villages de Hanyigba-Todzi d'une part, et récemment ceux d'Agou-Kpéta et Dogbadji d'autre part.

Carte n° 14 Région des Plateaux Ouest ( Réseau routier )



Source: S.R.C. Direction de l'aménagement et de la Maintenance.

Le premier situé sur la partie occidentale des Monts Kloto au Nord-Ouest de la ville de Kpalimé est, tout comme les deux autres situés eux, sur le mont Agou, réputé pour ses divers fruits surtout les oranges, les bananes et les avocats. Malgré le relief très accidenté, ces villages sont desservis très fréquemment par des véhicules venus soit de Lomé ou de Kpalimé pour y transporter des fruits qui jadis, étaient déversés sur le marché d'Agou-Gadzépé et celui de Kpalimé.

D'une façon générale, cette facilité d'accès à l'arrière-pays a provoqué le court-circuitage de la ville, et contribue à la perte d'influence de la ville de même qu'au ralentissement des activités commerciales ; car, dans ces différentes localités, presque toutes quotidiennement reliées à Lomé, naît et se développe un commerce de détail dont une grande partie des articles est directement achetée à Lomé. Cette irruption et ce développement du commerce de détail dans l'arrière-pays dus à l'existence des voies et moyens de communication plus ou moins adéquats, à l'instar de la création des équipements socio-collectifs "pour rapprocher l'administration de l'administré", sans être en soi une mauvaise chose, désavantage dans une certaine mesure la ville qui voit lui échapper une partie de sa clientèle traditionnelle de plus en plus tournée vers Lomé, mettant ainsi en mal les interactions entre Kpalimé et son hinterland.

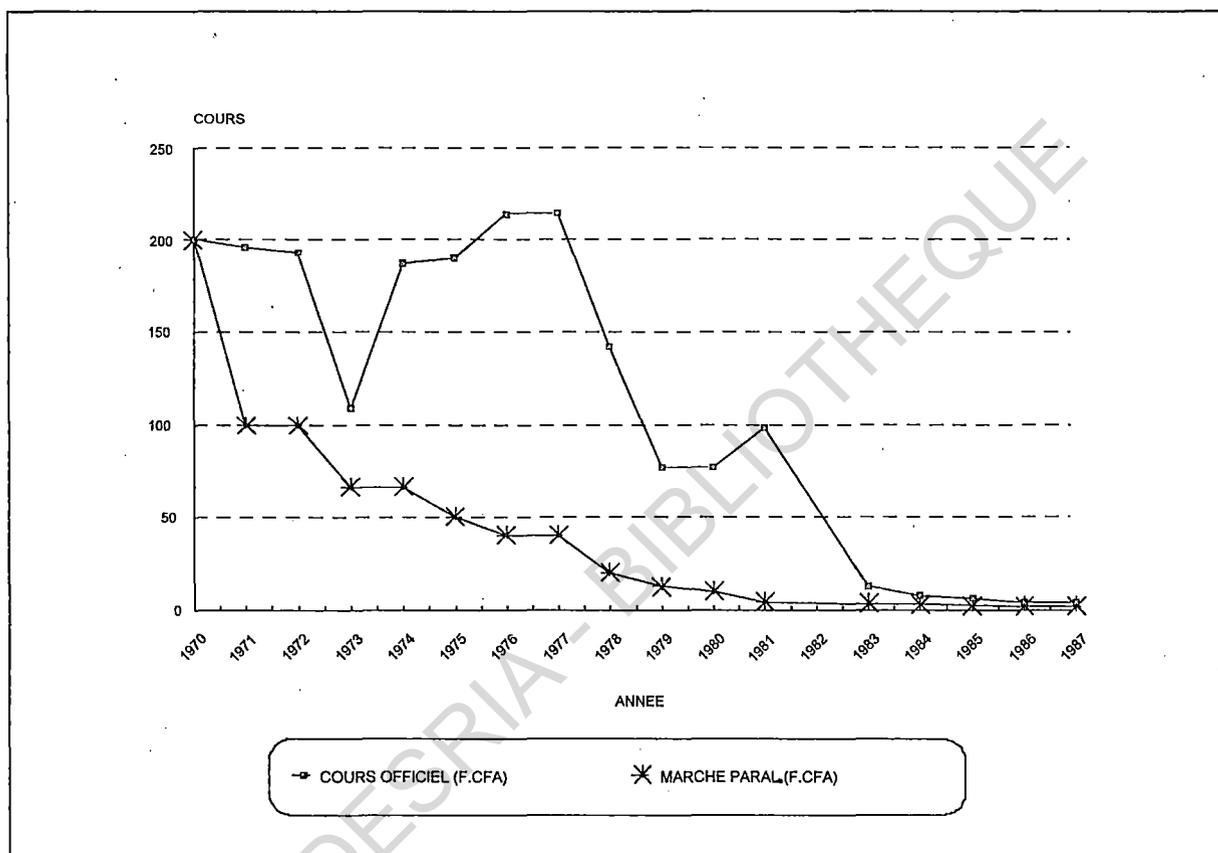
#### **IV.2.2.5 - Les problèmes tarifaires et monétaires entre le Togo et le Ghana**

La disparité monétaire entre le Togo et le Ghana depuis la période coloniale a été l'un des principaux facteurs de la prospérité des activités économiques en général et des activités commerciales en particulier dans la ville de Kpalimé.

Au début, avec un niveau de vie assez élevé par rapport aux populations de la zone française, munies de la livre sterling dont le taux de change sur le marché noir se situait entre 600 et 1.000 F, les Togolais de la partie anglaise s'approvisionnaient régulièrement et facilement en produits manufacturés sur le marché de Kpalimé (ABAYA, 1991).

Cette situation est favorisée non seulement par l'abondance de ces produits manufacturés - produits alimentaires, d'importation, les boissons alcoolisées, produits de la bonneterie - sur le marché togolais mais aussi par leur coût relativement bas par rapport à celui pratiqué au Ghana. Ces écarts de prix sont dus à la convertibilité du Franc CFA, à la facilité d'importation qu'ont les grandes maisons commerciales togolaises. Mais à l'indépendance, et pour confirmer la souveraineté du Ghana, les autorités ont mis en

circulation, une nouvelle monnaie le Cedi (C). Cette monnaie qui devait s'échanger contre un dollar américain à sa création (NYASSOGBO et al., 1995) s'est très vite dépréciée sur le marché de change. Pire encore, l'existence du système de change parallèle l'a affaibli et continue par écorner considérablement sa valeur sur le marché noir comme le montre le graphique N°14.



Source : ABAYA (1991)

Fig. 14 : Evolution des taux de change du cedi de 1970 à 1987

Dans le courant du mois d'octobre à Novembre 1997, 1.000 FCFA valent 3.900 Cedi soit 1 F pour 3,9 Cedi sur le marché noir. Face à la double difficulté que constituent d'une part la dépréciation grandissante du Cedi qui diminue ainsi le pouvoir d'achat des populations, et d'autre part, la montée vertigineuse du prix des produits manufacturés au Togo depuis quelques années, toute transaction commerciale de grande envergure avec Kpalimé ne revêt plus pratiquement aucun intérêt pour les petits commerçants ghanéens. De même, il devient de plus en plus difficile aux consommateurs ordinaires, bref à la population des villes et campagnes de la Volta Region de s'approvisionner au besoin et de dépenser à loisir comme

elles le faisaient naguère sur le marché de Kpalimé où leur nouvelle monnaie n'a pas la même cote d'enfer qu'on connaît à l'ancienne.

Cette situation fut aggravée par des mesures de renforcement des contrôles des frontières prises d'abord par le régime de N'KRUMAH pour protéger dit-on, les jeunes industries ghanéennes de l'époque, et plus tard, dans les années 1980 par d'autres régimes pour lutter contre la contrebande cacaoyère très florissante dans cette région. Ces relations commerciales sans être totalement rompues ont toutefois baissé de régime jusqu'à une époque récente où elles semblent s'amplifier sans pour autant atteindre l'ampleur et la solidité qu'elles avaient connues lors de la période de gloire de l'économie de plantation dans cette partie de l'Afrique occidentale qu'il convient d'appeler - pour pasticher la vieille formule anglaise de belt - la "Southern Atakora and Togo-Akwapim range's cocoa and coffe belt".

#### **IV.2.2.6 - Les facteurs sociologiques**

Ils résident essentiellement dans la nature et le comportement des populations autochtones et immigrées face aux différentes activités économiques. L'importance de ces facteurs dans le phénomène de déclin de la ville, quoique minime, mérite tout de même d'être évoqué.

En fait, il s'agit de faire une sociologie succincte des populations autochtones de la ville et de sa région, et leur implication dans les différentes activités économiques.

En effet, l'histoire de l'évolution économique de la ville de Kpalimé montre que la vie économique de cette dernière a été façonnée en grande partie par les étrangers.

Kpalimé fut d'abord la ville des commerçants anlon, haoussa, yoruba pendant l'ère du colportage et du trafic du caoutchouc. Après, ce fut le tour des sociétés commerciales européennes d'exercer leur domination économique sur la ville et sa région au début de l'ère allemande et même au-delà.

Avec la crise de l'économie de plantation qui a entraîné le repli de plusieurs maisons commerciales sur la capitale, le tour était venu aux Libano-Syriens, aux Yoruba de s'emparer des différents circuits de distribution des produits manufacturés, et partant des principaux secteurs d'activités économiques.

L'effritement du commerce de détail a vu les Yoruba mais surtout les Haoussa renforcer leur position. Ils sont aujourd'hui à l'avant-garde des principales activités commerciales de la ville. Ainsi, depuis sa création jusqu'aujourd'hui, les principaux acteurs économiques ont été les étrangers. Les autochtones sans être totalement absents, concentrent très peu de pouvoirs économiques dans leurs mains. Il est vrai que la plupart des facteurs les plus déterminants de la décadence sont d'ordre externe et conjoncturel, donc ne dépendent tellement pas des populations qu'elles soient autochtones ou immigrées ; mais il est tout aussi vrai que le développement durable et harmonieux d'une région ne peut se faire sans la participation effective et soutenue des populations autochtones et ceci à tous les niveaux et dans presque tous les secteurs d'activités ; et comme le dit Aidan SOUTHALL :

*« ... c'est seulement là où les stimulants au développement urbain résultent essentiellement d'activités effectuées par les populations pour elles-mêmes que l'urbanisation à l'échelle inférieure peut être bénéfique localement... » (1988).*

Or, dans le cas concret de Kpalimé, force est de constater qu'en dehors des petits emplois, de l'artisanat, les populations autochtones sont plus des consommateurs des biens et services habitant le plus souvent l'arrière-pays que des producteurs.

De même, l'investissement de ces populations dans les différentes activités est faible en dehors de l'immobilier et de la formation des enfants. Ces derniers, une fois les études terminées, s'engagent le plus souvent dans les emplois administratifs. Il manque ainsi un sens et une mentalité d'initiative privée et d'entrepreneuriat. Il en résulte l'absence d'une forte et puissante bourgeoisie locale native de la région, et capable d'influer sur le développement de la ville et de la région à travers des actes de dynamisation des activités.

Dans ces conditions il est clair que l'apparition d'une crise de développement sera plus perceptible si les étrangers, principaux acteurs économiques venaient à partir à la suite de celle-ci. Car ces étrangers n'investissent pas le plus souvent dans le développement et rapatrient la plupart du temps, les bénéfices issus de leurs activités. Ils n'hésitent pas à rentrer ou à chercher d'autres régions plus prometteuses laissant derrière eux leur première région d'accueil avec ses problèmes. Ce fut le cas à Kpalimé qui fut désertée par les principaux acteurs économiques dès l'apparition de la crise de l'économie de plantation.

Même si l'existence d'une bourgeoisie locale ne résoudrait pas de façon systématique le problème de déclin de la ville, il est indispensable que les populations autochtones

s'impliquent davantage dans les différents circuits et le processus d'accumulation économique dans la ville.

La situation de décadence ci-dessus décrite n'est pas pour autant irréversible ; et quelques signes de reprises très timides semblent se dessiner. Quelles sont les caractéristiques de cette nouvelle situation ? Quels en sont les facteurs ? Ce sont les questions auxquelles le chapitre suivant tentera de répondre.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## CHAPITRE V : LE VECU D'UNE REPRISE TIMIDE, APPARENTE ET FRAGILE

### V.1 - LES CARACTERISTIQUES DE LA NOUVELLE SITUATION

Après une période de léthargie relative qui a commencé à la fin des années 1950 et au début des années 1960, la ville de Kpalimé a connu à partir de la fin des années 1960, une très timide reprise des activités économiques. Celle-ci qui va s'accélérer au milieu des années 1970, est caractérisée par l'essor du secteur informel représenté par le petit commerce de détail et l'artisanat.

#### V.1.1 - LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE DE DETAIL

Aujourd'hui, l'existence à côté du secteur moderne d'un secteur non structuré ou "secteur refuge" dans les villes africaines est une réalité plus qu'évidente. Ce secteur de la petite production marchande en pleine expansion participe dans ces villes pour plus de 80% de la production et génère des revenus plus ou moins importants. (AMEDON, 1982).

Ici, à la suite des problèmes du commerce structuré ou européen, s'est développé le commerce africain. Celui-ci, avec des chiffres d'affaires peu importants au début, est exercé par des acteurs venus de tous les horizons. Mais les Sahéliens notamment les Germa, les Haoussa et les Maliens sont largement représentés. Avec un système d'entraide basé sur la solidarité et le financement des activités commerciales, ils ont pu s'imposer et contrôler le circuit de distribution des produits manufacturés de toutes sortes. A ceux-ci, il faut ajouter les Libano-Syriens, les Yoruba et quelques Togolais, les Ewé, les Mina et les Kotokoli en l'occurrence. Cependant il est à noter que les Libano-Syriens qui avaient plus ou moins joué le rôle d'importateurs et d'intermédiaires entre le commerce africain et le commerce européen, sont aujourd'hui presque tous partis. La plupart d'entre eux qui avaient été témoins de la période du boum cacaoyer, et acteurs de la prospérité commerciale, ont dû, face d'une part, à la concurrence de plus en plus rude des Sahéliens et de quelques autochtones, et d'autre part face à la baisse des activités économiques, se replier carrément sur la capitale.

**Tableau 18 : Répartition des commerçants du commerce non-structuré par nationalité**

Nationalité	Fréquence absolue	Fréquence relative
Ghanéenne	4	5,4%
Togolaise	47	65,5%
Nigérienne	16	21,6%
Nigériane	6	8,3%
N. D.	1	1,4%
TOTAL	74	100

Source : Enquête de terrain.

Si la vente des produits manufacturés et des effets vestimentaires est l'apanage des Sahéliens, les autochtones (Togolais) sont plus représentés dans le petit commerce de détail et dans la distribution des produits agricoles. C'est ce qui explique leur proposition dans le total des acteurs du commerce non structuré (Tableau 19).

Tableau 19 : Typologie des produits vendus dans le commerce structuré et semi-structuré

Type de produits	Fréquence	Effectifs	Pourcentage
Agro-alimentaire		5	12,2%
Quincaillerie		1	2,4%
Tissus et effets vestimentaires		4	9,8%
Pièces détachées		4	9,8%
Produits de toilettes		2	4,9%
Quincaillerie plus pièces détachées		2	4,9%
Divers		23	56,1%
TOTAL		41	100

Source : Enquête de terrain.

Les articles les plus vendus sont les produits manufacturés, les produits de biens de consommation, les matériaux de construction et les pièces détachées. Mais le plus souvent la spécialisation n'est pas poussée et les commerçants ont tendance à tout vendre. C'est ce qui explique la proportion élevée des commerçants s'adonnant à la vente de produits divers qui regroupent les produits alimentaires, les produits de toilette, les tissus, les savons...

Dans le commerce non structuré les commerçants de produits manufacturés, d'effets vestimentaires et de produits agricoles représentent respectivement 23%, 41,9% et 16,2% ; mais sur le marché du "type traditionnel" qui s'anime à l'air libre sur un vaste espace, ce sont les produits agricoles qui dominent. Ce développement du commerce de détail est caractéristique sur la rue de la Mairie qui mène du grand marché au rond-point de la station service TEXACO qu'on peut qualifier ici de "rue du commerce".

En effet, entre le milieu des années 1980 et le début des années 1990, s'est développée de façon spectaculaire, une activité commerciale particulièrement intense sur cette rue marquée par l'ouverture de magasins et l'installation d'étalages et stands qui ont pratiquement poussé comme des champignons. La plupart de ces boutiques restent ouvertes jusqu'à 21 heures et attirent des clients aussi bien de la ville que du proche arrière-pays.

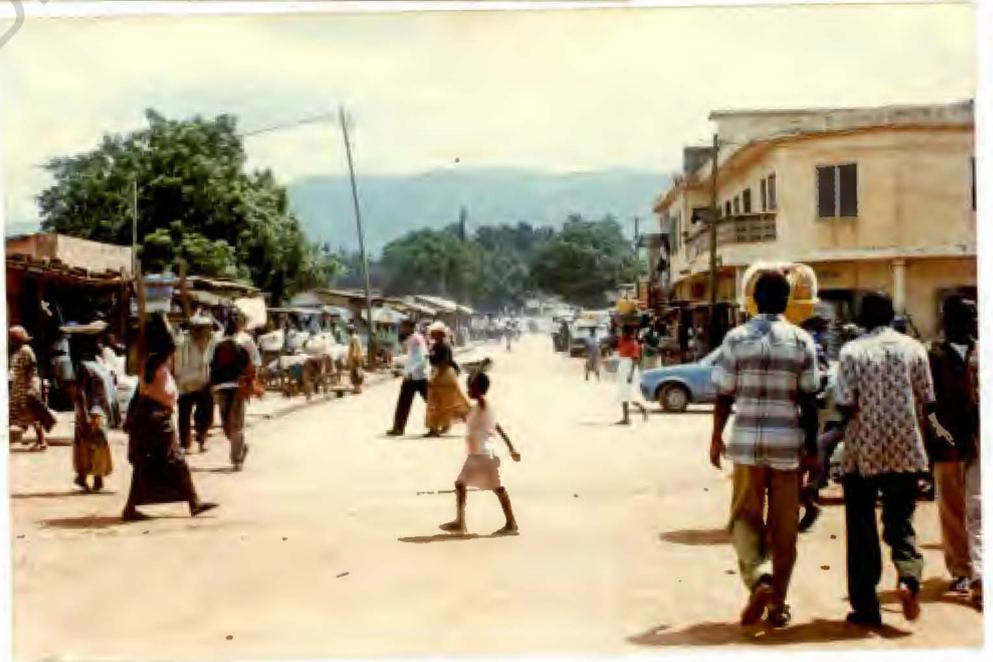


Photo N°5. Vues Partielles de la Rue Eyadema prolongée

Nous avons pu dénombrer plus d'une quarantaine de boutiques et une soixantaine d'étalages et de stands sur cette rue d'à peine 800 m. Ces commerçants presque essentiellement des Sahéliens n'ont pratiquement pas de jour de repos. Ils affirment réaliser une recette journalière comprise entre 20.000 et 80.000 FCFA pour les boutiques, et 15 à 50.000 FCFA pour les étalages. Quand on sait la réticence des opérateurs économiques dans nos pays à déclarer leur chiffre d'affaires, et encore moins leurs recettes, il est fort à parier que ces chiffres sont sûrement en dessous de la réalité. Quant aux commerçants du secteur structuré et semi-structuré, tout en se plaignant de la concurrence implacable parfois déloyale que leur livrent ceux du secteur non-structuré, ils déclarent avoir des recettes journalières comprises entre 30.000 et 100.000 comme l'indiquent les données du tableau 20.

**Tableau 20** : Recettes journalières des boutiques du commerce structuré et semi-structuré

Recettes \ Fréquences	Absolues	Relatives
<30.000	15	44,1%
30.000 - 45.000	6	17,6%
46.000 - 65.000	4	11,8%
66.000 - 85.000	1	2,9%
86.000 - 100.000	4	11,8%
>100.000	4	11,8%
TOTAL	34	100%

Source : Enquête de terrain.

## V.1.2 - LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT

L'artisanat constitue avec le commerce, les plus importantes activités économiques de la ville de Kpalimé.

Sûrs de l'existence d'une clientèle potentielle, beaucoup d'artisans ont afflué dans la ville pour y faire fortune. Cette activité ne cesse de développer et se diversifier, ce qui fait que des ateliers de menuisiers, de tailleurs et couturières, de coiffeuses et coiffeurs, des garages d'auto, et autres ateliers de dépannage d'appareils électro-ménagers se rencontrent un peu partout dans la ville surtout quand on sort du centre-ville et qu'on se dirige vers les quartiers périphériques.

Il est à noter que malgré la diversification notée dans le secteur, les deux métiers qui accueillent le plus la gente féminine, restent la couture et la coiffure auxquelles il faut ajouter le tissage dans une moindre proportion.

En 1970, la ville abritait 7,2% des artisans et des ouvriers du Togo contre 5,8% pour Atakpamé, 3,9% pour Sokodé et 2,8% pour Aného (MARGUERAT, 1985). Au cours de la même année 20,5% des chefs de ménage de la ville sont des artisans.

En 1988, il a été recensé dans la ville 781 artisans avec 1.222 apprentis. Ceux-ci se répartissent dans les deux types d'artisanats. Beaucoup d'entre eux, en complément de leur activité, représentée par les commandes de leurs clients, exposent et vendent leurs productions. C'est le cas des tailleurs et couturières, des tôliers soudeurs, des menuisiers et des tapissiers. Ce faisant, ils pratiquent un cumul d'activités qui, non seulement leur permet de satisfaire les besoins d'une clientèle de plus en plus grande, et consommatrice, mais surtout d'augmenter leur pouvoir d'achat et améliorer ainsi leur niveau de vie.

Il est à rappeler aussi qu'à partir du début des années 1980, avec la crise économique qui a obligé le gouvernement à arrêter le recrutement dans la fonction publique, on a assisté à une certaine déperdition scolaire dans la région. Beaucoup de jeunes se sont alors rabattus sur le secteur informel, de l'artisanat notamment. Ainsi, avec un nombre de plus en plus important d'artisans qui rivalisent d'ardeur, d'imagination et d'ingéniosité, il est difficile de réaliser des marges bénéficiaires importantes si on ne diversifie pas les sources de revenus.

L'activité principale fait rentrer une recette journalière comprise entre 1.500 F et 3.000 F selon les types comme l'indiquent les données du tableau 21.

Tableau 21 : Répartition des recettes des artisans.

Recettes \ Fréquences	Absolue	Relative
<3.000	10	31,3%
3.000-4.500	5	15,6%
4.600-6.500	6	18,8%
6.500-8.500	2	6,3%
8.600-10.000	2	6,3%
11.000-15.000	2	6,3%
N.D.	5	
TOTAL	324	100%

Source : Enquête de terrain.

La plupart des artisans se plaignent des difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités et de la faiblesse des revenus qui sont plus des revenus de survie que de véritables accumulations économiques.

## V.2 - LES FACTEURS DE LA TIMIDE REPRISE

La relative et timide reprise des activités commerciales dans la ville de Kpalimé qui a commencé au milieu des années 1970 et qui semble se poursuivre après un relâchement au début des années 1990, tire son origine de deux principaux facteurs : une augmentation de la consommation de l'arrière-pays, et la crise économique et monétaire du Ghana voisin.

### V.2.1 - LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DE L'ARRIERE-PAYS

L'accroissement des activités commerciales noté dans la ville de Kpalimé après la période de léthargie de la fin des années 1960, peut s'expliquer par une augmentation de la demande des biens de consommation, d'équipements, et des services de la part d'abord des populations urbaines, mais aussi et surtout de la part des populations des zones rurales.

Cette brusque augmentation de la demande à la consommation des divers produits s'expliquerait par un léger accroissement du pouvoir d'achat des populations en général, et des paysans en particulier en raison du relèvement du prix d'achat au producteur des principaux produits de rente que sont le café et le cacao. Ce prix, après une longue période de dégringolade entre la fin des années 1950 et celle des années 1960 a connu une augmentation sensible à partir du début des années 1970, et plus ou moins de façon régulière jusqu'à la fin des années 1980. Celui du cacao est passé de 88 F en 1970 à 220 F en 1980 et 360 F 7 ans plus tard. Quant au café, il a vu son prix augmenter de 125 F en 1977 à 400 F en 1987.

Il ressort alors de cette situation, que les périodes de vaches grasses caractérisées par la croissance des gains monétaires correspondent à des périodes de fortes consommations donc à l'essor des transactions commerciales dans les principales villes et partant de toute la région, tandis que les périodes de vaches maigres correspondent à des périodes de repli des activités économiques donc à la léthargie commerciale en raison de la chute des revenus.

Cette situation ne vient que confirmer l'idée que nous avons déjà émise, idée selon laquelle le destin des zones de plantation en général et l'ampleur des différentes activités économiques et sociales en particulier, est intimement lié à celui de l'évolution des cours des matières premières agricoles car en fait, ce sont ces cours qui déterminent, conditionnent et rythment la vie économique et sociale dans ces régions.

Mais il est à noter aussi que ce timide essor économique constaté dans la ville entre les années 1970 et 1980 s'explique en partie aussi par la situation socio-économique et politique qui prévalait au Ghana voisin au cours de cette période.

## V.2.2 - LES CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE, SOCIALE ET MONETAIRE DU GHANA

Le Ghana a connu entre le milieu des années 1970 et celui des années 1980, une crise économique et sociale caractérisée par la dégradation des conditions de vie de la population, des infrastructures sociales, la pénurie chronique des biens d'équipements mais surtout de consommation sur les marchés tels que le riz, le sucre, la farine de blé, les boîtes de conserve, les produits de toilette... Certains étaient rationnés et obtenus à la suite de longues heures passées dans les files d'attente. Cette pénurie favorise et fait développer une véritable spéculation de la part des grands commerçants. De plus, l'inflation très élevée ne permettait pas aux populations de s'offrir les différents produits dont ils avaient besoin.

Pour pallier ce manque, les populations situées de l'autre côté de la frontière se sont carrément rabattues sur la ville de Kpalimé pour se ravitailler en ces produits devenus des "oeufs d'or" en territoire ghanéen.

La balance commerciale entre le Togo et le Ghana était alors largement excédentaire au profit du Togo au cours de cette période (1975 - 1988), s'élevant à 9.518,7 millions de F.CFA. Mais cette marge bénéficiaire de la balance est encore plus importante entre 1980 et 1984 où elle a atteint le montant record de 12.290,4 millions de F.CFA (ABAYA, 1991). C'est dire que les échanges au cours de cette période entre le Togo et le Ghana, ont été particulièrement intenses en raison de la forte demande. Dans les centres semi-urbains et certains centres ruraux situés à la frontière dans le secteur de Kpalimé, de petites boutiques sont ouvertes en vue de satisfaire les besoins en produits manufacturés, les voisins ghanéens (ABAYA, 1991). Toutes ces boutiques se ravitaillent à Kpalimé, ce qui explique le réveil commercial.

Néanmoins, les mesures d'austérité et la politique autarcique adoptée par les autorités militaires en 1985, les accrocs entre le Togo et le Ghana depuis 1986 marqués par la fermeture fréquente de la frontière ont sérieusement fragilisé l'éveil aux fondements très frêles. Mais c'est surtout les réformes économiques adoptées par le régime en place au Ghana et la reprise économique qui s'en est suivie ces dernières années qui tendent à renverser radicalement la situation, rendant caduc l'un des facteurs de la reprise économique de la ville de Kpalimé. Car aujourd'hui si la plupart des Ghanéens viennent sur les marchés togolais de la région, Kpalimé notamment, ils sont plus à la recherche de devises étrangères le franc CFA

en l'occurrence en vendant les produits et autres articles, que de produits manufacturés dont les coûts ne cessent d'augmenter au jour le jour au Togo.

Au total, l'effet de proximité du puissant voisin anglophone joue positivement ou négativement selon le cas, sur l'évolution socio-économique de la ville de Kpalimé.

Il est alors clair que l'avenir de cette ville secondaire du sud-ouest togolais dépend plus des potentialités et surtout du dynamisme de son arrière-pays qui semble se réveiller de nouveau, que d'autres facteurs.

Avec les potentialités de l'arrière-pays, et face à ce nouvel élan économique vacillant, quelles mesures préconiser pour susciter un dynamisme et un développement de la ville afin de lui éviter un déclin absolu ? Quel avenir envisager pour la ville de Kpalimé dans les prochaines années ?

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

**TROISIEME PARTIE: LA VILLE DE KPALIME A  
L'HORIZON 2020**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

## **CHAPITRE VI :L'ARRIERE-PAYS RURAL ET L'AVENIR DE KPALIME : EXPLOITATION DES POTENTIALITES AGRO-ALIMENTAIRES DE L'ARRIERE-PAYS**

L'essor économique et social de la ville de Kpalimé, de même que son avenir, dépendent en grande partie de son arrière-pays proche et lointain mais surtout de la vitalité, du dynamisme que les autorités politico-administratives, les opérateurs économiques, et autres bonnes volontés, mais aussi les populations autochtones elles-mêmes insuffleront aux différentes activités économiques qui s'y déroulent.

Toute action de redynamisation de la ville et de toute la région en général doit porter sur l'intensification des activités agricoles notamment, la promotion et la diversification des productions, la création et le développement des unités agro-alimentaires, auxquelles il faut ajouter une réorganisation des circuits de commercialisation des produits agricoles.

### **VI.1 -LA REDYNAMISATION DES ACTIVITES AGRICOLES DE L'ARRIERE-PAYS**

#### **VI.1.1 - REORGANISATION DE LA FILIERE CAFE-CACAO**

En raison des nombreuses et diverses potentialités naturelles, économiques voire humaines dont elle dispose, l'agriculture apparaît comme le principal fondement de l'économie et du développement de la ville de Kpalimé. Pour ce faire, une action visant à réorganiser la culture et la commercialisation des produits de rente s'impose.

Au niveau de la culture, il est important, pour accroître la production, que l'Etat réactive les anciennes structures d'encadrement et de suivi des paysans en recrutant de nouveaux agents techniques, et en recyclant les anciens pour une meilleure assistance. Ceux-ci, cette fois-ci, doivent être les premiers collaborateurs et les conseillers des paysans. Car avec la fin du projet de rénovation et de développement de la cacaoculture et de la caféiculture, les paysans sont presque laissés à eux-mêmes depuis près de 10 ans. Or, à l'heure de la mondialisation du commerce, et compte tenu de la concurrence de plus en plus sévère, il est primordial que l'Etat aide les producteurs à mettre sur le marché, des produits compétitifs et de qualité. Ceci n'est possible que si les paysans sont sensibilisés et aidés dans la production à travers l'utilisation des intrants agricoles, l'entretien des plantations à travers la lutte phytosanitaire, et dans le conditionnement de la récolte. Mais ces actions seront sans effet voire irréalisables si une restructuration du système d'achat et de commercialisation de ces produits n'est pas opérée de fond en comble. C'est pourquoi, au niveau de la commercialisation, la décision prise par l'Etat sous la pression des

baillleurs de fonds et des institutions financières internationales de libéraliser l'achat des produits de rente, vient à point nommé, car depuis longtemps, les prix au producteur sont fixés avec des barèmes trop rigides qui ne tiennent pas souvent compte de tous les éléments du coût de production. Cette situation arrangeait moins les producteurs que les sociétés d'achat et leurs intermédiaires - trop nombreux - et surtout l'OPAT qui s'appropriait la part la plus importante des revenus du café-cacao. Car la différence entre le prix au producteur et le prix à l'exportation est souvent très considérable, comme l'indiquent les chiffres du tableau 22.

**Tableau 22** : Prix du kg de cacao et de café aux producteurs et prix à l'exportation. Unité F.CFA

Années	Prix au producteur		Prix à l'exportation	
	Cacao	Café	Cacao	Café
1976	130	125	562,506	859,381
1977	160	145	865,375	1.444,161
1978	200	180	842,721	728,695
1979	220	200	741,831	657,610
1980	220	200	514,152	577,610
1981	225	215	453,961	514,079
1982	235	235	536,666	627,317
1983	275	290	603,303	834,544

Source : Annuaire de Statistiques Agricoles, DESA, 1984.

Mais pour que cette nouvelle politique réussisse, il faudrait que l'Etat d'une part fixe un prix indicatif assez conséquent tout en cherchant si possible, à procéder à des contrôles pour ne pas trop léser les paysans en les livrant en pâture aux spéculateurs nationaux. D'autre part une structure fiable doit être mise sur pied pour procéder à l'encaissement, à la gestion et à la redistribution judicieuse des fonds de compensations dans le cadre du STABEX.

Par ailleurs, pour que les paysans tirent le maximum de profit de leurs activités, il est souhaitable de les encourager à constituer des groupements pour la commercialisation des produits.

Toutes ces actions permettraient aux paysans de dégager assez de bénéfices pouvant leur permettre d'élever leur niveau de vie et d'améliorer leurs conditions de vie. Ce faisant, ils contribueraient à l'essor des activités économiques de la ville à travers les prestations de service et la consommation des biens de consommation et d'équipements qu'ils seront amenés à demander dans la ville.

Cependant, compte tenu de l'incertitude qui caractérise les marchés internationaux des produits de rente, et en raison de l'échec de la stratégie sectorielle de développement initiée dans les zones de plantation depuis la fin des années 1970 (NYASSOGBO et al., 1995), une action visant à encourager et à promouvoir la diversification de la production déjà entamée dans la région doit être menée à fond ou renforcée.

### **VI.1.2 - PROMOTION ET INTENSIFICATION DE LA DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE**

L'une des caractéristiques des zones à économie de plantation est la pénurie des produits agricoles vivriers qui y règne. Ici, le phénomène sans être totalement absent, est moins sensible en raison d'une part, de l'apport massif du Ghana voisin dont les populations sont à la recherche de devises, et d'autre part, en raison des conditions climatiques et physiques qui permettent une production variée.

En effet comme nous l'avions déjà dit, la diversité de l'arrière-pays permet de produire une gamme variée de denrées alimentaires notamment les céréales, les tubercules, les légumes, les fruits... cette diversification favorisée et impulsée ces dernières années d'une manière ou d'une autre par la crise de l'économie de plantation qui entraîna « *la stratégie du retour aux cultures vivrières* » (GU-KONU, 1979), a besoin aujourd'hui d'être intensifiée afin d'amener les paysans à produire davantage pour pouvoir dégager des surplus suffisants et passer ainsi du stade de l'auto-consommation à celui de la commercialisation.

Mais pour rendre la diversification relativement complète, il faudra développer la culture du riz dans la région ; d'abord en réactivant les activités rizicoles dans les vastes rizières de Nyuièmabu près de Toutou et dans les autres localités de la sous-préfecture de Kpélé-Akata où les conditions édaphiques la permettent.

Ensuite la culture du riz de montagne doit également être développée sur les plateaux de Kouma et de Danyi d'autres régions productrices.

Enfin les zones marécageuses de la plaine d'Avétonou, Avédzé Agotimé... peuvent faire l'objet d'un développement de la riziculture à l'instar de certaines localités de la sous-préfecture de Kpélé-Akata.

L'accroissement de la production associé à une politique de sensibilisation et d'incitation à la consommation du riz local, dans la région aussi bien par les populations

rurales qu'urbaines permettaient aux paysans d'avoir une nouvelle source de revenu. La culture des pommes de terre plus ou moins répandue sur le Plateau de Dayes peut être étendue au Plateau de Kouma et même dans les cantons de Kpadafé, Fiokpo et Tové où les paysans tentent de faire l'expérience, mais surtout sur les Monts Agu, la première région à connaître cette culture au début de l'ère coloniale allemande.

Après la diversification, l'augmentation de la production doit être ensuite une priorité et elle doit être conditionnée par :

**- L'utilisation des fertilisants et des semences sélectionnées.**

La pression démographique a engendré dans certaines localités, la redistribution des terres. Celles-ci s'épuisent au fur et à mesure que la population s'accroît. L'utilisation des engrais, du fumier, des semences sélectionnées permettrait d'améliorer la productivité des sols.

**- La mécanisation de l'agriculture**

Malgré l'ouverture précoce de la région à la civilisation occidentale, les méthodes et moyens de production y ont peu évolué surtout dans le secteur de la production des vivriers.

Pour remédier à cette situation et accroître la production, il s'avère indispensable de sensibiliser et d'aider les paysans à recourir à l'agriculture mécanisée.

Si l'utilisation des tracteurs dans les labours en milieu tropical comporte des inconvénients, il est important de vulgariser tout au moins l'utilisation de la culture attelée dans la région.

Un début de pratique de l'agriculture mécanisée non seulement permettra d'accroître la production, mais rendra aussi moins pénible, le travail de la terre et résoudra en partie le problème de l'exode rural en fixant dans une moindre mesure, les jeunes ruraux qui fuyaient leur milieu évoquant entre autres raisons, la nature du travail de la terre, et le caractère archaïque des moyens et méthodes de production.

Mais en raison des incidences financières que toutes ces actions précitées induisent aussi bien dans l'acquisition des intrants agricoles que dans l'accomplissement du travail, le recours à la formation et à l'animation des groupements agricoles s'avère indispensable. Cette alternative présente à notre avis un double intérêt. D'abord, les groupements permettent d'avoir des surfaces

cultivables assez grandes et de faire bien et mieux le travail ; ensuite, avec la politique d'appui aux initiatives de développement à la base et le micro-financement en vogue, il est plus facile aux groupements d'avoir accès à des crédits ou micro-crédits permettant aux adhérents de financer leurs activités.

En dehors de toutes ces activités visant à intensifier les activités agricoles dans l'arrière-pays de Kpalimé, et à permettre aux paysans d'avoir plusieurs sources de revenus afin d'augmenter ces derniers, il est souhaitable de promouvoir aussi l'élevage et de l'associer à l'agriculture.

De même, en raison des potentialités hydrologiques, la pisciculture est à promouvoir dans la région surtout que certaines localités ont eu à faire l'expérience. Pour cela, une petite étude de bilan de cette activité dans ces localités doit être faite afin d'en tirer des conclusions qui permettront d'éviter de nouveaux échecs. Cette activité piscicole peut être associée au maraîchage surtout dans le proche arrière-pays afin de satisfaire les besoins en légumes d'une population urbaine de plus en plus adepte des légumes tels que les choux, les laitues et autres concombres, betteraves, carottes jadis consommées par la classe aisée.

Par ailleurs, suite à la disparition avancée de la forêt et à la dégradation de l'environnement en général, une action visant à introduire et à développer l'agro-foresterie dans la région serait salutaire car elle permettrait d'abord d'atténuer la savanisation de la région, ensuite de ralentir la dégradation des sols.

Au total une nouvelle politique agricole orientée vers la diversification et l'intensification de la production vivrière est indispensable, et le salut de la ville de Kpalimé réside dans la réussite des activités de développement agricoles engagées et à engager dans l'arrière-pays. Car celles-ci non seulement soutiendront et alimenteront le circuit commercial, mais procureront également des revenus supplémentaires aux paysans qui s'en serviront pour accroître leur consommation et améliorer leur condition d'existence. Toutefois, le secteur des arbres fruitiers mérite aussi une attention toute particulière.

### **VI.1.3 - PROMOTION ET ORGANISATION DE LA PRODUCTION FRUITIERE**

La zone de production du café et du cacao est au Togo, la zone de production par excellence des fruits. Elle fournit la presque totalité des agrumes (orange, pamplemousses, mandarines, citrons), des bananes, des avocats et des mangues naturelles comme greffées.

C'est une production assez importante et très diversifiée ; le Grand Kloto et la préfecture de Wawa produisent près des 3/4 de la production nationale estimée en 1996 à 150.000 tonnes par une étude de la Société Togolaise d'Etudes de Développement (SOTED) sur le « marché des fruits au Togo ».

Dans le Kloto, pendant longtemps, la production fruitière n'était pas une activité à part entière exercée par les paysans. Elle « *est intimement liée à la plantation de café et de cacao à laquelle elle est associée au début de la mise en place de la plantation* » (NYASSOGBO, GOZO, OGOUNDE, 1995).

Les avocatiers, les orangers et autres pamplemoussiers se retrouvent dans les plantations de cacaoyer dont ils servent d'ombrage, alors que les bananiers se retrouvent à la lisière des plantations et dans les champs de cultures vivrières.

Mais depuis plus d'une décennie, on assiste à la mise en place des plantations de fruitiers surtout les agrumes et les manguiers greffés.

Ces différents fruits qui, jadis, entraient très peu dans le circuit commercial prennent d'année en année, en raison de la forte demande dans les centres urbains, une valeur marchande très importante à tel point qu'ils sont, avec certaines céréales le maïs notamment, en passe de devenir les principales sources de revenus d'une grande partie de la population rurale malgré la mauvaise organisation du circuit de distribution.

Du Plateau de Dayes aux villages perchés sur les Monts Agu en passant par le canton Agomé, Tové, Agotimé..., les avocats en Mars et Avril, les mangues ordinaires et greffées en Avril, Mai et Juin, les oranges, les pamplemousses en Septembre, Octobre et Novembre, abondent et font l'objet d'intenses transactions entre les paysans et les commerçantes venues pour la plupart de Lomé.

Cependant, tout comme la production vivrière, deux principaux problèmes entravent sérieusement le développement de cette production et limitent les revenus des paysans ; il s'agit du problème de la conservation et de la commercialisation de ces fruits. Toute action de promotion et de dynamisation du secteur doit nécessairement porter en priorité sur la résolution à court et à moyen terme de ces deux problèmes.

En effet, ces fruits tropicaux le plus souvent gorgés d'assez d'eau, se détériorent très vite après leur cueillette. Certains d'entre eux tels que les avocats dont la période de récolte

coïncide avec celle de la chaleur, résistent très peu aux vagues de chaleur et pourrissent en un temps record.

Le mode de transport de ces fruits multiplie également les facteurs de détérioration. Souvent entassés dans des paniers superposés dans les camions, ils se désintègrent très vite au cours de leur transport - qui constitue aussi un problème - des zones de production vers les zones de consommation que sont les centres urbains du sud et les villes "musulmanes" du nord en période de jeûne du ramadan.

Un tour au marché aux fruits de Hanoukopé ou d'Atikpodzi à Lomé pendant la saison de cueillette de ces fruits permet de se rendre compte de l'ampleur du phénomène.

Parfois, pour éviter le pourrissement à leur niveau, certains paysans récoltent les fruits avant leur maturité totale et complète. Cette pratique enlève aux fruits toute leur bonne saveur, réduit leur qualité et a des incidences sur les prix de vente souvent proposés par les commerçants même si elle diminue les risques de pourrissement.

L'arrêt des activités de la ligne de chemin de fer Lomé-Kpalimé est venu compliquer le problème de transport et augmenter les risques de décomposition des fruits car avec le train qui présente plus de possibilité, l'empilement des paniers de fruits les uns sur les autres est moindre par rapport aux camions.

En dehors de la conservation, il y a la commercialisation. Les principaux acteurs du circuit de distribution de fruits dans le pays restent les femmes surtout celles des grandes villes du sud. Il a été constaté avec amertume que d'une façon générale, les différents produits agricoles ne sont pas achetés à leur juste valeur : les femmes vont jusque dans les zones de production et achètent presque à vil prix les produits et les convoient vers les centres urbains et Lomé en particulier. Ces femmes le plus souvent ne laissent pas les paysans fixer le prix de leurs produits ; même si ces derniers le font, ceux-ci sont largement revus à la baisse et imposés d'une manière ou d'une autre aux producteurs.

Avides d'argent, et préoccupés par la résolution des urgences financières, ils ne résistent pas devant cette double pression et vendent les récoltes à vil prix.

Le cas le plus frappant voire révoltant est la pratique qui consiste à vendre les fruits sur les arbres avant que ceux-ci n'arrivent à leur maturité. Cette stratégie d'achat anticipé est

pratiquée par les femmes commerçantes venues pour la plupart de Lomé et porte sur plus de 70% de la production nationale estimée à 150.000 tonnes d'après un article du journal "Nouvel écho" qui citait une étude de la SOTED.

Cette pratique qui est ni plus ni moins qu'un véritable bradage est trop lésante pour les paysans, car d'après ce même article, un hectare d'avocatriers qui représente 4 tonnes de fruits est cédé à 48.000 F alors qu'elle aurait pu rapporter au moins 196.000 FCFA sur les marchés d'Agou et jusqu'à 336.000 FCFA à Lomé<sup>(1)</sup>.

De même, un hectare d'agrumes est vendu à 80.000 F contre au moins 216.000 F pendant la période de récolte.

Comme on peut le constater, les conditions et mécanismes de commercialisation des produits agricoles dans la région laissent à désirer d'où la nécessité d'agir efficacement et d'urgence pour aider les paysans à remédier à cette dramatique situation.

Pour résoudre ces deux problèmes cruciaux et permettre non seulement aux populations rurales de produire et de bénéficier au maximum du fruit de leurs différentes activités, mais aussi aux différentes autorités d'assurer le développement de la ville et de la région, il est impérieux d'une part, de mettre sur pied et de vulgariser des méthodes de conservation des produits et d'autre part, d'aider les populations rurales à organiser les circuits de commercialisation des divers produits agricoles.

La constitution de coopératives agricoles et d'organisations professionnelles fortes dans le secteur préconisés plus haut, est valable ici aussi. Entre autres avantages, cette politique permet aux paysans d'avoir accès à des crédits et prêts qui serviront à financer leurs activités mais à faire aussi face aux petites dépenses courantes. Ce faisant ils pourront traverser sans trop de problème la période de soudure qu'utilisent les grandes commerçantes acheteuses-vendeuses pour initier des contrats tacites de vente anticipée des fruits avec les paysans. Mais l'action la plus déterminante serait la mise en place dans la région d'unités de transformation des produits agricoles et des fruits.

---

(1) *Nouvel Echo N°013 du 08/05/1997.*

## **VI.2 -IMPLANTATION ET PROMOTION DE PETITES UNITES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES ET DES FRUITS**

Malgré ses immenses potentialités économiques, la Région des Plateaux en général et sa partie occidentale en particulier souffrent d'un manque chronique d'unités industrielles à l'instar d'ailleurs de l'ensemble des villes du Togo. L'activité industrielle y est donc presque inexistante.

En raison des problèmes de conservation et de commercialisation des produits agricoles évoqués plus haut, et des potentialités existantes, la mise en place d'une stratégie de développement et de multiplication de la valeur ajoutée dans la région, axée sur l'industrie agro-alimentaire serait une alternative et une option appréciables et utiles.

Ainsi des unités de fabrication de jus de fruits, de pulpe de fruits, de confiture peuvent être installées dans la ville et la région. L'implantation de ces unités peut contribuer à l'augmentation de la production dans la région, donc à l'accroissement des revenus des paysans. Les différents produits issus de cette activité industrielle alimenteront les centres urbains et semi-urbains du pays surtout ceux de la partie septentrionale où ces fruits sont absents.

Sans être des propositions tout à fait nouvelles - car certaines ont déjà été proposées par NYASSOGBO et al. en 1995 - ces tentatives de solutions éviteraient aussi la forte fluctuation des prix de ces produits, et l'exploitation abusive dont sont victimes les paysans de la part des commerçants.

## CHAPITRE VII : KPALIME, VILLE DE TOURISME ET D'ARTISANAT

Si l'avenir de la ville de Kpalimé dépend de la dynamique des activités agricoles dans l'arrière-pays, il faut noter que le secteur touristique peut également aider à renforcer la dynamique économique et contribuer ainsi au développement de la région.

En effet, la Région des Plateaux en général et les Plateaux-ouest en particulier regorgent d'énormes potentialités touristiques qui sont malheureusement soit mal exploitées soit inexploitées. Les principaux atouts touristiques restent les sites et les infrastructures.

### VII.1 - LES SITES TOURISTIQUES

Sur le plan physique, le relief est caractérisé par des plateaux aux pentes raides qui donnent de belles vues panoramiques sur les plaines lointaines et avoisinantes ; des collines et des vallées profondes, par l'existence des cascades et cascadelles qui sillonnent les pentes du relief, par la végétation en dégradation poussée mais toujours luxuriante, bref, autant d'attrayants éléments du paysage qui ne laissent pas les visiteurs indifférents. Mais en dehors de ces divers éléments, il existe dans la région des sites particuliers.

- **La Cascade de Kpimé** : Elle est située à une dizaine de kilomètres au N.E. de la ville de Kpalimé. Avec ses eaux qui descendent le long

*« d'une muraille verticale de près de 200 m de dénivellation, aménagée dans un puissant banc quartzite qui sert de soubassement à un barrage hydro-électrique » (GU-KONU, 1978),*

construit en 1960, elle constitue l'un des principaux sites touristiques de la région.

- **Le plateau de Kouma** : Curiosité naturelle et site historique, le plateau de Kouma est situé à une quinzaine de kilomètres au Nord de la ville de Kpalimé sur le Mont Kloto. Il est caractérisé par un sommet presque entièrement dénudé d'arbres et couvert par une savane herbeuse parsemée d'arbustes. Localisée dans une région au climat très frais avec des températures moyennes annuelles dépassant rarement 20°C, ce site abrite deux vieilles bâtisses dont l'une sert de lieu d'hébergement aux visiteurs : c'est le campement construit par les Allemands au début de l'ère coloniale. L'autre est le château Viale.

- **Misahöhe** : Egalement site historique surplombant la ville de Kpalimé à 9 km au N.W., Misahöhe est demeuré pendant longtemps, avec ses nuits fraîches et son climat

clément, la résidence des commandants de cercle ensuite des préfets. Il abrite la prison de la ville, et un cimetière allemand.

- **Le château VIALE** : Imposant édifice situé à 700 m d'altitude construit par un avocat français à partir de 1944, le château Viale est un site historique qui donne une belle vue sur la vaste plaine de la Volta et le lac artificiel Akossombo. Il est devenu depuis plusieurs années une résidence présidentielle.

- **Le centre artisanal de Kpalimé** : C'est un centre construit depuis la période coloniale et comprend plusieurs spécialités tels que la sculpture, la céramique, le batik qui offrent des articles divers et variés.

Néanmoins ses activités ont baissé d'intensité depuis près de 7 ans surtout en sculpture animée presque essentiellement par des Béninois.

Hormis ces sites, on peut retenir également d'autres qui, malheureusement, ne sont pas aménagés. Il s'agit des grottes aux chauves-souris de Kouma, sur le Mont Kloto, le Mont Agou et ses cascades, la vallée de Yikpa sur le plateau de Dayes, les grottes de la vallée d'Ahlon.

Un réseau routier relativement praticable en toutes saisons permet aux touristes de visiter ces différents sites. Ils peuvent également trouver dans la ville et quelques localités environnantes, des infrastructures d'accueil.

## **VII.2 - LES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES ET LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

### **VII.2.1 - LES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES**

Elles sont peu nombreuses dans la ville et se limitent à quelques hôtels et auberges.

La ville comptait jusqu'à la fin des années 1980, deux hôtels : un privé et un public. Seul le dernier, l'hôtel du 30 Août est fonctionnel.

Construit à la fin des années 1960 par l'Etat togolais, cet hôtel à trois étoiles est le plus important de la région avec une capacité de 41 chambres climatisées.

Quant au premier, il fut l'un des tout premiers hôtels privés de l'intérieur du pays construit dans les années 1960 par un privé, en l'occurrence le premier maire de la ville.

En dehors de ces deux hôtels, on a l'Auberge Béthania : situé à environ 25 km de la ville, c'est un petit complexe hôtelier moderne doté de salle de conférence et d'une piscine. La ville compte également six petites auberges qui accueillent plus de clients en raison du coût relativement bas par rapport à celui pratiqués par l'hôtel du 30 Août.

Les infrastructures existantes doivent être améliorées et de nouvelles doivent voir le jour pour renforcer la capacité d'accueil de la ville et de la région dans la perspective de la promotion et de l'intensification des activités touristiques.

### **VII.2.2 - LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

La promotion de l'industrie touristique dans la région passe d'abord par la valorisation de la région dans son ensemble et de ses potentialités notamment les sites touristiques, ensuite la valorisation des cultures et des traditions locales.

Ce travail de valorisation sera complété par des initiatives visant à attirer la clientèle nationale et internationale. A cet effet, une action concertée avec des agences de voyage touristiques peut être planifiée pour faire visiter périodiquement la ville et la région par des touristes étrangers. La ville historique de Kpalimé a de tout temps attiré beaucoup de Togolais qui l'ont souvent appréciée sans l'avoir toutefois visitée.

Pour donner l'occasion à la population togolaise de découvrir la région, le tourisme national doit être encouragé et favorisé à travers le tourisme de masse organisé en fin de semaine à l'intention des agents des sociétés privées et para-publiques, des grandes banques de la place et d'autres visiteurs potentiels togolais ou étrangers vivant au Togo.

### **VII.3 - LA REORGANISATION DE L'ARTISANAT**

Une des activités dominantes de la ville, l'artisanat qui, comme les autres secteurs d'activités économiques, semble traverser une période de fléchissement a, dans l'actuel contexte économique, besoin d'être rénové, revitalisé et réorganisé afin de répondre aux impératifs économiques de l'heure. Car cette composante du grand "secteur refuge" que constitue le secteur informel, à l'instar des petites activités commerciales, crée des emplois, génère et distribue des revenus, mais surtout participe à la formation des hommes à travers l'apprentissage d'un métier.

Forme moins élaborée de l'économie de marché, ce secteur constitue à la fois une illustration ou une manifestation de l'échec des économies africaines post-coloniales maintenues dans des structures économiques dépendantes qui répondent toujours aux objectifs de la croissance des économies des pays développés, et la marque d'un dynamisme endogène naissant et propre aux populations urbaines africaines. Son développement constitue une réponse de ces populations à la crise de l'emploi qui touche les jeunes des villes du Tiers-Monde.

D'une façon générale, les différents ateliers de menuiserie, de couture, de coiffure, de dépannage d'appareils électro-ménagers..., loin d'être seulement d'actifs éléments de structuration de l'espace urbain dans les pays sous-développés (DOVI, 1995), participent de façon déterminante à la vie économique de la ville africaine où le secteur informel apparaît comme le secteur central de l'activité économique.

En raison de son importance ici aussi, et pour éviter au secteur artisanal une stagnation prolongée et préjudiciable à l'essor économique de la ville, il est important de chercher à le réorganiser et à le redynamiser.

Pour ce faire, l'élaboration d'un plan d'assistance et de suivi des activités artisanales entre autres axes d'orientation, doit porter sur :

- L'amélioration du niveau de formation des artisans à travers leur initiation aux nouvelles techniques de production et de travail car le niveau d'instruction des artisans, sans être trop faible, nécessite une amélioration qui favorise le perfectionnement et le recyclage des producteurs, comme l'indiquent les données du tableau 23.

Tableau 23 : Répartition des artisans selon le niveau d'instruction

Niveau	Fréquence	Absolue	Relative (%)
Analphabètes		5	15,6%
Cours Primaire		8	25%
Cours Secondaire		14	43,8%
Enseignement du Troisième Degré		3	9,4%
N.D.		2	6,5%
TOTAL		32	100%

Source : Enquête de terrain.

- La sensibilisation des artisans à la formation des groupements d'artisans, gage et condition sine qua non d'une probable assistance technique et financière de la part de l'Etat mais surtout des ONG et des coopératives de crédit, assistance sans laquelle toute évolution et toute rentabilité conséquente dans le contexte économique actuel sont presque exclues.

- L'initiation des artisans aux techniques élémentaires de gestion des ressources.

- La promotion de l'artisanat d'art en encourageant les jeunes de la ville et de la région à s'intéresser à la fabrication des objets d'art et à la sculpture qui reste l'apanage des Béninois.

- La multiplication des structures d'assistances financières aux petits producteurs.

- L'organisation périodique des stages de recyclage et de perfectionnement des artisans.

Au total, de l'ampleur, de la nature et de la réussite des différentes activités économiques se déroulant dans l'arrière-pays dépendra l'avenir économique de la ville de Kpalimé.

Mais le processus de redynamisation et de développement de la ville et de la région, pour avoir une chance optimale de réussite doit s'appuyer sur des initiatives locales, et recueillir l'adhésion et la participation active et efficace de l'ensemble de la population, des pouvoirs publics, des collectivités locales et autres acteurs du développement. Ceci nous amène à traiter du rôle des pouvoirs publics et de la bourgeoisie locale dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes de développement régional et local.

## CHAPITRE VIII : L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS ET DE LA BOURGEOISIE LOCALE

### VIII.1 - LA DECENTRALISATION ET SES ATOUTS

Les échecs répétés des politiques et projets de développement axés et organisés autour des grandes villes primatiales ont amené bon nombre de pays africains à s'engager tant bien que mal ces dernières années, dans un processus de décentralisation qui privilégie plus les petites et moyennes villes, pôles de développement local (NYASSOGBO, 1997).

Au Togo, cette politique qui plonge ses racines dans l'histoire coloniale (NYASSOGBO, 1997) a eu comme dans beaucoup de pays africains, du mal à être réellement traduite dans les faits.

Hormis la création des communes de plein et moyen exercice pendant la période coloniale, et des régions économiques depuis le début des indépendances, la gestion décentralisée des collectivités locales s'apparente plus à une « *déconcentration politico-administrative* » même si elle « *valorise* » tout au moins « *les liens de proximité censés renforcer l'efficacité et la pertinence des choix des gestionnaires* » (YAGLIN et DUBRESSON, 1993) contrairement à l'option hypercentralisée qui avait cours.

Depuis la fin des années 1980, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs dont la pression des bailleurs de fonds et le désengagement des Etats confrontés à la pénurie drastique des ressources financières, la tendance est à la délégation de plus en plus grande de responsabilité aux collectivités locales, les municipalités notamment.

La concrétisation effective de cette nouvelle option politique permettra à coup sûr à la ville de Kpalimé d'être érigée en chef-lieu de région même si dans la réalité, elle assume déjà cette fonction dans plusieurs domaines ; cette érection entraînera la construction de différentes directions régionales qui jusque-là, étaient à Atakpamé, résolvant ainsi en partie le problème de la perte d'influence politico-administrative sur l'arrière-pays.

Ensuite, l'Etat devenu de plus en plus défaillant dans la résolution des innombrables problèmes auxquels sont confrontées les populations urbaines et péri-urbaines, se doit tout au moins avec cette nouvelle orientation politique, de traduire dans les faits, la politique de décentralisation en octroyant une large et complète autonomie financière et administrative

aux régions et en définissant clairement son rôle et celui des collectivités locales à travers des textes juridiques et institutionnels (NYASSOGB, 1997).

Ce faisant, il donnera une possibilité et une liberté d'action et de gestion plus grande aux différentes collectivités de planifier et de conduire le développement de leur région en s'appuyant sur les projets de développement initiés et exécutés par les populations elles-mêmes avec son appui et celui des bailleurs de fonds, les bonnes volontés locales et étrangères. car comme le dit Richard STREN,

*« la décentralisation est d'abord un moyen de trouver de nouvelles ressources financières et une échelle plus efficace d'applicabilité des projets... »*

et pour MOREAU (1978), elle permet également à un groupe ou à une commune

*« de défendre ses intérêts qui lui sont spécifiques et de gérer ses propres affaires, de réaliser un apprentissage de la démocratie tout en étant une école de la participation »*

Cette démocratie à la base, si elle est bien comprise, bien appliquée et rentrée dans les moeurs, permettrait non seulement de libérer les énergies locales pour des initiatives privées, mais entraînera également une émulation, une compétition loyale entre les différents responsables politiques qui chercheront à exceller afin de pouvoir garder leur siège à travers le renouvellement de la confiance des électeurs. Car ici comme ailleurs en Afrique, à quelques exceptions près,

*« les dynamismes catalyseurs furent longtemps contraints ou paralysés par de lourds appareils bureaucratiques centralisés stérilisant les initiatives privées » (J.L. VENARD, 1993).*

L'élaboration des projets de développement, le financement et la gestion de ces derniers, la mobilisation des ressources financières et humaines, bref, la participation à l'effort de redynamisation de la ville et de la région, doit être l'affaire de toutes les forces vives natives de la ville y résidant ou pas.

## **VIII.2 - LE ROLE DE LA BOURGEOISIE LOCALE ET DES ASSOCIATIONS DES NATIFS DE LA REGION**

Dans le contexte socio-économique actuel caractérisé par le désengagement de l'Etat de plusieurs secteurs économiques et l'émergence d'initiatives privées, la construction de la ville de Kpalimé en général et de son arrière-pays, moteur de son développement en particulier, relève à la fois de la mobilisation de l'effort des acteurs publics et privés, des collectivités et des populations elles-mêmes.

Parmi celles-ci, il faut retenir la bourgeoisie locale et les associations des natifs de la région vivant hors de celle-ci. Dotés de pouvoirs et moyens politico-économiques assez importants, ils doivent être mis à contribution dans la mise en place, la réalisation et le financement des projets de développement dans la ville et l'arrière-pays. Ce faisant, ils participeront ainsi à l'amélioration des conditions de vie et au relèvement du niveau de vie des populations rurales et urbaines et susciteront une reprise de l'activité économique dans la ville.

En effet, le Grand Kloto dispose d'une énorme potentialité en ressources humaines de qualité aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. L'attachement des natifs de cette préfecture à leur ville et à leur région dont la prospérité fait leur fierté est presque connu de tous au Togo. De même, le patriotisme, l'engagement et la ténacité dans des convictions nobles et la solidarité, sont autant de qualités presque infailibles à toute épreuve qui ont jadis caractérisé les fils de cette région et qui caractérisent sûrement encore bon nombre d'entre eux, malgré le relâchement des mœurs qui semble prendre le pas sur les vertus dans le pays. Aujourd'hui, ces qualités doivent refaire surface et les énergies mobilisées vers la définition et la mise en place d'une véritable politique de développement de la ville mais surtout de son arrière-pays.

L'action de ces natifs et de la bourgeoisie locale doit porter sur :

- L'appui multiforme aux comités villageois de développement.
- L'intensification, l'initiation et le financement des projets de développement urbain et rural.
- Le soutien financier, matériel des actions de développement socio-économique voire culturel initié par les jeunes.

Ils doivent également profiter de leurs relations à l'extérieur et à l'intérieur et jouer sur ces dernières pour mobiliser aides et assistances étrangères. Une participation prépondérante et accrue de la bourgeoisie locale et des cadres natifs de Kloto, peut apporter ou entraîner une croissance économique de la région. Car comme le dit A. SOUTHALL (1988) « *What else is development other than helping your own Home-town ?* »

### **VIII.3 - INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE**

Les autorités municipales de Kpalimé, en dehors de la mobilisation des populations et des acteurs socio-économiques locaux, doivent également chercher, avec l'aide des fils de la

région, à initier et à développer davantage des relations avec les collectivités locales des pays développés, relations connues depuis sous le vocable de coopération décentralisée.

Initiée pour la première fois vers la fin des années 1960 par René MONORY<sup>(1)</sup> entre sa commune de Loudeac et Ouagadougou, la coopération décentralisée procède de la crise de confiance de la communauté internationale envers les Etats (J.L. VENARD, 1993).

Caractérisée par une coopération plus étroite et plus directe entre les responsables communaux d'une part, et entre les populations des pays développés et celles du sud dont ils ont la charge d'autre part, la coopération décentralisée apparaît depuis près de 10 ans, comme un palliatif pour contourner les lourds appareils bureaucratiques des Etats et la mauvaise gestion qui les caractérise. Elle permet aux collectivités locales occidentales d'apporter directement aides et assistances aux populations des pays du sud.

Cette nouvelle politique, loin de résoudre en totalité les nombreux problèmes auxquels sont confrontées nos villes en général, et Kpalimé en particulier, permet au moins à celle-ci de bénéficier de dons et aides à travers la réalisation de projets, et du savoir-faire des pays du Nord dans plusieurs domaines à l'instar de sa voisine du Nord-Est Atakpamé jumelée à Niort une ville française (NYASSOGBO, 1997).

Les autorités municipales de Kpalimé, les bonnes volontés et amis de la région se doivent de chercher d'autres villes partenaires. Car jusqu'à présent, elle n'est jumelée qu'à la commune de Bressuire, une petite commune d'environ 20.000 habitants du Département des Deux-Sèvres dans le Poitou-Charente.

Cette recherche ne doit pas se cantonner essentiellement sur la France mais orientée vers d'autres pays : la Suisse, l'Allemagne, la Belgique... La diversification et le développement de ce nouveau partenariat non seulement permettra aux populations de bénéficier de divers apports extérieurs variés mais peut être aussi une occasion pour le Grand Kloto de se faire connaître et de faire connaître ses produits, sa culture, bref ses potentialités économiques et culturelles plus à fond ailleurs. Il peut aussi à travers ce canal, s'offrir de probables débouchés à ses produits. Tout dépend des objectifs, des modalités et des domaines visés par les clauses du partenariat.

Mais la diversification doit être aussi guidée par un souci permanent de dynamisation, auquel doivent s'ajouter des actions concrètes afin de rendre le processus voire la politique de jumelage plus efficace dans nos pays.

---

<sup>(1)</sup> Actuel président du Sénat français.

## CONCLUSION

Ville moyenne située sur le piedmont du Mont Kloto, et non loin des premiers contrebas du Mont Agou, (point culminant du pays) Kpalimé est une ville coloniale née et développée dans le sillage et les visées de la politique de la division internationale du travail et du développement de l'économie de rente initiée par la colonisation en Afrique à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

Dynamique cité commerciale située au carrefour d'anciens axes commerciaux de l'Afrique de l'Ouest, la ville doit sa prospérité et son rayonnement à la richesse et à la diversité de son arrière-pays qui n'a pas laissé les premiers colonisateurs indifférents.

L'architecture de la vieille ville et du centre commercial, les mutations socio-économiques qui ont façonné le paysage et transformé les populations, le caractère cosmopolite de cette dernière, sont autant de marques et d'empreintes qui rappellent et attestent encore cette prospérité à laquelle la crise de l'économie de plantation et d'autres facteurs d'ordre politique, économique et sociologique tels que la consécration de la frontière entre le Togo et le Ghana, le désenclavement de la Volta Region, la détérioration des termes de l'échange mirent fin très tôt. Ils ont du coup plongé la ville de Kpalimé dans une situation de décadence caractérisée par sa perte d'influence vis-à-vis de son arrière-pays, la chute considérable pendant longtemps des activités économiques dans la ville, la stagnation du taux d'accroissement de la population, le développement de la pauvreté en milieu urbain et rural de la région.

L'évolution de la ville de Kpalimé non seulement révèle la situation des petites et moyennes villes africaines, mais pose en même temps le problème du développement des villes secondaires en décadence, villes dont la création répondait - pour la plupart - plus aux impératifs de l'économie capitaliste du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'expansion coloniale européenne. Aujourd'hui, le caractère obsolète de bon nombre de ces impératifs a conduit la plupart de ces villes dans des situations de déclin. Il se pose alors le problème de la réorientation de la politique et de la gestion urbaine pour faire sortir ces villes de l'ornière afin de pouvoir leur assurer un nouvel élan, facteur d'un développement durable.

La ville de Kpalimé, loin d'être « *un fossile vivant* » à l'instar d'Aného (MARGUERAT cité par DOVI, 1995) l'ancienne capitale du Togo allemand en décadence

absolue, semble connaître périodiquement des situations de reprise, des moments de dynamisme timide dont témoignent une apparente activité commerciale et socio-culturelle plus ou moins intense, et une aire de rayonnement plus ou moins grande et régulière. Cette situation laisse augurer d'un avenir prometteur - très mesuré - si des dispositions sont prises pour susciter et réveiller des synergies, exploiter les potentialités locales que recèlent la ville et surtout son arrière-pays.

Ce sont donc ces périodes de reprise caractérisée par une certaine vitalité saisonnière - correspondant aux périodes de récolte et de vente du cacao -, et par de brèves mais intenses activités commerciales, qui impriment le caractère relatif à la décadence de la ville.

Aussi, la définition d'une nouvelle politique de développement orientée vers la satisfaction des besoins nationaux et sous-régionaux en denrées alimentaires et en matières premières appuyée par un véritable plan d'aménagement bien élaboré de la région s'avère-t-il indispensable pour ne pas laisser la situation évoluer vers une décadence absolue.

Ce plan doit porter sur l'identification et la réalisation à court, à moyen et à long terme de micro-projets de développement local axés prioritairement vers la diversification, la conservation et la transformation de ces productions.

Pour plus de réalisme et de rentabilité, et en raison de l'effet de proximité que joue la présence du Ghana voisin, où les populations pratiquent les mêmes cultures, une action concertée entre les deux Etats serait salutaire ; elle pourrait déboucher sur une réelle intégration sous-régionale de cette partie de l'Afrique occidentale, exemple typique de zone à économie de plantation aux potentialités énormes et variées, et qui est à la recherche d'une nouvelle embellie économique durable.

Un plan de redressement, d'aménagement et de développement organisé autour des villes de Ho, Kpando, Hohoe et Jassika au Ghana, Kpalimé et Badou au Togo, associant et impliquant les différentes populations locales contribuerait énormément à l'amélioration des conditions de vie des populations de la sous-région, et au développement harmonieux de cette dernière.

Au total, au terme de cette étude, il ressort que l'évolution de la ville de Kpalimé depuis les premières années de la colonisation jusqu'à présent voire dans les prochaines années, est caractérisée par :

- la nostalgie d'un passé prestigieux,
- le constat d'une décadence frustrante,
- le vécu d'une reprise timide et apparente,
- l'espoir et les ambitions mesurées d'un avenir prometteur.

Cet espoir, malgré les difficultés qui assaillent nos pays, est encore permis surtout si les pouvoirs publics font preuve d'une réelle volonté politique en s'engageant davantage plus résolument et plus concrètement dans le processus de la démocratie à la base ou décentralisation.

Cette volonté et cet engagement doivent se concrétiser par l'octroi ou le transfert par l'Etat, des compétences et autonomie financière et administrative aux différentes collectivités. Ainsi, tout en s'attendant à son rôle de superviseur, d'accompagnateur des programmes de développement, l'Etat demeurera le coordonnateur des initiatives et actions de développement national. Ce faisant, les populations se sentiront plus concernées par les actions menées et s'y impliqueront davantage et de façon plus responsable.

Sans être une panacée voire une garantie totale, la survie des populations et le développement local dans le contexte actuel en dépendent, malgré les risques que comporte la décentralisation (ELONG M'BASSI, 1995 ; NYASSOGBO, 1997).

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 - ABAYA (K.N.): *Echanges frontaliers et organisation de l'espace dans le secteur ghanéotogolais de Kpalimé*, Mémoire de Maîtrise, FLESH, Géographie Humaine, UB-Lomé, 1991, 186 pages.
- 2 - ADJAVU (A.): *Rénovation urbaine et économique d'Aného*, Mémoire d'Urbanisme, Lomé, 1982, 126 pages.
- 3 - ADDRA (K.M.): *Un essai de cartographie des climats du Togo et ses enseignements*. Annales de l'Université du Bénin, Togo V. 1978, pages 237-239.
- 4 - Afrique contemporaine : N° 168, Octobre 1993, la documentation française.
- 5 - The African Studies Review, Vol. 31, Number 3, Dec. 1988.
- 6 - AHADJI (A.Y.): *Les échanges entre Lomé et Palimé au temps colonial. 1884 - 1920* in Colloque sur Le Centenaire de Lomé, capitale du Togo, (03-06 mars 1997) à paraître dans les Presses de l'UB. pp. 145-160
- 7 - AGBODEKA (F): *Ghana in the Twentieth Century*. Ghana Universities Press, Accra, 1972, 152 pages.
- 8 - ATLAS-TOGO, édition Jeune Afrique, Paris, 1981.
- 9 - AWUMEY (Y.D.): *La circonscription administrative de Kloto-Misahöhe. 1890-1914 dans la Nation togolaise*. Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Etudes germaniques, Nanterre, 1984, 436 pages.
- 10 - Sous la direction de BAKER (J.): *Small Town in Africa : Studies in Rural-Urban Interaction*. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1990, 266 pages.
- 11 - Sous la direction de BAKER (J.): *Rural-Urban Dynamics in Francophone Africa* ; Nordiska Afrika Institute, Uppsala, 1997. 194 pages
- 12 - BEAUJEU-GARNIER (J): *Géographie Urbaine*, Armand Colin, Paris, 1995, 349 pages.
- 13 - BERTRAND (M.): *Plaidoyers pour les centres urbains secondaires en Afrique au Sud du Sahara*, in Revue Tiers-Monde, N° 168, 1993, pages 117-130.
- 14 - BOURACHE (J.M.) et SAPORTA (G.): *L'analyse des données, Que sais-je ?* P.U.F., Paris, 1994, 127 pages.
- 15 - CHRISTALLER (W.): *Die Zentralen Orten in Süddeutschland*, Fisher, Iéna, 1933.
- 16 - CHAMPAUD (J.): *Villes et développement local*. in : *Petites et moyennes villes d'Afrique noire* sous la direction de M. Bertrand et A. Dubresson. Karthala, Paris, 1997.
- 17 - DEBLE (I) et HUGON (Ph): *Vivre et survivre dans les villes africaines*. IEDES, PUF, 1982, 310p.
- 18 - DECRAENE (Ph.): *Vieille Afrique, Jeunes Nations*, PUF, 1982.
- 19 - DERRUAU (M.): *Géographie humaine*, Armand Colin, Paris, 1989, 431 pages.

- 20 - DOVI (Q.N.): *Aného, ville secondaire du Togo : de la prospérité à la décadence. Etude de géographie urbaine*. Mémoire de Maîtrise, UB-Lomé, 1995, 192 pages.
- 21 - DUPONT (V.): *Dynamique des villes secondaires et processus migratoires en Afrique de l'Ouest. Le cas des trois centres urbains en région de plantation au Togo: Atakpamé, Kpalimé, Badou*. Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, Paris, 1985, 432 pages.
- 22 - Sous la direction de DUBRESSON (A.) et JAGLIN (S.): *Pouvoirs et cités d'Afrique noire: décentralisations en questions*. Karthala, 1993, 308 pages.
- 23 - DUREAU (F.): *Migration et Urbanisation : le cas de la Côte d'Ivoire*, Paris, 1987, 501 pages.
- 24 - GAYIBOR (N.L.): *Traditions historiques du Bas-Togo*. Collections Etudes - Niamey, 1992.
- 25 - GIRAUT (F.): *Quel bilan des relations entre la petite ville et son environnement* in : *Petites et moyennes villes d'Afrique noire* sous la direction de M. Bertrand et A. Dubresson. Karthala, Paris, 1997, pp. 19-37.
- 26 - GIRAUT (F.): *La petite ville, un milieu adapté aux paradoxes de l'Afrique de l'Ouest. Etude sur le semis et comparaison du système spatial et social de sept localités: Badou et Anié (Togo); Jasikan et Kadjibi (Ghana), Torodi, Tamaske et Keita (Niger)*. Université de Paris 1, Thèse de doctorat en Géographie, 1994, 422 pages.
- 27 - GU-KONU (Y.): *L'excursion de Décembre 1978 : La Région Maritime, la Région des Plateaux et la "Volta Region"*. Annales de l'Université du Bénin. Togo, 1978, V. pages 83-113.
- 28 - ISARD (W.): *Location and Space Economy. A General Theory Relating to Industrial Location, Market, Land Use, Trade and Urban Structure*; Technology press book in the social sciences, M.I.T. Press, Cambridge, Mass, 1956, 350 pages.
- 29 - MARGUERAT (Y.): *Réflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun* : in la croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar, Ed. CNRS, Paris, 1972, pp. 841-845.
- 30 - MARGUERAT (Y.): *Réflexions cursives sur l'évolution des réseaux urbains en Afrique noire*: in Cahiers ORSTOM, séries Sciences Humaines, V.XV, N° 2, 1978, pp. 173-185.
- 31 - MARGUERAT (Y.): *Armature urbaine du Togo*, éditions ORSTOM, Paris, 1985, 166 pages.
- 32 - MENJIE (H.E.): *M'Balmayo et Obala, deux villes moyennes du Cameroun en décadence*. Projet de Mémoire de DEA, Yaoundé, 1992. 27 pages
- 33 - MOUSTAPHA (S.): *Louga et sa région. Essai d'intégration des rapports Villes-Campagnes dans la problématique du développement*, IFAN, Dakar, 1975, 298 pages.
- 34 - MOREAU (J.): *Administration régionale, locale et municipale*, Paris, 1985, Dalloz (Memento), 4<sup>e</sup> édition, 1978.
- 35 - NEMO (J.): *Etude socio-démographique d'une ville du Togo : Palimé*. Documents et statistiques N° XVII, Juillet 1958, Ministère de la France d'Outre-Mer, Paris, 79 pages.
- 36 - NYASSOGBO (K.G.): *Contribution à l'étude des rapports villes-campagnes dans la Région des Plateaux au Togo* Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle. Université de Toulouse - le - Mirail, Institut de Géographie, 1975, 292 pages.

- 37 - NYASSOGBO (K.G.) et al.: *Crise économique et mutations socio-démographiques dans une économie de plantation : le cas du Litimé au Togo*. UEPA, Programme de petites subventions pour la recherche en population et développement. Rapport d'études N° 14, Dakar, 1995, 218 pages.
- 38 - NYASSOGBO (K.G.): *Urban-Rural Interactions in South Saharan Africa. The Case of Kpalimé and its Hinterland in South West Togo* in J. BAKER. Rural Urban Dynamics in Francophoné Africa. Nordiska Afrika Institute Uppsala, 1977, pp. 51-64.
- 39 - NYASSOGBO (K.G.): *Développement local, villes secondaires et décentralisation au Togo* in Petites et moyennes villes d'Afrique Noire, de M. Bertrand et A. Dubresson. Karthala, Paris, 1997, pp. 89-109.
- 40 - NYAWUAME (A.K.): *Kpadapé, un terroir frontalier dans le Sud-Ouest togolais*, Mémoire de Maîtrise, FLESH, Géographie Rurale, UB-Lomé, 1993, 230 pages.
- 41 - PERROUX (F.): *Notes sur la notion de pôle de croissance*, Economie Appliquée, Tome VIII, 1955, N° 1-2, pp. 305-320.
- 42 - PERROUX (F.): *L'économie du XX è s.* 2è édition PUF Paris, 1964
- 43 - POURTIER (R.): *Petites villes et villes moyennes : développement et encadrement étatique*, in villes d'Afrique, Afrique contemporaine N° 168, 1993, pp. 82-97.
- 44 - STREN (R.): "Old Wine in New Bottles ? An Overview of Africa's Urban Problems and the "Urban Management". Approach to Dealing With Them" in Environement and Urbanization, Vol. 3 N° 1, April 1991, p. 16.
- 45 - SOUTHALL (A.): *Small Urban Centers in Rural Development in Africa*, University of Wisconsin, Madison, 1979. 409 Pages
- 46- TCHINI (K.M.): *Le développement urbain de Kpalimé: problèmes et perspectives, mémoire d'urbanisme*, EAMAU, Lomé, 1981, 83 pages.
- 47 - VENARD (J.L.): *Bailleurs de fonds et développement local*, in Dubresson (A.) et Jaglin (S.). Pouvoirs et Cités d'Afrique noire. Décentralisation en questions, Karthala, 1993, pp. 19-33.
- 48 - VENNETIER (P.): *Les villes d'Afrique tropicale*, Masson Collection. Géographie, Paris, 1972, 193 pages.
- 49 - ZINSOU épouse KLASSOU: *Structures d'échanges et leur fonctionnement dans le secteur ghanéo-togolais de Badou-Jassika*, Mémoire de Maîtrise, UB, FLESH, Géographie, 1994.

## LISTE DES CARTES

Carte 1: Carte administrative du Togo.....	4
Carte 2: Armature urbaine de l'espace ghanéo-togolais de Kpalimé et de Badou.....	33
Carte 3: Localisation de canton d'Agomé.....	39
Carte 4: Kpalimé et ses principaux quartiers.....	43
Carte 5: Le Togo Allemand.....	56
Carte 6: Les différents partages du Togo de 1914 à 1919.....	57
Carte 7: Situation des principaux magasins et boutiques.....	63
Carte 8: La circonscription administrative de Klouto avant 1967.....	94
Carte 9: La circonscription administrative de Klouto à partir de 1967.....	95
Carte 10: La circonscription administrative de Klouto à partir de 1975.....	96
Carte 11: La préfecture du Grand Kloto (Kloto, Agou, Danyi et Sous-Préfectures de Kpélé-Akata).....	97
Carte 12: La Volta-Region et ses facteurs d'isolement.....	101
Carte 13: Région des Plateaux-Ouest (Réseau de routes goudronnées).....	110
Carte 14: Région des Plateaux-Ouest (Réseau routier).....	112

## LISTE DES FIGURES

Fig. 1: Profil topographique Mélokouto - N.Est de Kpalimé.....	31
Fig. 2: Précipitations à Kpalimé de 1931-1990.....	35
Fig. 3: Précipitations moyennes annuelles dans le Sud-Ouest togolais et le Sud-Est ghanéen.....	36
Fig. 4: Diagramme ombrothermique de la station météo de Kpalimé.....	37
Fig. 5: Evolution des précipitations de 1931 à 1987 à Kpalimé.....	37
Fig. 6: Evolution de la population de Kpalimé de 1931 à 1997.....	46
Fig. 7: Pyramide des âges de la population de Kpalimé (1981).....	50
Fig. 8: Proportion des grands groupes ethniques dans la population totale de Kpalimé (1981).....	51
Fig. 9: Proportion de la population étrangère (africaine) dans la population totale de Kpalimé (1981).....	52
Fig. 10: Répartition de la population de Kpalimé selon la religion (1981).....	54
Fig. 11: Evolution des volumes d'exportation du cacao et du café entre 1986 et 1996.....	104
Fig. 12: Evolution du prix d'achat du kg de cacao au producteur de 1964-1966 à 1996-1997.....	108
Fig. 13: Evolution du prix d'achat du kg de cacao et du café au producteur entre 1977 et 1996.....	109
Fig. 14: Evolution des taux de change du cedi de 1970 à 1987.....	114

## LISTE DES PHOTOS

Photo n° 1: Magasin de la société commerciale UAC à Kpalimé.....	62
Photo n° 2: Magasin de la société commerciale SGGG à Kpalimé.....	62
Photo n° 3: Vue d'un magasin de commerce délabré sur l'ancien site du marché.....	87
Photo n° 4: Vieilles boutiques aujourd'hui fermées.....	87
Photo n° 5: Vues Partielles de la Rue Eyadema prolongée.....	120

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par secteur d'activité.....	25
Tableau 2: Evolution de la population de Kpalimé.....	44
Tableau 3: Répartition par âge de la population de Kpalimé.....	48
Tableau 4: Répartition par âge et par sexe de la population.....	48
Tableau 5: Répartition de l'échantillon selon la religion.....	54
Tableau 6: Répartition des effectifs scolaires du 3 <sup>e</sup> degré selon le type d'enseignement (1995-1996).....	68
Tableau 7: Répartition des effectifs scolaires du 2 <sup>e</sup> degré selon le type d'enseignement.....	68
Tableau 8: Répartition des effectifs dans l'enseignement primaire selon le type d'enseignement.....	69
Tableau 9: Proportion de la population scolaire selon les degrés d'enseignement dans la population totale.....	69
Tableau 10: Circulation des personnes (y compris les bagages) sur les lignes de chemin de fer du Togo en 1912 et 1913.....	81
Tableau 11: Transport par fret 1911 et 1912.....	82
Tableau 12: Répartition des commerces (boutiques) selon la durée d'installation à Kpalimé.....	85
Tableau 13: Répartition des ateliers selon la durée d'installation.....	88
Tableau 14: Evolution de la production de cacaoyère du Togo de 1952-56 à 1969 en milliers de tonnes.....	103
Tableau 15: Evolution du prix du kilogramme au producteur entre 1954-1956 et 1969-1970.....	105
Tableau 16: Evolution du prix du kilogramme au producteur entre 1969 - 1970 et 1986-1987.....	105
Tableau 17: Evolution du prix d'achat du kilogramme de café et du cacao au producteur.....	106
Tableau 18: Répartition des commerçants du commerce non-structuré par nationalité.....	118
Tableau 19: Typologie des produits vendus dans le commerce structuré et semi-structuré.....	119
Tableau 20: Recettes journalières des boutiques du commerce structuré et semi-structuré.....	121
Tableau 21: Répartition des recettes des artisans.....	122
Tableau 22: Prix du kg de cacao et de café aux producteurs et prix à l'exportation. Unité F.CFA.....	128
Tableau 23: Répartition des artisans selon le niveau d'instruction.....	139

## ANNEXES

ANNEXE 1 : Planches photographies

ANNEXE 2 : Questionnaire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



Photo N° 6 Vue de la gare ferroviaire de Kpalimé



Photo N°7 Un des deux hangars de l'ancien marché de Kpalimé



Photo N°8 Vue partielle du marché aux fruits et aux produits vivriers de Kpalimé



Photo N°9. La cathédrale de Kpalimé

QUESTIONNAIRE SUR L'ETUDE DE L'EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE  
D'UNE VILLE SECONDAIRE EN ZONE DE PLANTATION : KPALIME,  
DE L'ESSOR A LA DECADENCE RELATIVE

-----

I - Les caractéristiques socio-économiques

- 1 - Quel est votre nom et prénom : .....
- 2 - Sexe : M  F
- 3 - Quel âge avez-vous : .....
- 4 - Quel est votre lieu de naissance : Kpalimé  Grand Kloto   
Région des Plateaux  Autres régions du Togo (à préciser)
- 5 - De quelle ethnie êtes-vous ? .....
- 6 - Nationalité : Togolaise  Ghanéenne  Béninoise   
Nigérienne  Nigériane  Malienne
- 7 - Quel est votre niveau d'instruction :  
Analphabète  Primaire  Secondaire  3è degré   
Universitaire
- 8 - De quelle religion êtes-vous ?  
Christianisme  Islam  Animisme  Autres à préciser
- 9 - Quelle est votre profession ?  
Commerçant  Fonctionnaire  Artisan à préciser  Autres

II - L'artisanat

- 1 - Type d'artisanat : Production  Service
- 2 - Statut de l'atelier : Personnel  Familial  Collectif
- 3 - Date d'installation .....
- 4 - Quelles matières premières utilisez-vous?: .....
- 5 - Quelles sont leurs provenances ?  
Kpalimé  Région des Plateaux  Lomé  Ghana   
Bénin  Nigéria  Europe  Autres pays
- 6 - Quelles sont vos sources de financement ?  
Prêts bancaires  Aides  Fonds propres  Prêts usuriers   
Autres sources (à préciser)
- 7 - Quelles est la nature de vos outils ?  
Moderne  Traditionnelle
- 8 - D'où viennent vos clients ?  
Kpalimé  Grand Kloto  Région des Plateaux   
Autres régions du Togo  Ghana  Bénin  Burkina
- 9 - La situation est-elle la même il y a :  
10 ans  15 ans  20 ans   
Oui  Non

Si Non, d'où provenaient-ils le plus il y a :

- \* 10 ans - Régions reculées  (régions des plateaux, autres régions du Togo, pays étrangers)
  - Régions proches  (Grand Kloto, localités environnantes)
- \* 15 ans - Régions reculées 
  - Régions proches
- \* 20 ans - Régions reculées 
  - Régions proches

- 10 - Quelles sont les périodes de vente actuellement ?
- Veille des fêtes de fin d'année  Pâques
  - Pendant la campagne d'achat du café et du cacao
  - Pendant la vente des produits vivriers
  - Pendant la rentrée scolaire
- 11 - Ces périodes de vente sont-elles les mêmes il y a 10, 15, 20, 25 ans ?
- 12 - Oui  Non
- Si Non, quelles étaient les périodes de vente ?
- Veille des fêtes de fin d'année  Pâques
  - Pendant la campagne d'achat du café et du cacao
  - Pendant la vente des produits vivriers
  - Pendant la rentrée scolaire
- 13 - Voulez-vous nous donner le montant de vos recettes en fin de semaine ?
- <3.000  3.000 - 4.500  4.600 - 6.500  6.600 - 8.500   
8.600 - 10.000  >10.000
- 14 - Payez-vous des impôts ou des taxes ?  Oui  Non
- Combien ? 1.500 - 2.500  2.600 - 5.000  6.000 - 10.000
- 15 - Quels sont les problèmes que vous rencontrez ?
- Problème de débouché  Taxe trop élevée   
Prix de matières premières trop élevé

### III - Les activités commerciales

#### Volet 1. Commerce structuré et semi-structuré

- 1 - Nom de la société ou de l'établissement : .....
- 2 - Statut : Etablissement privé  Société de droit
- 3 - Date de création : .....
- 4 - Date d'installation à Kpalimé : .....
- 5 - Pourquoi la société a-t-elle décidé de s'installer à Kpalimé?  
Existence d'un marché potentiel  Existence d'un nombre réduit de boutiques

- 6 - Nombre d'employés : 1-4  5-9  >10
- 7 - Quels sont les principaux articles vendus ?  
 Agro-alimentaires  Quincaillerie  Produits de toilettes   
 Tissus et effets vestimentaires  Pièces détachées  Divers
- 8 - Quelles sont les conditions de vente ?  
 Vente en gros  Demi-gros  Détail
- 9 - Quelle est la provenance des articles ? :  
 Lomé  Nigéria  Ghana  Europe  Asie  USA
- 10 - Quelles sont les périodes de vente ?  
 - La veille des fêtes de fin d'année (Noël et Nouvel An)   
 - Pâques   
 - Période de la campagne d'achat du café et du cacao   
 - Période de vente des produits vivriers   
 - Pendant la rentrée scolaire
- 11 - Ces périodes sont-elles les mêmes il y a 10, 15, 20, 25 ans?  
 Oui  Non   
 Si Non, quelles étaient les périodes de vente il y a 10, 15, 20, 25 ans ?  
 - La veille des fêtes de fin d'année (Noël et nouvel An)   
 - Pâques   
 - Période de la campagne d'achat du café et du cacao   
 - Période de vente des produits vivriers   
 - Pendant la rentrée scolaire
- 12 - D'où viennent vos clients :  
 Kpalimé  Grand Kloto  Région des Plateaux  Ghana
- 13 - La situation est-elle la même il y a 10, 15, 20, 25 ans ?  
 Oui  Non   
 Si Non, d'où venaient-ils il y a :  
 15 ans : - Régions reculées  (Régions des plateaux, autres régions du Togo, pays étrangers)  
 - Régions proches  (Grand Kloto, localités environnantes)  
 \* 20 ans - Régions reculées   
 - Régions proches   
 \* 25 ans - Régions reculées   
 - Régions proches
- 14 - Quels sont les articles les plus recherchés ?  
 - Quincaillerie  - Agro-alimentaires   
 - Tissus et effets vestimentaires  - Produits de toilette
- 15 - Quelle est votre recette journalière ?  
 <20.000  21.000 - 40.000  41.000 - 60.000   
 61.000 - 80.000 - 100.000  >100.000

- 16 - Êtes-vous satisfait de la rentabilité de vos activités ?  
 Oui  Non   
 Si Non, pourquoi ?  
 Recettes faibles  Taxes trop élevées
- 17 - Payez-vous des taxes ou l'impôt ?  
 Oui  Non   
 Si Oui, combien ?  
 5.000 - 10.000  11.000 - 15.000  16.000 - 20.000   
 25.000 - 50.000  >50.000
- 18 - Avez-vous des approches de solutions en vue ?  
 Oui  Non   
 Si Oui, lesquelles ?  
 - Baisse des taxes  - Structuration du secteur informel   
 - Aides aux paysans  de commerce  
 - Autres
- 19 - La société ou l'établissement a-t-elle d'autres activités annexes ? Oui  Non   
 Si Oui, préciser les : .....
- 20 - La société est-elle propriétaire des locaux ?  
 Oui  Non   
 Si Non, quel est le montant du loyer ? .....
- 21 - Parmi les problèmes que rencontre la ville, citez trois qui semblent plus importants :  
 .....  
 .....  
 .....

**Volet 2 : Commerce non structuré**

- 1 - Identification (voir II - 8)
- 2 - Date d'installation à Kpalimé : .....
- 3 - Quelle est la nature des locaux :  
 Hangar  Magasin  Apatam  Sans abri
- 4 - Quelles sont vos sources de financement ?  
 Prêts bancaires  Aides  Fonds propres   
 Prêts usuriers  Autres sources (à préciser)
- 5 - Quelle est la nature des produits vendus ?  
 Produits agricoles  Produits manufacturés   
 Effets vestimentaires  Produits de toilette
- 6 - Quelles sont les conditions de ventes ?  
 Vente en gros  Demi-gros  Détail

- 7 - Où vendez-vous vos produits ?  
 Marché  au bord de la route
- 8 - D'où proviennent les articles vendus ?  
 Kpalimé  Lomé  Ghana  Nigéria  Autres
- 9 - quelles sont les périodes de ventes ?  
 - Période de la campagne d'achat du café et du cacao  
 - Pendant les fêtes de fin d'année  
 - La fin des mois  - Pâques   
 - Période de la vente des produits vivriers   
 - La rentrée scolaire
- 10 - Ces périodes sont-elles les mêmes il y a 10, 15, 20, 25 ans?  
 - Période de la campagne d'achat du café et du cacao  
 - Pendant les fêtes de fin d'année  
 - La fin des mois  - Pâques   
 - Période de la vente des produits vivriers   
 - La rentrée scolaire
- 11 - D'où viennent vos clients ?  
 Kpalimé-ville  Grand Kloto  Région des Plateaux   
 Ghana  Autres villes du Togo
- 12 - Tenez-vous une comptabilité régulière ?  
 Oui  Non
- 13 - Si Oui, quel est le montant de vos recettes journalières ?  
 <5.000  5.000 - 9.999  10.000 - 14.999   
 15.000 - 19.999  20.000 - 25.000  >25.000
- 14 - Payez-vous l'impôt ou des taxes ?  
 Oui  Non   
 Si Oui, combien ?  
 2.000 - 2.500  2.600 - 3.000  3.100 - 3.500   
 3.600 - 4.000  4.100 - 5.000  >5.000
- 15 - Faites-vous des épargnes ?  
 Oui  Non   
 Si Oui, quel type d'épargne avez-vous adopté ?  
 Tontine  Caisse d'épargne  Banque
- 16 - Quels sont les problèmes rencontrés ?  
 Faiblesse des recettes  Taxes trop élevées   
 Problèmes financiers  Autres problèmes (à préciser)

# TABLE DES MATIERES

<b>DEDICACE</b> .....	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>iii</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>v</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>PREMIERE PARTIE: STRUCTURATION DE LA RECHERCHE: CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE</b> .....	<b>5</b>
<b>CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL</b> .....	<b>6</b>
I.1 - LES DONNEES DU PROBLEME.....	6
I.2 - INTERET DU SUJET.....	10
I.3 - LES OBJECTIFS DU TRAVAIL.....	11
I.3.1 - LES OBJECTIFS GENERAUX.....	11
I.3.2 - LES OBJECTIFS SPECIFIQUES.....	11
I.4 - LES HYPOTHESES DE TRAVAIL.....	12
I.5 - LE CADRE THEORIQUE.....	12
I.6 - REVUE DE LA LITTERATURE.....	18
I.6.1 - LES PETITES ET MOYENNES VILLES ET LES VILLES SECONDAIRES EN DECADENCE A TRAVERS L'AFRIQUE.....	18
I.6.2 - L'ARMATURE URBAINE TOGOLAISE ET LES VILLES SECONDAIRES EN DECADENCE.....	19
<b>CHAPITRE II : APPROCHE METHODOLOGIQUE ET PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE</b> .....	<b>23</b>
II.1 - LES DEMARCHES PRELIMINAIRES.....	23
II.2 - LA COLLECTE DES DONNEES.....	23
II.2.1 - LES DONNEES A COLLECTER ET METHODOLOGIE DE COLLECTE.....	23
II.2.1.1 - Les données à collecter.....	23
II.2.1.2 - La méthodologie de collecte des données.....	24
II.2.1.2.1 - Choix et taille de l'échantillon.....	24
II.2.1.2.2. Les variables utilisées : sélection et justification.....	25
II.2.1.2.3. Le questionnaire.....	26
II.2.1.2.4. L'interview.....	27
II.2.2 - L'ADMINISTRATION DU QUESTIONNAIRE ET LES DIFFICULTES DE TERRAIN.....	27
<b>DEUXIEME PARTIE: NAISSANCE ET EVOLUTION DE LA VILLE DE KPALIME</b> ...29	
<b>CHAPITRE III : DU PETIT VILLAGE D'AGOME A LA VILLE COLONIALE : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE</b> .....	<b>30</b>
III.1 - CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DU MILIEU.....	30
III.1.1 - UN SITE ET UNE SITUATION FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT.....	30
III.1.1.1 - Kpalimé, une ville facile d'accès.....	30
III.1.1.2 - Kpalimé, une ville-relais et de carrefour.....	32
III.1.2 - DES CONDITIONS CLIMATIQUES "ALLECHANTES".....	34
III.2 - LA FONDATION ET LE PEUPEMENT DE KPALIME.....	38
III.3 - APERÇU DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.....	44
III.3.1 - UNE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE LENTE.....	44
III.3.2 - STRUCTURE DE LA POPULATION.....	47
III.3.2.1 - Une population essentiellement jeune.....	47
III.3.2.2 - Une population relativement cosmopolite.....	51
III.4 - EVOLUTION POLITICO-ADMINISTRATIVE.....	55
III.5 - EVOLUTION SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE.....	58
III.5.1 - KPALIME, UNE VILLE COMMERCIALE.....	58
III.5.2 - Kpalimé, un centre socio-culturel régional.....	65

III.6 - LES FACTEURS DE LA PROSPERITE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA VILLE.....	70
III.6.1 - LES FACTEURS ENDOGENES.....	70
III.6.1.1 - La situation géographique de la ville.....	70
III.6.1.2 - L'arrière-pays et la richesse de ses sols.....	72
III.6.2 - LES FACTEURS EXOGENES DE LA PROSPERITE.....	74
III.6.2.1 - L'action de l'administration coloniale.....	74
III.6.2.2 - L'action des sociétés commerciales et agricoles.....	74
III.6.2.3 - L'influence de la Gold Coast sur l'évolution socio-économique et culturelle de Kpalimé.....	76
<b>CHAPITRE IV : LA DECADENCE EN QUESTION.....</b>	<b>81</b>
IV.1 - LA DECADENCE ET SES CARACTERISTIQUES.....	81
IV.2 - LES FACTEURS DE LA DECADENCE.....	89
IV.2.1 - LES FACTEURS POLITICO-ADMINISTRATIFS.....	89
IV.2.1.1 - La configuration de la frontière coloniale entre le Togo et le Ghana.....	89
IV.2.1.2 - Les relations conflictuelles entre le Togo et le Ghana.....	91
IV.2.1.3 - L'éclatement de la Préfecture de Kloto.....	92
IV.2.2 - LES FACTEURS ECONOMIQUES.....	99
IV.2.2.1 - Le désenclavement de la Volta Region.....	99
IV.2.2.3 - La crise de l'économie de plantation.....	102
IV.2.2.3.1 - Les productions en baisse.....	102
IV.2.2.3.2 - Des prix au producteur fluctuants.....	104
IV.2.2.4 - Le désenclavement de l'arrière-pays.....	109
IV.2.2.5 - Les problèmes tarifaires et monétaires entre le Togo et le Ghana.....	113
IV.2.2.6 - Les facteurs sociologiques.....	115
<b>CHAPITRE V : LE VECU D'UNE REPRISE TIMIDE, APPARENTE ET FRAGILE ...</b>	<b>118</b>
V.1 - LES CARACTERISTIQUES DE LA NOUVELLE SITUATION.....	118
V.1.1 - LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE DE DETAIL.....	118
V.1.2 - LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT.....	121
V.2 - LES FACTEURS DE LA TIMIDE REPRISE.....	123
V.2.1 - LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DE L'ARRIERE-PAYS.....	123
V.2.2 - LES CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE, SOCIALE ET MONETAIRE DU GHANA.....	124
<b>TROISIEME PARTIE: LA VILLE DE KPALIME A L'HORIZON 2020.....</b>	<b>126</b>
<b>CHAPITRE VI : L'ARRIERE-PAYS RURAL ET L'AVENIR DE KPALIME : EXPLOITATION DES POTENTIALITES AGRO-ALIMENTAIRES DE L'ARRIERE-PAYS.....</b>	<b>127</b>
VI.1 -LA REDYNAMISATION DES ACTIVITES AGRICOLES DE L'ARRIERE-PAYS.....	127
VI.1.1 - REORGANISATION DE LA FILIERE CAFE-CACAO.....	127
VI.1.2 - PROMOTION ET INTENSIFICATION DE LA DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE.....	129
VI.1.3 - PROMOTION ET ORGANISATION DE LA PRODUCTION FRUITIERE.....	131
VI.2 -IMPLANTATION ET PROMOTION DE PETITES UNITES DE TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES ET DES FRUITS.....	135
<b>CHAPITRE VII : KPALIME, VILLE DE TOURISME ET D'ARTISANAT.....</b>	<b>136</b>
VII.1 - LES SITES TOURISTIQUES.....	136
VII.2 - LES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES ET LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE.....	137
VII.2.1 - LES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES.....	137
VII.2.2 - LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE.....	138
VII.3 - LA REORGANISATION DE L'ARTISANAT.....	138

<b>CHAPITRE VIII : L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS ET DE LA BOURGEOISIE LOCALE .....</b>	<b>141</b>
VIII.1 - LA DECENTRALISATION ET SES ATOUTS.....	141
VIII.2 - LE RÔLE DE LA BOURGEOISIE LOCALE ET DES ASSOCIATIONS DES NATIFS DE LA REGION.....	142
VIII.3 - INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE .....	143
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>145</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>148</b>
<b>LISTE DES CARTES .....</b>	<b>151</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>151</b>
<b>LISTE DES PHOTOS.....</b>	<b>151</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>152</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>153</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>161</b>

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE